

ASIE

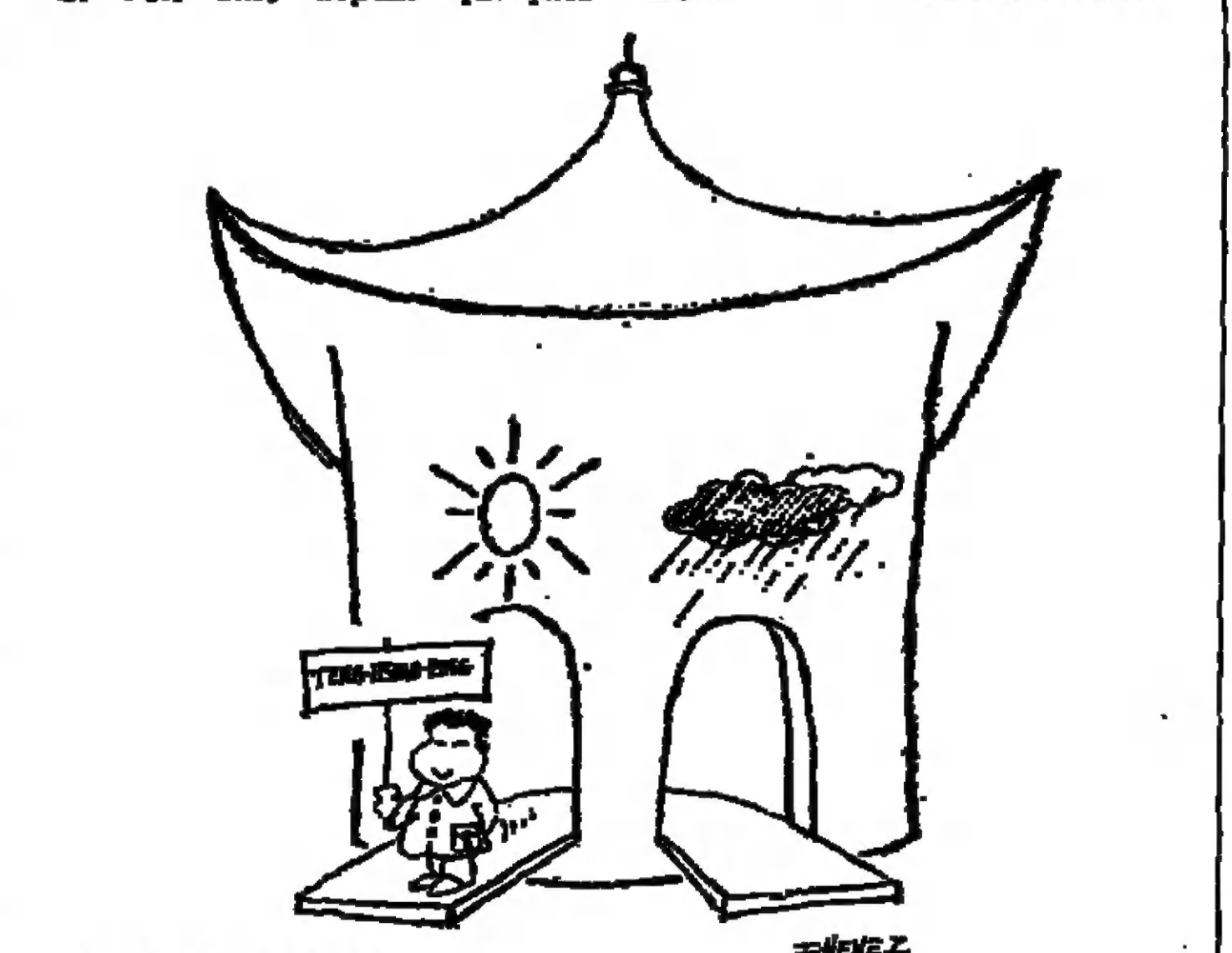
Chine

Vers un retour de M. Teng Hsiao-ping ?

(Suite de la première page.)
Sur une trentaine de feuillets jaunes est présentée une longue analyse de la « lutte de classe en Chine », puis du « processus politique de l'évolution politique du 5 avril ». L'auteur salue, lui aussi, « tous ceux qui ont participé vaillamment à cet épisode de la lutte contre les quatre » et « les martyrs qui y ont sacrifié leur vie ».
Peu avant minuit, vendredi, nous avions assisté, devant les premières gerbes déposées, à une scène de violence où un jeune homme, pour des raisons inconnues, fut assez sérieusement malmené par un groupe d'une trentaine de personnes, sous l'œil indifférent de deux sentinelles de l'APL en faction, baïonnette au canon, devant la porte Tien-An-Men, le 5 avril dernier. Il est clair que personne, et presque, n'est là en service commandé ou contre son gré. Sans doute, en ce sens, peut-on parler de mouvement spontané, qui se développe d'ailleurs avec l'arrêt du travail correspondant à la fin de la semaine. Il est non moins évident toutefois que manifestations et journaux mureux sont encouragés par les autorités, en du moins par certaines d'entre elles. Le comportement du service d'ordre, très léger, est en effet on ne peut plus conciliant — y compris pour les observateurs étrangers — et témoigne, de bienveillance pour les thèmes de la manifestation.
Ces derniers ne sauraient d'ailleurs gêner le pouvoir dans la mesure où ce premier aspect de la mort de Chou En-lai est d'abord l'occasion de célébrer la mémoire d'un homme dont la nou-

velle direction se réclame constamment. La révision du verdict sur l'« incident politique » du 5 avril dernier peut également, à la rigueur, aller dans le sens général de la dénonciation de la « bande des quatre ». Plus ou moins clairement, divers articles de presse ont déjà préparé cette réappréciation des événements en suggérant l'idée que les désordres et les bagarres du printemps dernier avaient été « exploités » si non inspirés et provoqués, par « les quatre ».
Restent les appels au retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping. Le nom de l'ancien vice-premier ministre court sur toutes les lèvres dans cette foule un peu incertaine tout de même de cette « on y entend dire que les Daxibao rédigés à la louange du personnage » expriment assez bien le sentiment populaire ». Est-ce seulement le nom de M. Teng Hsiao-ping, ou bien, et de tous ses collègues au sein du bureau politique ?
Si l'on sait depuis quelques

semaines déjà que le cas Teng Hsiao-ping représente une hypothèse que la direction chinoise ne peut guère éviter de lever un jour ou l'autre (le Monde du 14 décembre), la réintégration de l'ancien vice-premier ministre dans la nouvelle équipe dirigée par M. Hua Kuo-feng pose, en revanche, des problèmes à la fois d'orientation et de personnes, dont rien n'indique encore qu'ils ont été résolus. En témoigne la presse, qui, en dépit de la dégradation de la presse et des décalages occasionnels d'un texte à l'autre sur ce sujet. C'est à ce titre qu'il y a quelque chose de trouble dans les nouvelles manifestations de Pékin, qui rappelle un peu, la tension mise à part, les rassemblements du mois d'avril dernier, auxquels les dactylos se référent si volontiers. Voudrait-on en effet, par cette impressionnante expression « spontanéité », masquer la volonté des masses, exercée sous une pression quasi irrésistible sur le pouvoir qu'on agiterait pas autrement.
ALAIN JACOB.



(Dessin de CHENEZ.)

(PUBLICITE)

POLITIQUE-HEBDO va bien - POLITIQUE-HEBDO va mourir

Un journal qui compte 30.000 ACHETEURS, plus de 100.000 LECTEURS, représente un courant d'opinion qui vit, interroge et dérange, et le droit à la parole et à l'existence.
Le succès de la nouvelle formule, lancée en OCTOBRE, assure à P.-H. son équilibre financier. Pourtant, il va être étranglé : le poids des dettes arrivées à échéance crée un déficit de trésorerie ponctuel et mortel.
Le drame de P.-H. n'est pas isolé, c'est celui de la presse d'opinion tout entière, de cette presse qui refuse d'être une simple marchandise.

« POLITIQUE-HEBDO » doit continuer

C'est une question de principe : la liberté d'expression ne se divise pas.
Sans souscrire nécessairement à toutes les orientations de P.-H., nous appelons tous ceux qui comme nous se savent concernés à le soutenir immédiatement.

Il faut UN MILLION DE FRANCS dans les HUIT JOURS.

Liste des premiers signataires de l'appel pour « POLITIQUE-HEBDO »

Louis ALLARD (U.R. C.F.D.T. des Pays de Loire) ; Général BECAM, Convention pour l'armée nouvelle ; Georges BÉLOT, professeur au Collège de France ; Jacques BÉLOT, président de la Ligue des hautes études de Sciences sociales ; Jérôme LINDON, éditeur ; Arthur et Lucie LINDON ; Bertrand de LUZE, directeur de « L'ESPÉRANTO » ; Marc-Antoine ALICOT, GEL, éditeur ; Maurice MARCHEL, directeur du Théâtre national de Marseille ; Chris MARKER, directeur de « L'ESPÉRANTO » ; Les MATA, RASSO, avocat ; Claude MAURICAT, éditeur ; Georges MICHEL, éditeur ; Georges MONTARON, directeur de « L'ESPÉRANTO » ; Maurice NABARD, éditeur ; Hélène FARMELIN, écrivain ; Claude PERDRIEL, directeur général de « Nouvel Observateur » ; Michel FICCOLI, directeur de « L'ESPÉRANTO » ; Pierre JONIN, peintre ; Nikos POLANTZAS, sociologue ; Claude ROY, écrivain ; RUFUS ; Jean-Louis BASTRE ; Bernard SOBOL, directeur du Théâtre de Gennevilliers ; Evelyne SULLEROT, sociologue ; Philippe THÉRON, directeur du « Quotidien du Peuple » ; Théâtre de la Comédie ; Jean-Pierre VINCENT, directeur du Théâtre national de Strasbourg ; Antoine VITEZ, professeur au Conservatoire.

AMÉRIQUE LATINE : Andres Pascal ALLENDE, secrétaire général du MIR chilien. — BELGIQUE : Ernest MANDEL, secrétaire général de la IV^e Internationale. — ESPAGNE : Manuel AZCARATE, membre du Comité exécutif du P.C.E. ; Fernando CLAUDIN ; Felipe GONZALEZ, secrétaire général du P.S.O.E. ; Federico MELLER, directeur de « MONDO OBRERO », organe du Comité central du P.C.E. — GRANDE-BRETAGNE : Fondation RUSSEL ; Ralph MILLER, écrivain ; professeur de la presse italienne et du Comité central du P.C.I. ; Marco FERRERI, écrivain ; Alberto MORAS, directeur de la revue « L'ESPÉRANTO ». — SLOVAQUIE : Edouard GOLDSTUCKER, membre du Comité exécutif du P.C.T. jusqu'en 1968 ; Antonin LIEBH, écrivain, rédacteur en chef de « L'ESPÉRANTO » jusqu'en 1968 ; Jiri PELIKAN, directeur de la télévision tchécoslovaque jusqu'en 1968. — U.R.S.S. : Vadim BELOTSEKOVSKY, écrivain ; Etm. SKIDNID, professeur d'histoire à l'U.S.A. ; Noma CHOMSEY, professeur au MIT.

Max GALLI, écrivain, Costa CAVRAS, cinéaste ; Daniel GUERIN, écrivain ; Lucie IRRIGARAY, psychanalyste ; Raymond JACQUET, écrivain ; Georges KIEJMAN, avocat ; Jean LACOUTURE, écrivain ;

Adresser les fonds à : SOCIÉTÉ CIVILE DES AMIS DE POLITIQUE-HEBDO 14, rue des Fêtes-Hôtels. — PARIS. — C.C.P. 3874-94 En cas de non-restitution, les sommes versées seront restituées aux donateurs.

Pakistan

M. Bhutto ne cesse d'accentuer le caractère personnel et autoritaire du régime

De notre envoyé spécial

Des élections générales pour le renouvellement du Parlement fédéral et des Assemblées provinciales auront lieu, les 7 et 10 mars, au Pakistan, pour la première fois depuis que ce pays a été amputé, en 1971, de sa partie orientale devenue le Bangladesh.

Islamabad. — Il fut un temps où le Pakistan était gouverné par des militaires qui ne quittaient guère leur état-major. Aujourd'hui, toute la scène politique est occupée par les voyages officiels ou imprévisibles du premier ministre, M. Bhutto, dans les régions les plus reculées du pays. L'étude des dossiers souffre de cette fébrilité néfaste à l'action réfléchie qu'on serait en droit d'attendre du maître d'un pays de 70 millions d'habitants. On ne peut même pas un pays comme le Pakistan en écartant des papiers, mais en conservant le contact avec les masses », rétorque le premier ministre (en tenue et casquette à la chinoise), à qui le bain de foule tient lieu de référendum. Chaque jour, la presse se fait l'écho des décisions de l'impétueux homme d'Etat et des ralliements « massifs » au parti populaire pakistanais au pouvoir.

Cette formation tient un mandat d'élections qui eurent lieu en 1970, à l'époque du « Grand Pakistan ». M. Bhutto est arrivé au pouvoir dans la débâcle politico-militaire qui suivit, le 16 décembre 1971, la perte de la province orientale du pays, devenue le Bangladesh. La consultation de mars est destinée à perpétuer la domination d'un parti quasi unique, laquelle elle n'ont pas été mises en valeur plus tôt. La redistribution semble, en fait, traduire le souci du P.P.P. de regagner les faveurs de millions de petits cultivateurs possédant moins de 10 hectares. Ils ne seront pas assujettis à un nouvel impôt foncier.

L'œuvre réformatrice de M. Bhutto ne s'arrête pas là, et elle est vaste, bien que les résultats ne soient pas encore considérables. Les travailleurs de l'industrie, minorité privilégiée de salariés au regard des paysans sans terre, bénéficient de droits et avantages sociaux, tels que la participation à la gestion d'entreprises, de salaires accrus, de congés annuels et de l'assurance-vieillesse. L'éducation, d'autre part, est grandement démocratisée, et rendue gratuite, à la suite de la nationalisation de l'enseignement privé. Il faudra du temps avant que ces mesures portent leurs fruits, dans un pays où les réflexes réactionnaires sont fréquents pour une large partie de l'élite.

La « politique politicienne » a, elle aussi, repris ses droits. Elle absorbe la plus grande partie de l'énergie, pourtant débordante, du chef du gouvernement. Ses initiatives et ses volte-face sont en relation avec son « éternel » niveau de vie de la classe dirigeante de celui de la multitude des paysans pauvres et des ouvriers donne à penser, au demeurant, qu'il est encore de pour tendre la « promiscuité » que d'attaquer de front les causes de la pauvreté. A mesure que se rallient à lui, dans un mouvement apparemment bien orchestré, des personnalités de tous bords — alors que des dirigeants résolument progressistes comme son secrétaire général et fondateur, M. A. Rahim, en ont été écartés, le P.P.P. devient un rassemblement sectaire et musclé et cesse d'être un instrument de changement social. Le grand mouvement réformiste d'hier est devenu une

pour le compte des « vingt-deux familles » et de grands propriétaires terriens. A l'époque de sa formation, en 1967, le P.P.P., bien que composé des possédants, a commencé par M. Bhutto, grand féodal de la vallée de l'Indus, et des représentants de la classe moyenne urbaine et apparus comme la réaction de nouvelles forces politiques désireuses de réduire le fossé séparant l'« élite » de la grande masse de prolétaires des campagnes et des villes industrielles. Le caractère « populaire » de la nouvelle formation lui attirait d'emblée le soutien de nombreux paysans et ouvriers et

La réforme agraire promulguée en mars 1973, peu de temps après l'installation du nouveau régime, s'appuyait sur le soutien de la terre et ne provoqua aucun bouleversement spectaculaire. Le 5 janvier M. Bhutto a, cependant, annoncé que le plafond de la propriété terrienne serait ramené de 600 à 50 hectares par personne pour les sols irrigués, ce qui peut paraître considérable au regard des normes en vigueur dans le reste du sous-continent, où la population est, il est vrai, plus dense. Les critères retenus permettent de maintenir de grandes propriétés familiales et ne mettent nullement fin au latifundisme. C'est d'ailleurs pour ne rien changer à cet état de choses que le gouvernement a décidé, le 19 décembre, de distribuer cinq millions d'hectares de terres cultivables appartenant à l'Etat. On peut s'interroger sur la qualité de ces terres et la rapidité avec laquelle elles n'ont pas été mises en valeur plus tôt. La redistribution semble, en fait, traduire le souci du P.P.P. de regagner les faveurs de millions de petits cultivateurs possédant moins de 10 hectares. Ils ne seront pas assujettis à un nouvel impôt foncier.

L'œuvre réformatrice de M. Bhutto ne s'arrête pas là, et elle est vaste, bien que les résultats ne soient pas encore considérables. Les travailleurs de l'industrie, minorité privilégiée de salariés au regard des paysans sans terre, bénéficient de droits et avantages sociaux, tels que la participation à la gestion d'entreprises, de salaires accrus, de congés annuels et de l'assurance-vieillesse. L'éducation, d'autre part, est grandement démocratisée, et rendue gratuite, à la suite de la nationalisation de l'enseignement privé. Il faudra du temps avant que ces mesures portent leurs fruits, dans un pays où les réflexes réactionnaires sont fréquents pour une large partie de l'élite.

La « politique politicienne » a, elle aussi, repris ses droits. Elle absorbe la plus grande partie de l'énergie, pourtant débordante, du chef du gouvernement. Ses initiatives et ses volte-face sont en relation avec son « éternel » niveau de vie de la classe dirigeante de celui de la multitude des paysans pauvres et des ouvriers donne à penser, au demeurant, qu'il est encore de pour tendre la « promiscuité » que d'attaquer de front les causes de la pauvreté. A mesure que se rallient à lui, dans un mouvement apparemment bien orchestré, des personnalités de tous bords — alors que des dirigeants résolument progressistes comme son secrétaire général et fondateur, M. A. Rahim, en ont été écartés, le P.P.P. devient un rassemblement sectaire et musclé et cesse d'être un instrument de changement social. Le grand mouvement réformiste d'hier est devenu une

Six ans plus tard, cet élan paraît brisé. Les structures traditionnelles qui, dans les régions rurales, s'appuyaient à un système semi-féodal n'ont pas sensiblement changé. Populaire n'est pas progressiste. Les monopoles des « vingt-deux familles » ont, certes, été entamés, et 20 % de la production industrielle sont plus ou moins étroitement contrôlés désormais par l'Etat. Tout récemment, le secteur public a même été étendu à de petites agro-industries. Mais le gouvernement a assuré que ces nationalisations seraient « les dernières ».

Des réformes

Une telle évolution, l'accentuation du caractère personnel du régime, sont conformes à la nature d'une société où l'autorité est entourée de respect. Les libertés publiques sont bafouées en invoquant l'état d'urgence « sous lequel le Pakistan est placé comme l'Inde. Lorsqu'il n'est pas mis en œuvre en raison de la tension entre les deux pays, il est appliqué pour des raisons de politique intérieure. Le plus grand arbitraire caractérise l'action politique du pouvoir répressifs de complexes expéditifs, restreints pour délits d'opinion (il y aurait quelques milliers de détenus à ce titre) révocations de parlementaires d'opposition, interdiction de réunions publiques, etc. A l'exception de l'ancien général de l'armée de l'air Asghar Khan, président d'un parti de droite qui pourtant ne ménage pas ses critiques au gouvernement — tous les représentants notables de l'opposition sont incarcérés. Les principales victimes de la répression sont les membres du parti national Awami, accusés d'avoir voulu, en réclamant l'autonomie des provinces du Baloutchistan et de la frontière du nord-ouest proches de l'Afghanistan, « porter atteinte à l'intégrité du territoire ». En fait, ces accusations sont professées à l'égard de quiconque tente de porter ombrage au centralisme autoritaire du premier ministre. Environ cent cinquante membres et dirigeants du P.N.A. sont détenus sans jugement. Le pouvoir donne l'impression de vouloir tout instruire leur procès, tantôt négocier avec eux.

Bien que la Constitution pakistanaise soit de type fédéral, son application, depuis son adoption à l'unanimité par le Parlement, s'est faite au détriment des quatre provinces. Leur « autonomie » est vidée de son contenu par les incessantes interventions du pouvoir central. Sans être complètement déteintes, la rébellion armée au Baloutchistan ne constitue pas une menace. M. Bhutto a aboli, pour des raisons à la fois sociales et politiques, le système féodal des sardars, des chefs de tribus, certains d'entre eux, dirigeants du P.N.A., étaient aussi des chefs de la rébellion. Le P.P.P. vient de prendre en main l'administration locale.

L'institution parlementaire fonctionne « c'est même le seul endroit où le gouvernement laisse s'exprimer ses adversaires, ce qui leur est refusé dans la presse ou en public. L'opposition est réduite à réclamer l'application de la constitution fédérale de 1973 et la restauration des libertés démocratiques, lorsqu'elle ne boycotte pas les débats.

Succès diplomatiques

M. Bhutto, qui fut longtemps ministre des affaires étrangères, a incontestablement remporté des succès en politique extérieure. Cinq ans après la guerre contre l'Inde, le Pakistan a normalisé ses relations avec son « ennemi héréditaire ». Ce n'était pas une petite affaire si l'on se souvient du traumatisme causé par la perte de l'aire orientale de leur pays chez les Pakistanais. Or, aujourd'hui, conformément à l'accord signé en juillet 1972, à Simla, entre M. Bhutto et Mme Gandhi, les quatre-vingt-dix mille prisonniers pakistanais ont été rapatriés, le cessez-le-feu est appliqué au Cachemire, bien que ni Islamabad ni New-Delhi n'aient modifié d'un iota leur position à propos de la province disputée, les liaisons terrestres et aériennes ont repris, les relations commerciales et diplomatiques sont rétablies. Le Pakistan et le Bangladesh, d'autre part, entretiennent maintenant des rapports d'égal à égal, tandis que la question du partage des actifs et des passifs financiers entre les deux pays est, en cours de règlement.

L'amélioration des relations avec l'Afghanistan est également spectaculaire. Islamabad et Kaboul ont mis un terme aux polémiques diplomatiques et à la guerre des ondes. L'arrivée au pouvoir, en juillet 1973, d'un prince républi-

calin aux sympathies anciennes affichées pour la cause du peuple pachotane avait fait craindre un regain de tension à la frontière entre les deux pays. Toutefois, le président Daoud a cessé de soutenir les « rebelles » pakistanais, et une série de rencontres entre les deux hommes d'Etat — la troisième doit avoir lieu prochainement — est prévue avant de sceller la réconciliation.

La diplomatie d'Islamabad renforce aussi la solidarité du pays avec le monde musulman. Du colonel Kadhafi au roi Khalid, les visites se succèdent. Cette politique n'est pas totalement désintéressée, puisque le Pakistan reçoit une assistance financière importante des pays musulmans producteurs de pétrole ou une partie de sa main-d'œuvre trouve à s'employer. (Le Monde du 25 septembre 1976).

Enfin, M. Bhutto est parvenu à établir des relations de moindre dépendance avec les Etats-Unis, illustrée par sa polémique d'obtention de la France une usine de retraitement de combustibles nucléaires malgré l'opposition de Washington et en conservant de bonnes relations avec l'Union soviétique. Et il a su ne pas s'aliéner l'amitié de la Chine, quelle que soit la tendance dominante à Pékin.

GÉRARD VIRATILLE

LA SECONDE RÉHABILITATION

En novembre 1966, au moment le plus fort de la révolution culturelle, M. Teng Hsiao-ping, alors secrétaire général du P.C. depuis 1956, proche collaborateur de Liu Shao-chi, président de la République, et « bras droit » du premier ministre, Chou En-lai, fut violemment attaqué par les gardes rouges. Il était accusé, ainsi que le chef du gouvernement, par le « Quotidien du peuple », de « représenter les intérêts des réactionnaires du Kuomintang, de l'impérialisme, de la bourgeoisie, des propriétaires, des riches paysans, des contre-révolutionnaires ». La disgrâce de M. Teng Hsiao-ping — qui perdit toutes ses fonctions — fut confirmée par le IX^e congrès du parti, en avril 1969. En avril 1973, cependant, l'ancien secrétaire général fait son apparition à une réception donnée à Pékin par M. Chou En-lai, l'honneur du prince Sihanouk. Il retrouve son poste de vice-premier ministre, mais ne fait pas partie de la nouvelle équipe dirigeante du P.C.C. désignée par le XI^e congrès, en août 1973. Chargé de fonctions représentatives, c'est lui qui reçoit, en septembre, M. Pompidou à Pékin.

Lorsque, en janvier 1974, M. Teng Hsiao-ping est nommé au bureau politique, il apparaît comme le successeur probable de M. Chou En-lai, dont on laisse alors entendre qu'il doit réduire ses activités. Mais la presse chinoise confirme l'existence d'une lutte pour le pouvoir. Au début de janvier 1976, les attaques contre le vice-premier ministre se précèdent. Le « Quotidien du peuple », dénonce la « clique favorable à la voie capitaliste ». La crise éclate à l'occasion des funérailles de Chou En-lai, sur la place Tien-An-Men à Pékin, où des incidents sont provoqués, selon les organes d'information (alors contrôlés par la « bande des quatre »), par les « partisans du révisionnisme ». Le « Quotidien du peuple » s'en prend aux « ennemis de classe ». Le 5 avril 1976, M. Teng Hsiao-ping est démis de toutes ses fonctions.

M. Hua Kuo-feng est nommé chef du gouvernement. Des manifestations scellent le défilé de M. Teng Hsiao-ping.

En novembre 1976, des affiches favorables à son retour commencent à apparaître sur les murs de Canton. Une revue chinoise indique que les mots « capitalisme » et « contre-révolutionnaire » ne lui sont pas applicables. La seconde réhabilitation semble dès lors en bonne voie.

هكذا من الأصل

EUROPE

Portugal

M. Soares souhaite mettre fin à la propagation de rumeurs dans la presse

Le gouvernement du M. Soares a décidé de proposer à l'Assemblée nationale un examen de la situation de la presse portugaise et l'adoption de mesures destinées à mettre fin à la propagation de rumeurs, annonce l'agence Reuter. Ces mesures devraient contrecarrer l'habitude qu'a la presse de répandre des idéologies fausses et antidémocratiques qui créent également un climat artificiel d'instabilité et de caractère alarmiste.

Cette décision survient après la publication par plusieurs journaux de Lisbonne d'articles faisant état de rumeurs selon lesquelles des officiers de gauche s'efforceraient d'obtenir du président Eanes qu'il remplace par un militaire M. Soares à la tête du gouvernement. Le chef de l'Etat a démenti que de telles «marches» aient été faites.

L'une des plus libres d'Europe

Après le 25 avril 1974, très rapidement les journaux se sont lancés dans une bataille en faveur d'une démocratie socialiste plus ou moins «avancée». Manquant de professionnels — le régime salazariste n'avait besoin que de fonctionnaires à sa dévotion pour faire sa propagande, — la nouvelle presse a vécu à l'heure des militants.

La loi du 25 février 1975 a confié à l'équipe rédactionnelle des droits importants. Le directeur d'une publication (à l'exception des publications d'opinion) ne peut être nommé par le propriétaire (Etat ou particulier) sans l'accord du conseil de rédaction élu. Cet accord est également nécessaire pour la nomination, par le directeur, du directeur adjoint, du sous-directeur et du rédacteur en chef. Dans chaque entreprise de presse, d'autre part, le conseil de rédaction participe à la définition de l'orientation de la publication et se prononce, avec voix délibérative, sur tous les problèmes éditoriaux qui s'y posent. Enfin, un conseil national de la presse (composé notamment de journalistes, de patrons, de directeurs de journaux, de représentants des partis, de personnalités choisies, et aussi — trait spécifique à la situation portugaise — de militaires) a pour mission de sauvegarder la liberté d'expression face aux pouvoirs économiques et politiques.

Un tel système peut-il fonctionner de façon satisfaisante tant que l'Etat reste propriétaire de la plupart des entreprises de presse? Le gouvernement n'est-il pas tenté d'intervenir en permanence dans leurs activités? Les réformes profondes qui ont été opérées dans la presse portugaise sont-elles, comme la réforme agraire, menacées d'être «récupérées» sous la pression de la droite? Certains le pensent.

Un bilan honnête de la situation actuelle de la presse portugaise justifie-t-il un tel procès d'intention? Personne ne peut sérieusement contester qu'il existe actuellement, au Portugal, une authentique liberté dans ce domaine; tous les partis peuvent s'exprimer sans difficulté par l'intermédiaire des journaux qu'ils inspirent. La presse portugaise est sans doute la plus libre d'Europe à l'égard des puissances d'argent.

Des journalistes désenchantés

L'information — le Portugal ne fait pas exception à cette règle quasi générale — est avant tout un enjeu de politique intérieure et, plus précisément, de la lutte des partis pour le pouvoir. Les événements du 25 novembre 1974 ont mis fin à l'empire communiste sur les masses médias. Depuis lors, la presse écrite a été à peu près équitablement répartie entre les partis. Un projet de loi du parti social-démocrate (ex-P.P.D.) prévoit la création d'un conseil parlementaire de l'information, composé de membres désignés par les différents groupes à l'Assemblée de la République.

Les journalistes n'ont guère de prise sur cette situation. Leurs directeurs eux-mêmes ont, en général, peu d'influence sur le gouvernement, soit du fait de leur nouveauté à son égard, soit, plutôt, parce que leurs publications sont défectueuses. Beaucoup de journalistes en sont encore à faire leurs classes et doutent de leur identité. Et ils souffrent d'une triple insécurité. Matérielle: ils sont mal payés, et les entreprises qui les emploient paient souvent des cotisations. Juridique: ils ne sont pas en mesure de faire respecter la loi du 25 février 1975 et ne disposent donc d'aucune garantie réelle d'emploi et d'indépendance; les journalistes qui ont été suspendus après le 25 novembre dernier ne sont pas les seuls à l'affirmer. Morale enfin: les journalistes sont conscients de leur incapacité à surmonter leurs divisions, à s'unir et à s'organiser pour réclamer et obtenir un statut qui les protège contre les pressions du pouvoir et de l'argent. Ils ne sont même pas en mesure, actuellement, d'animer et de réformer un syndicat auquel ils ont obtenu, obligatoirement, mais dont ils se désintéressent: en partie, peut-être, parce que ce syndicat reste contrôlé par des minoritaires maoïstes; mais surtout parce que la plupart d'entre eux sont totalement désenchantés.

Pourtant, cet état d'esprit pourrait changer. Récemment à Lisbonne — sous l'égide du Conseil de l'Europe et des ministères portugais des affaires étrangères et de la communication sociale, des journalistes européens ont examiné avec leurs collègues portugais quelles structures garantissent le mieux leur indépendance. Cette réunion a permis à des représentants de publications de Lisbonne, de Porto, de Madrid, des Açores, de se rencontrer et d'échanger leurs vues — ce qui ne leur était point arrivé jusqu'alors. Ils ont semblé, à cette occasion, avoir pris conscience de l'urgence, pour eux, de se rassembler et de créer un cadre professionnel de réflexion et d'action. A telle enseigne que le directeur d'un journal de tendance conservatrice n'a pas craint de proposer au syndicat, actuellement sans troupes, de convoquer dans les prochains mois un grand congrès de tous les journalistes portugais en vue de débattre de l'ensemble des problèmes qui les concernent.

JEAN SCHWABEL

DANS PLUSIEURS PAYS DE L'EST

La police interpelle des opposants

Dans plusieurs pays communistes européens, les autorités réagissent contre les contestataires qui, invoquant généralement l'acte final d'Helsinki, exigent le respect des droits de l'homme.

● EN TCHÉCOSLOVAQUIE, la police a interpellé vendredi 7 janvier quatre des signataires de la «Charte 77» (le Monde du 7 janvier). L'acteur dramatique Pavel Kohout, interrogé au téléphone par la télévision tchèque, a indiqué que trois d'entre eux avaient été remis en liberté: il s'agit de M. Pavel Landovsky, de l'écrivain Ludvík Vaculík et du critique Zdeněk Urbánek. L'auteur dramatique Václav Havel, qui avait été lui aussi libéré, a été à nouveau arrêté.

M. Kohout a également fait état de «perquisitions» aux domiciles de ses «amis», affirmant que ces interventions de la police avaient été «en partie filmées au moyen de caméras de télévision», notamment dans l'appartement de M. Havel. «Je n'accuse pas», a-t-il affirmé, «ce propos, que les autorités commencent à préparer une documentation contre nous, afin de pouvoir donner de fausses informations par les médias et influencer de la sorte l'opinion publique». L'interrogatoire de M. Landovsky aurait lui aussi été partiellement filmé.

Sans mentionner le document, le Rude Pravo avait lancé vendredi un avertissement aux quatre personnes qui ont signé la «Charte 77»: «Le quotidien du parti attaque ceux qui fournissent à la propagande occidentale des prétextes pour pouvoir affirmer que les droits de l'homme sont «joués» dans les pays socialistes». «Ceux qui cherchent ceux qui, par leur haine envers le parti ou par leurs ambitions insatiables, servent la propagande occidentale au profit de leur ancienne appartenance au P.C. pour les présenter comme des représentants d'une prétendue «opposition socialiste». Le fait que la propagande de la presse est faite par les moyens d'information les plus réactionnaires (...) en dit assez sur leurs activités. Ils savent bien à qui ils rendent service. Certes, nous ne sommes pas au socialisme», écrit Rude Pravo.

Est-ce hasard ou riposte? La télévision tchécoslovaque a diffusé vendredi soir les déclarations d'un ancien agent secret américain qui est passé à l'Est il y a plusieurs années. L'homme, qui se présente sous le nom de Glen Roy Roberts, a déclaré d'urgence qu'il est né à Springfield (Illinois) et a servi dans l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale. En 1949, il a rejoint l'armée pour s'opposer à la lutte contre l'ennemi véritable de son pays, le fascisme. En tant qu'agent de la C.I.A., puis de la C.I.A., dans les rangs de laquelle il a passé dix-sept ans, il a «perdu toutes ses illusions», car, a-t-il ajouté, dès 1949, le processus de dénazification était terminé pour les Etats-Unis et le nouvel objectif était de déployer des activités d'espionnage contre les pays de l'Est, anciens alliés de guerre.

● EN POLOGNE, la police a interpellé M. Wojciech Onyszkiewicz, un intellectuel contestataire, après avoir perquisitionné à son domicile. Onyszkiewicz, agrégé d'histoire, aurait des liens avec le comité de soutien des intellectuels polonais aux travailleurs.

● EN U.R.S.S., Mme Lioudmila Alexeïeva, un des membres du «groupe de surveillance de l'exécution de l'accord d'Helsinki en U.R.S.S.», a été interrogée vendredi par le parquet de Moscou, rapporte-t-on de source dissidente. Le domicile de Mme Alexeïeva, de même que ceux de deux autres membres du groupe, Youri Orlov et Alexandre Guinevski, avaient été perquisitionnés mardi.

D'autre part, Mlle Lydia Voronina, qui attendait depuis deux ans la permission d'émigrer en Israël, et qui se trouvait chez Mme Alexeïeva au moment de la perquisition de son domicile, a été avertie que son visa de sortie était prêt et qu'elle pouvait partir. Mme Orlov, a fait parvenir vendredi aux correspondants étrangers un texte manuscrit affirmant que les autorités soviétiques «sont affolées à l'idée des révolutions qui seront faites à la conférence de Belgrade, en 1977, qui doit étudier les suites apportées à la coopération en Europe. Les autorités sont également très inquiètes devant le soutien apporté aux prisonniers politiques en U.R.S.S. par le groupe M. Orlov, et elles sont prêtes à avoir de nouveaux recours aux méthodes staliniennes».

M. Orlov, selon les mêmes sources dissidentes, n'est pas satisfait de chez lui de peur d'être emmené de force au parquet de Moscou pour témoigner sur son groupe, comme mercredi dernier. Quant à Alexandre Guinevski, l'auteur d'un Livre blanc sur l'affaire Daniel et Shniavski, il a disparu sans doute pour éviter la police, ajoutent les sources. D'autre part, l'agence Tass a violemment attaqué, vendredi, Mme Yulia Voronenskaya, la poétesse de Leningrad, qu'elle traite de «récuse débauchée». Elle s'est dit une alcoolique sans

occupations bien définies, qui a «transformé son appartement en un asile pour des écrivains, des écrivains, des écrivains, et des individus ayant purgé des peines encourues à la suite de divers actes «criminelles».

A propos de ces interpellations et attaques, M. Vladimir Boukovski s'est déclaré persuadé que le K.G.B. «était en train de monter de toutes pièces une accusation contre les dissidents arrêtés depuis son départ de Moscou. Dans plusieurs semaines, peut-être plusieurs mois, il y aura un procès», a ajouté le biologiste suisse. En Suisse, M. Jentzsch rédigeait, pour une maison d'édition est-allemande, une anthologie de la poésie lyrique helvétique. — (A.F.P., U.P.I.)

étaient disposées à accorder une autorisation de séjour ou d'asile politique au poète est-allemand Bernd Jentzsch.

M. Jentzsch, qui semblait être en bons termes avec les autorités de son pays — il avait obtenu à plusieurs reprises l'autorisation de voyager à l'étranger. — s'était rendu en Suisse en octobre sur l'invitation de la fondation helvétique Pro Helvetia. Il a manifesté ouvertement son opposition au régime pour la première fois en novembre à la suite de l'affaire Wolf Biermann, le chansonnier déchu de sa nationalité. En Suisse, M. Jentzsch rédigeait, pour une maison d'édition est-allemande, une anthologie de la poésie lyrique helvétique. — (A.F.P., U.P.I.)

Espagne

M. HELMUT SCHMIDT considère que le P.C.E. devrait pouvoir participer aux élections

Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, a estimé le 7 janvier, au retour d'un court séjour en Espagne, que les communistes font partie de l'évolution démocratique en Europe, bien que les pays de ce continent n'aient aucun intérêt à leur renforcement. M. Helmut Schmidt, qui s'est entretenu en Espagne avec le roi Juan Carlos et le premier ministre, Adolfo Suárez, a déclaré: «Si j'étais Espagnol, je souhaiterais que les communistes se présentent aux élections de ce pays, ne serait-ce que pour que leur importance soit publiquement révélée».

M. Schmidt a exprimé sa satisfaction des initiatives prises par l'Espagne au cours des six derniers mois en vue d'aboutir à un régime démocratique. Il a cependant estimé qu'une démocratie véritable n'existe pas encore en Espagne et que l'entrée de ce pays dans la Communauté économique européenne dépendrait aussi bien de ses progrès dans ce domaine que du règlement de ses difficultés économiques.

De son côté, M. Santiago Carrillo a déclaré le 7 janvier à Madrid: «Nous sommes des Européens, et résolument en faveur

de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne. Nous sommes de fervents partisans d'une Europe plus forte, qui soit indépendante à la fois de l'Union soviétique et des Etats-Unis — une Europe pouvant contribuer à mettre fin à une bipolarité et à créer un monde multipolaire».

A propos des bases américaines en Espagne, le secrétaire général du P.C.E. a indiqué que, faute d'accord entre les deux super-puissances pour la suppression de toutes leurs bases à l'étranger, il acceptait la présence américaine.

● Paul VI a suivi avec sympathie et espoir «l'évolution actuelle de la politique en Espagne. Le pape l'a déclaré au nouvel ambassadeur d'Espagne, M. Angel Sanz Briz, qui lui présentait ses lettres de créance. — (A.F.P.)

● Le Mexique est disposé à reconnaître le gouvernement de Madrid, a déclaré M. Santiago Carrillo, ministre des affaires étrangères du gouvernement de M. Portillo. Les relations diplomatiques étaient rompues depuis la victoire des franquistes. — (A.P.)

AFRIQUE

CORRESPONDANCE

Le sort des Français détenus en Guinée

M. Jean-Paul Alata, auteur du livre Prison d'Afrique, publié aux Editions du Seuil, interdit sur ordre de M. Pontoncourt, nous adresse les précisions suivantes au sujet du sort des Français détenus en Guinée (le Monde daté 14-15 novembre):

«M. Chambrond, effectivement condamné pour délit économique — détournement de fonds — il était à Dabola à la prison des droits communs en 1971.

Parmi les ressortissants français encore détenus au titre de détenus politiques, l'un d'eux, mon ami Sékou Sabidou Touré, marié à une Française et père de quatre enfants, a été exécuté en juillet 1971. Sa femme n'a appris la nouvelle qu'il y a une quinzaine de jours par les soins de l'ambassade de France en Guinée et a été prise de ne pas la communiquer à la presse. Cela fait mauvais effet pour nos relations franco-guinéennes. Je peux vous confirmer l'arrestation de M. Claude Tourné qui a grand mal à élever ses quatre enfants âgés de huit à quatorze ans.

Il est resté prisonnier en France de réclamer: Mlle Hayek, citoyen possédant les nationalités libanaise, française et guinéenne; Mgr Raymond Marie Tchidimbo, possédant les nationalités française, gabonaise et guinéenne; et surtout mon compagnon de cellule pendant quinze mois, Edouard Balde, dit Lamblin, qui n'a que la nationalité française, qui, mépris guinéen, a toujours proclamé en Guinée n'être que citoyen français par attachement presque religieux à la mémoire de son père, l'administrateur en chef Lamblin mort et enterré en Guinée au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Il est évident de constater que de nombreux autres nationaux guinéens possèdent toujours la citoyenneté française, qu'aucun acte officiel ne leur a retirée et qu'on les laisse périr en silence dans l'enfer des camps guinéens. Je ne citerai que mon cousin germain René Porti, né à Brazzaville en 1925 d'un père administrateur de la P.O.M.; qu'André Sassone, sergent-major en retraite de l'armée française dont le frère aîné exerce la profession d'architecte à Grenoble; que le chef de bataillon en retraite Noumandian Kela devenu après sa retraite de l'armée française où il a servi trente ans et fait deux guerres, général de l'armée guinéenne, marié à une Française et père d'enfants français.

Envoquant l'attitude du gouver-

nement français, M. Alata demande:

«Pourquoi se tait-il sur le sort des milliers de nos compatriotes guinéens, torturés, assassinés, meurtriers dans leur dignité, dans leur famille, dans leur chair? Pourquoi maintient-il l'interdiction de Prison d'Afrique?»

A l'ONU

QUINZE ETAGES POUR DOUZE DIPLOMATES OUGANDAIS

La construction d'un bâtiment de quinze étages, qui vient d'être commencé, destiné à abriter la mission de l'Ouganda auprès des Nations unies, a jeté l'émul parmi les représentants des Etats-Unis, au «palais de verre». En effet, la mission américaine est située immédiatement à côté de celle du président Idi Amin et sera largement surplombée par elle. «Pourquoi l'Ouganda a-t-il besoin d'un immeuble de quinze étages pour abriter douze diplomates?», interroge un quotidien new-yorkais, qui demande: «Où l'Ouganda prendra-t-il les 4 millions de dollars (20 millions de francs) nécessaires à la construction de sa nouvelle et haubaine mission?»

L'architecte, M. Jae Ko, d'origine japonaise, a indiqué que l'immeuble comprendrait un étage consacré à des expositions d'art ougandais, une salle de danse et cinq appartements. Le plus beau comprenant une terrasse, sera apparemment réservé au président Idi Amin lors de ses visites.

Il y a quelques semaines, l'Ouganda, placé sur la liste des pays les plus affectés par la hausse du pétrole, avait demandé à l'ONU un crédit de 15 millions de dollars (75 millions de francs) sur un fonds spécial créé pour aider les pays les plus défavorisés. — (Corresp., A.F.P.)

AVIS DE CONCOURS

AMÉNAGEURS - CONSTRUCTEURS

VILLE DE CHARENTON-LE-PONT - VAL-DE-MARNE

La Ville de CHARENTON-LE-PONT a décidé de lancer un concours pour la réalisation d'un ensemble de logements, bureaux administratifs, commerces, locaux municipaux d'une superficie totale de 33.500 m² hors-œuvre.

Les candidats intéressés devront s'adresser à l'O.T.U.I., 18, boulevard de la Bastille, 75012 PARIS, tél. 346-12-10 (Mlle R. GUIN, poste 32-67) pour obtenir un dossier d'information leur indiquant les documents à fournir pour participer à la consultation.

URUGUAY

LIBERTÉ POUR MARIO ECHENIQUE

Dirigeant du mouvement populaire uruguayen

Deuxième CONGRES NATIONAL DES UNIVERSITÉS ET ECOLES POLYTECHNIQUES DE L'EQUATEUR - 4 octobre 1976

L'Université Equatorienne, fidèle à sa tradition de défense des droits humains, tient à manifester sa profonde préoccupation face à la situation que doit affronter les nombreux réfugiés et détenus politiques étrangers de la République Argentine.

Dans ce sens, le II^e Congrès national des Universités et Ecoles Polytechniques du pays, avec la participation unanime des Instituts d'Enseignement Supérieur, nationaux, privés et ecclésiastiques, réunis au cours du mois de juin dernier, connaissant la situation concrète dans laquelle vivent le dirigeant politique MARIO ISIDORO ECHENIQUE SAN PEDRO et ses frères Edmundo Echenique San Pedro et Antonio Echenique San Pedro, détenus en Argentine depuis le 17 septembre de l'année dernière, a décidé d'intervenir pour leur faire obtenir à leur disposition un avocat de l'Institution Universitaire, afin d'accéder à leur procès.

Ces citoyens résident et travaillent légalement en République Argentine et ont été illégalement arrêtés le jour même pour le seul fait d'avoir été, dans leur pays, des opposants au régime en vigueur, depuis 1973. (...)

Nous sollicitons pour cela qu'il y ait lieu des campagnes de protestation auprès du Gouvernement argentin pour obtenir la libération immédiate de ces citoyens uruguayens et qu'ils soient relâchés et le droit pour eux de sortir d'Argentine vers un pays démocratique, qui puisse offrir des garanties à leurs vies menacées et où ils puissent résider avec leur famille et travailler en paix.

Dr Camilo Maza, Recteur de l'Université Centrale, Président du II^e Congrès National des Universités et Ecoles Polytechniques.

Le C.D.P.P.U. a fait bien cet appel et demande que des télégrammes soient adressés au Gouvernement argentin pour obtenir la libération immédiate de ces citoyens uruguayens et qu'ils soient relâchés et le droit pour eux de sortir d'Argentine vers un pays démocratique, qui puisse offrir des garanties à leurs vies menacées et où ils puissent résider avec leur famille et travailler en paix.

Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay. Centre de Rencontre: 61, rue du Théâtre, 75015 Paris

URUGUAY INFORMATION.

EUROPE

ANTENNES

pas un prisonnier

La Convoion

AFRIQUE

travers le monde

SO

ME

La qualité

qui v

MEN SP

سكنا من الامم

EUROPE

POLITIQUE

DANS UNE INTERVIEW A L'ANTENNE-2

Boukovski n'était pas un prisonnier politique déclare M. Luis Corvalan

M. Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste chilien, récemment libéré, a accordé à l'antenne 2, une interview diffusée le 7 janvier. Après avoir répondu à des questions sur la situation politique au Chili, les conditions de sa captivité et les prisonniers politiques dans son pays, M. Corvalan a été interrogé sur les conditions de son « échange » avec le contestataire soviétique Vladimir Boukovski.

« Souvenez-vous, au moment de votre libération, qu'il s'agissait d'un échange avec un autre prisonnier politique, soviétique, cette fois ? lui a-t-il été demandé.

« On m'en a informé au moment de ma libération, a déclaré M. Corvalan.

« Vous saviez donc qu'il s'agissait de vous échanger avec un prisonnier politique ?

« Oui, j'en avais été informé, et j'avais d'ailleurs l'accord de mon parti.

« Cependant, il semble que vous ayez été en prison, que vous refusiez un tel échange.

« Non, je n'ai jamais fait une telle déclaration. C'est une déformation d'une communication téléphonique avec des journalistes ; ma femme, ensuite, a fait la mise au point nécessaire.

« Maintenant que vous êtes libre et en Union soviétique, que pensez-vous d'un tel échange ?

« Pour moi, c'est un détail. L'essentiel a été la solidarité internationale. De toute façon, en tant que principe, je n'y vois rien de choquant.

« Le parti communiste français a déclaré que cet échange était inacceptable. Que pensez-vous de cette opinion ?

« Le parti communiste chilien a fait lui-même une déclaration à ce sujet, et je préfère m'y tenir. Il est inutile de compliquer encore les relations entre les partis communistes (1). Nous souhaitons, en effet, avoir des relations fraternelles avec le parti communiste français, comme avec tous les autres partis.

« Vous avez eu l'impression, en Europe, que des dis-

(Suite de la première page.)

« Ce constat ne remet pas en cause la nécessité d'un contrôle démocratique des institutions européennes que le suffrage universel puisse en fournir un élément. Il ne dispense pas de réfléchir à la portée réelle de la décision proposée. Il ne s'agit, quel qu'on ait pu dire, d'une discussion ni de principe ni de circonstances : il s'agit d'apprécier quel type de politique et quelles forces sociales l'apparition d'une configuration parlementaire à l'échelle de l'Europe occidentale serait susceptible de favoriser.

« La plupart des partenaires confédérés de la France dans la C.E.E. ont manifesté depuis longtemps, et sans doute possible, qu'ils considéraient avec faveur l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel. Dans aucun de ces pays ne se pose le problème de l'union de la gauche.

« Tout compte fait, le paysage parlementaire d'une assemblée européenne élue au suffrage universel ressemblerait beaucoup à celui de tous les parlements nationaux, sauf au nôtre.

« Les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, ont des raisons évidentes pour souhaiter, non seulement l'élévation du statut de l'Assemblée des Communautés européennes, mais l'élargissement de ses compétences : le faible poids relatif de chacun de ces États les conduit à rechercher dans une multilatéralisation maximale des relations inter-européennes le moyen de conserver leur influence, alors même que l'extrême pénétration de leur économie par les sociétés multinationales et de leur mentalité par l'idéologie du libre-échange les dispose mal à se faire les champions de la cohésion interne de la C.E.E. vis-à-vis des États-Unis.

« C'est une situation exacte, inverse, c'est-à-dire sa prépondérance économique et financière, qui incline sans doute la République fédérale d'Allemagne à considérer que le développement des institutions européennes dans le contexte actuel ne servirait pas une influence politique et lui donne assurément plus de chance de germer l'Europe que de l'éloigner des États-Unis.

« Chacune de ces perspectives et de ses motivations sont, bien entendu, parfaitement « légitimes » du point de vue de ceux qu'elles habitent ; elles ne sont pas de celles que le peuple français puisse reprendre à son compte.

« Il ne s'agit pas de lui opposer une conception désincarnée de l'indépendance, l'invocation abstraite de l'intérêt national. Qu'est-ce que l'indépendance d'un peuple sinon une aptitude à accomplir ce qu'il aura décidé ? Qu'est-ce aujourd'hui que l'indépendance de la France sinon la possibilité que le programme commun de gouvernement soit demain l'œuvre commune des Français ? Tel est le seul critère qui doit fixer la politique de la gauche unie à l'égard de l'Europe.

La position du P.S.

Dans un congrès extraordinaire réuni à Bagnole en décembre 1973, le parti socialiste a rappelé qu'il ne saurait être question, pour le peuple français, de suspendre l'application du programme commun, s'il décide de le mettre en œuvre, à l'autorisation du président des États-Unis ou à la résignation du chancelier de la République fédérale allemande. Cela ne signifie pas que la France doit attendre l'avènement du socialisme en Europe pour lever les jalons d'une Europe socialiste. La transformation de la société française proposée par le programme commun ne saurait être menée à bien dans l'isolement de la France. C'est donc par rapport à une double obligation, la possibilité, en d'autres termes, de faire converger la contribution de la France à la construction de l'Europe et l'ap-

Une cabriolette européenne

« L'Assemblée est-elle pour le moment formellement exclue ; mais il paraît difficile de contester que son élection au suffrage universel peut donner à un État ou à une coalition de forces quelconques le moyen d'exercer, au travers de ce que l'on appelle déjà le Parlement européen, une pression considérable sur les institutions de la République. Le doute pour le moins est permis.

« Il ne l'est pas, en ce qui concerne les raisons qui ont conduit le président de la République à prendre l'initiative de cette suspecte relance européenne. Tellement peu, que le comité directeur du parti socialiste a jugé nécessaire de préciser, au printemps de l'année dernière, que la décision de fond prise à Bagnole ne préjuge pas une réponse qui devrait prendre en compte le texte de la question. On ne défend pas ses principes en tombant dans les panaches de l'adversaire.

« La cohésion de l'union de la gauche n'exige d'aucun de ses partenaires une renonciation aux principes qui les distinguent. Mais elle exige que les uns et les autres démontrent aux Français qu'ils ne ménagent aucun effort pour arriver, chaque fois que cela est possible, à une position commune. Le moins que l'on puisse dire de l'affaire du « Parlement européen » que M. Giscard d'Estaing a monté dans le but de diviser la gauche, est que la démonstration reste à faire. Le 7 décembre dernier, les groupes parlementaires de l'U.C.S.D. et du parti communiste se sont séparés

sur la question, délicate mais relativement secondaire, des pouvoirs de contrôle budgétaire de l'Assemblée des Communautés européennes. Cette décision est moins regrettable que le peu d'efforts déployés pour l'éviter. Une désunion des socialistes et des communistes sur le Parlement européen ne tomberait pas dans l'indifférence des militants, l'ensemble des Français, comprennent mal qu'à gauche on s'y résigne. Encore moins qu'on s'en réjouisse.

« Il y a trois manières d'aborder cette difficulté : La première est d'en dramatiser l'enjeu et d'en faire l'objet d'un débat de principe. Ce serait rendre tout accord impossible. Le parti communiste, qui s'y était engagé, semble aujourd'hui hésiter à poursuivre cette voie. Je ne suis pas sûr qu'elle ne puisse pas en tenter d'autres.

« La deuxième approche consiste à dédramatiser sa portée et de si longue date la présomption d'un désaccord que celui-ci apparaisse rapidement comme la seule hypothèse plausible, donc possible. Elle n'est aujourd'hui qu'une variante subtile de la première.

« La troisième approche consiste à refuser les termes imprécis d'un débat idéologique pour préserver toutes les chances du programme commun. Celle de s'entendre à l'avance sur la meilleure manière de l'appliquer, par exemple.

DIDIER MONTCHANE.

Les vœux de M. Barre à la presse

« Ce qu'on a coutume d'appeler la politique »

C'est parce qu'il se considère lui-même comme un « universitaire incassable dans les catégories habituelles, engagé dans une aventure singulière », que M. Barre entend « maintenir une certaine distance » à l'égard de ce qu'on a coutume d'appeler la politique.

Recevant, vendredi 7 janvier à l'hôtel Malignon, les vœux de la presse, le jour de sa fête, moins de cinq mois après sa nomination comme premier ministre, et près de deux ans après son entrée au gouvernement (1), M. Raymond Barre est pourtant bien en passe de devenir un homme politique. Mais il le devient à sa manière, celle d'un « universitaire » encore « incassable ». Depuis son arrivée à l'hôtel Malignon, il a acquis une sorte de confiance en lui, une sérénité, une détermination, qui s'étaient exprimées avec une vigueur remarquable devant les chefs d'entreprise réunis au forum de l'Expansion (Le Monde du 4 janvier). Avec les journalistes, le lendemain, M. Barre s'est, en revanche, montré prévenant et éloquent envers une profession qui, à-t-il dit, l'a traité avec « objectivité, équité et sympathie ». Il s'est attaché à faire passer le message de son libéralisme, du respect qu'il porte au pluralisme de la presse, et du souci qu'il a du libre accès à l'information. On peut donc désormais espérer que le premier ministre s'efforcera de mettre les actes en accord avec d'aussi loables intentions. Il n'a sans doute pas besoin de cela pour être « incassable », les faits sont présents sur son visage dans une exactitude et une complexité, pour que l'administration abandonne sa « trop longue tradition de secret », pour que l'Etat « consolide la diversité des organes d'information ».

Mais alors pourquoi M. Barre se contente-t-il d'affirmer un peu rapidement qu'il « n'est en France aujourd'hui avant d'être un homme politique » ? Il devra aussi préciser sa conception de cette « liberté de la communication » qui devrait, selon

M. François Mitterrand a rencontré, vendredi 7 janvier M. Oleschowski, ambassadeur de Pologne en France. Cette rencontre, qui a eu lieu place du Palais Bourbon, au siège du parti socialiste, a eu un caractère strictement privé.

M. Pierre Frittmann, ancien président du conseil municipal de Strasbourg, membre du comité directeur du C.D.S., a souhaité, vendredi 7 janvier, à l'occasion de l'inauguration du nouveau centre administratif, que « toutes les communes puissent progresser en toute liberté sur la voie ouverte par le chef de l'Etat » dans sa récente lettre aux maires. (Le Monde du 6 janvier.) Le maire de Strasbourg, qui est également président de la communauté urbaine, s'est demandé s'il fallait étendre à la France entière la formule des communautés urbaines. « Tel sera sans doute l'objet essentiel de votre débat annoncé par le président de la République, a-t-il dit. Ce débat national nous permettra de faire bénéficier nos collègues des autres régions des leçons que nous pouvons tirer de notre expérience ».

M. Edmond Maire a déclaré le vendredi 7 janvier que la C.F.D.T. jugerait dangereuses les déclarations gouvernementales sur la politique des entreprises. « Il faut les combattre par tous les moyens, car elles priment à une attaque peut-être plus directe contre les organisations syndicales ». « Ces déclarations », a dit M. Moreau, responsable du secteur politique, « confirment les difficultés que rencontrent, aujourd'hui, le gouvernement pour faire appliquer sa politique et, notamment, chez sa propre clientèle : les cadres. Pour essayer de ramener les cadres, le gouvernement n'hésite pas à s'attaquer au faux problème de la politisation. C'est une dupes. L'entreprise n'est pas un lieu neutre politiquement, c'est là que se joue le succès ou l'échec du plan Barre ».

La C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RECEVRA MARDI À DÉJEUNER LES TROIS MINISTRES D'ÉTAT ET M. DURAFOUR

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra à déjeuner, mardi 11 janvier, au palais de l'Élysée, le premier ministre, les trois ministres d'État, MM. Clichet, R.P.F., Pontonnet, R.I., et M. Durafour, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, radical. Le président déjeunera, également, au tour du chef de l'État et du premier ministre, les quatre ministres qui représentent au gouvernement les diverses tendances de la majorité, à savoir le 21 septembre dernier.

Le 8 février à Ploërmel

M. GISCARD D'ESTAING PRONONCERA UN DISCOURS D'IMPORTANCE NATIONALE

M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Locat, porte-parole de l'Élysée, a indiqué, vendredi 7 janvier, à Ploërmel (Morbihan), au cours d'une réunion du comité d'accueil du président de la République, que M. Giscard d'Estaing se rendrait en Bretagne les 8 et 9 février. Selon Bassi, la visite du chef de l'État à Ploërmel, commune de sept mille vingt-deux habitants, sera l'étape la plus importante de son voyage. M. Giscard d'Estaing y prononcera, le 8 février, en fin d'après-midi, « un discours d'importance nationale ». Une fête régionale aura lieu sur la place du marché : vingt mille personnes y sont attendues.

ERRATUM. — La presse hydraulique géante que M. Giscard d'Estaing inaugurera le 3 janvier, à Issore, a été construite non pour l'U.R.S.S., comme il a été imprimé par erreur dans Le Monde du 7 janvier, mais par des spécialistes soviétiques, ainsi que Le Monde du 30 décembre l'avait indiqué.

MORT DE M. JEAN DOUSSOT ancien conseiller de la République

M. Jean Doussot, ancien conseiller de la République R.P.F., puis sénateur U.N.R. de la Nièvre, est décédé le jeudi 6 janvier à Moulins-Engilbert (Nièvre).

(M. Jean Doussot était né le 21 avril 1899 à Limanton (Nièvre). Il avait représenté ce département au Conseil de la République, où il avait été élu en 1958 sous l'étiquette du R.P.F. puis réélu en 1962 au Sénat, où il était inscrit au groupe U.N.R. Les électeurs du canton de Moulins-Engilbert avaient également élu M. Doussot au conseil général de la Nièvre. M. Doussot avait en outre été membre du conseil municipal de cette localité durant trente ans, de 1935 à 1965. Nommé au Conseil économique et social français en 1959 — qui avait vu dans ce département le succès de M. Doussot — il avait, jusqu'en 1962, été élu parmi les membres de la section des finances, du crédit et de la trésorerie. M. Doussot avait en outre présidé la Nièvre sociale agricole de la Nièvre.)

A travers le monde

États-Unis

LE FBI A ARRÊTÉ VENDREDI 7 janvier un émigré russe, Ivan Rogalsky, accusé d'avoir tenté de remettre des documents qualifiés d'« ultra-secrets » concernant la défense nationale à un diplomate soviétique en poste aux Nations unies, M. Y. P. Karpov, second secrétaire de la délégation de son pays à l'ONU. Au moment de son arrestation, M. Rogalsky, qui est entré aux États-Unis en 1971, était en possession de documents relatifs au centre spatial R.C.A. de Princeton (New Jersey). — (A.F.P.)

Ethiopie

QUATRE BRITANNIQUES M. Lindsay Tyler, sa femme et leurs deux enfants, Robert (huit ans) et Sarah (cinq ans), enlevés en mai par le Front populaire de libération du Tigré, ont été remis en liberté à Addis-Abeba, le 7 janvier, le Foreign Office. À la suite de démarches du président Nimeiry, la famille Tyler a été remise aux autorités soudanaises et la frontière entre l'Éthiopie et le Soudan. Le F.P.L.T. avait également capturé, en 1976, M. Swain, journaliste du Sunday Times, qui devait être libéré après plusieurs semaines de détention. — (A.F.P.)

Haute-Volta

UNE MISSION PARLEMENTAIRE FRANÇAISE de cinq membres est arrivée vendredi 7 janvier à Ouagadougou, pour une visite de cinq jours. Elle est conduite par M. Jean Cauchon (C.D.S.), sénateur d'Eure-et-Loir, président du groupe d'amitié France-Haute-Volta. — (A.F.P.)

Ile Maurice

M. PAUL BERRENGER, leader du Mouvement militant mauricien (M.M.M.), parti qui a emporté trente-quatre des soixante-dix sièges du Parlement aux élections du 20 décembre, a déclaré, vendredi 7 janvier, à Port-Louis, que de nouvelles élections générales lui semblaient inévitables avant un an. À ses yeux, la formation d'un gouvernement de coalition entre le parti travailliste

Roumanie

LE COMMUNIQUE DES P.C. ROUMAIN ET ITALIEN. — Quelques heures après le retour à Rome de MM. Enrico Berlinguer et Sergio Segre, venant de Bucarest, un communiqué commun a été publié par les P.C. italien et roumain. Le document réaffirme notamment le « règlement positif » apporté par les partis italien et roumain aux conclusions de la conférence des P.C. européens à Berlin, et souligne l'égalité de chaque parti et leur droit à suivre une « politique autonome, libre et indépendante en pleine indépendance ». Il affirme la « liberté » pour chaque parti de choisir des « voies correspondant aux conditions historiques, nationales, sociales et politiques de chaque pays ». — (A.F.P.)

Venezuela

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT a été formé le vendredi 7 janvier à Caracas. Sept nouveaux ministres ont été nommés, mais les principaux portefeuilles n'ont pas changé de titulaire. — (A.F.P., Reuters.)

France

LA COMMUNIQUE DE M. Giscard d'Estaing, président de la République, le 7 janvier, a été reçu avec satisfaction par les dirigeants du parti communiste français. M. Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F., a déclaré que le discours du président était « une déclaration de principe importante ». — (A.F.P.)

Guinée

QUINZE ÉTAGES POUR DOUZE DIPLOMATES OUGANDAIS. — La construction d'un immeuble de quinze étages pour douze diplomates ougandais, à Paris, a été décidée par le gouvernement français. — (A.F.P.)

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

France

LA C.F.T. approuve « sans réserve » les déclarations du chef de l'Etat, selon lesquelles les entreprises doivent conserver leur caractère de neutralité politique. Toutefois, cette organisation estime, dans un communiqué, que « le mal est déjà en grande partie accompli », et regrette que cette prise de position « soit venue si tard ».

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

LYON : des primaires entre MM. J. Soustelle et F. Collomb

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Jacques Soustelle, député (réformateur) du Rhône, ancien ministre du général de Gaulle, conseiller municipal de Lyon, a fait connaître, vendredi 7 janvier, dans le Progrès, son intention de présenter des listes dans les neuf arrondissements de Lyon. On avait déjà prêté à M. Soustelle la volonté de faire acte de candidature au poste de maire, rendu vacant par le décès de Louis Pradel. Mais le député s'était abstenu, ce qui avait permis à M. Francisque Collomb, sénateur (non-inscrit), d'être élu à l'unanimité le 5 décembre.

Dans une déclaration publiée le 7 janvier, M. Collomb a désigné le 21 décembre dernier par l'ensemble des membres du conseil de direction de l'association FRADEL pour « diriger la campagne des listes présentées sous ce signe en mars prochain » — condamne cette « déplorable tentative de division ». Faisant de l'interrogation sur « la véritable raison de cette surprenante attitude », M. Collomb répond catégoriquement : « L'esprit d'être maire. M. Soustelle l'exprime depuis longtemps. J'ai entendu avec curiosité de savoir ce qu'il reprocherait aux vingt années d'action municipale à laquelle il était associé ». Il n'a la continuité du gradisme et veut rassembler un éventail de familles politiques calqué sur l'actuel conseil municipal.

M. Soustelle, qui est l'animateur

national du mouvement Progrès et Liberté, auquel adhère également M. Francisque Collomb, se défend de constituer des « listes de droite », et déclare qu'il a toujours été et demeure « un homme de centre gauche ». Il a indiqué à ce sujet qu'il prendrait « des personnes qui ont des positions aussi variées que possible, allant du R.P.R. et des R.I. sur [sa] droite aux socialistes hors programme commun sur [sa] gauche. » — B. E.

● M. Bertrand de Malgret (R.I.), conseiller de Paris, qui doit se présenter sur la liste conduite dans le quinzième arrondissement par Mme Françoise Giroud (radicale), secrétaire d'Etat à la culture, a indiqué, vendredi 7 janvier, que cette liste est ouverte à toutes les formations de la majorité, et « aux personnes éues sortantes qui souhaitent également se porter candidates ». Sur les huit conseillers sortants de ce secteur, cinq sont R.P.R., un R.I. (M. de Malgret), M. René Galy-Deljan représente aujourd'hui le Mouvement des démocrates fondé par M. Michel Jobert. Le huitième conseiller est M. Antoine Veil (époux de Mme Simone Veil, ministre de la santé), qui, élu avec l'étiquette C.D.P., est inscrit au groupe Paris-Majorité de l'Hôtel de Ville, que préside M. Pierre Bas, député R.P.R.

Dans les Hauts-de-Seine

M. BAUMEL (R.P.R.) PROTESTE CONTRE LES DÉCLARATIONS DU P.C.

Le bureau du conseil général des Hauts-de-Seine et son président, M. Jacques Baumel, député R.P.R., ont protesté, vendredi 7 janvier, après la conférence de presse donnée la veille par le groupe communiste du conseil général (le Monde du 8 janvier) contre « les allégations mensongères des élus communistes qui voudraient faire croire qu'ils ne peuvent exercer librement leur mandat du fait de leur exclusion des locaux du conseil général ».

Après avoir rappelé que « l'accès des locaux et des bureaux du conseil général est ouvert à tous les élus sans aucune distinction », il a ajouté : « Les élus communistes voudraient installer une permanence à la préfecture et y recevoir sans aucune limitation des délégations organisées et guidées par eux afin de créer un climat de tension politique et de pression qui ne serait pas propice à la sérénité des travaux de notre assemblée. »

● Dans les Yvelines, M. Paul-Louis Tenaillon (centriste), adjoint au maire de Versailles, a été désigné, vendredi 7 janvier, par l'intergroupe des conseillers pour le poste de la majorité, comme candidat à la présidence de l'assemblée départementale. L'élection d'un nouveau président du conseil général, rendue nécessaire après le décès du président sortant, Jean-Paul Falewski, député R.P.R., doit avoir lieu lundi après-midi 10 janvier.

A PROPOS D'UNE « LETTRE OUVERTE »

Michel Jobert et les femmes

« — Aussi, chère Françoise Parturier, est-ce à vous que je vais adresser cette méditation finale. J'ai cru être utile en me risquant à écrire ces lettres ouvertes à des personnages féminins très divers. Ai-je bien fait ? N'êtes-vous pas le dire que je suis un affreux sexiste utilisant des méthodes doucereuses ?... Si je proteste de ma sincérité, me croirez-vous ? »

Mais oui, cher Michel Jobert, je vous croirai, et d'autant mieux que votre choix s'est généralement porté sur des femmes sincères. Sur des femmes courageuses, politiques et jamais politiciennes, des femmes qui dérangent ou qui servent leur pays, mais ne se soumettent pas pour se servir elles-mêmes.

Il est évident que vous découvrez les femmes à l'approche de la victoire — je ne me souviens pas que vous ayez pris position sous le règne de Georges Pompidou, — mais vous les découvrez bien. Dans le combat dangereux justement qu'une poignée d'entre elles ont mené contre l'hypocrisie, la suffisance, la dictature des justes. A travers des portraits de femmes

dissemblables, j'ai noté que vous félicitez toujours l'esprit libre en face de l'iniquité, le courage de mener un combat insolite, le refus des conventions, la désobéissance et même la provocation. Vous aimez les passionnaires. Vous n'aimez pas les bornes élevées, les fonctionnaires dévoués et les femmes politiques trop bien coiffées, comme Mme Tachet. Pour vous, Bardo, Angela Davis, Joan Boaz, Arlette

Laquiller et Bernadette Devlin, chacune à leur façon, suivent le bon sentier, celui des marginaux. Vous aimez les précurseurs. Vous avez dit qu'ils étaient les seuls politiques. Vous regrettez seulement que les femmes ne soient pas plus nombreuses à oser davantage, et vous citez l'attitude que je faisais dans ma « Lettre aux femmes » contre les quelques députés du sexe féminin : « Des muettes dont on dirait qu'elles ont été choisies en fonction de leur capacité à se taire. »

Car vous avez l'adresse, cher Michel Jobert, en nous écrivant de ne pas faire comme certains hommes importants — et quelques femmes — qui reprennent nos idées à leur compte, semblent les inventer, et nous font des cours en se servant de nos livres. Vous laissez parler vos destinataires, et je suis toute prête à vous croire quand vous dites que vous écrivez aux femmes pour leur rendre justice. Ce qui vous permet, par la même occasion, de vous rendre justice à vous-même et de nous rappeler ce que vous pensez.

Il est plusieurs façons de lire votre livre, qui est toujours subtil et souvent amusant. Je vous avouerai que je me suis surtout intéressée à suivre les flèches que vous lancez d'ailleurs. Sur la couverture de votre « Lettre aux femmes politiques », il y a un petit archer. Je dois dire que contrairement aux lois du genre, les femmes politiques ne sont pas la cible. Ainsi, quand vous écrivez à Gi-

Comment s'en d

La

ETRENNES

La

L

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

La

PRESSE

A New-York

Des journalistes tentent de s'opposer à l'emprise tentaculaire de M. Murdoch

De notre correspondant

New-York. — L'acquisition par le millionnaire australien, M. Rupert Murdoch, de la majorité des parts de la firme qui contrôle les revues New York et Village Voice, publiées à New-York, et New West, publiées à Los Angeles, a provoqué une levée de boucliers au sein de ces publications et une âpre polémique dans les « media ». Les équipes de rédaction de Village Voice et New York, après avoir fait grève pendant vingt-quatre heures, ont signé un document selon lequel elles refuseraient de travailler pour le compte du nouveau propriétaire.

APRÈS LA DISPARITION DE « L'AGENCE NOUVELLE »

M. Roger Giquel, P.D.G. du groupe Opinion, directeur général de l'Agence nouvelle, quotidien qui vient de disparaître, s'étonne, dans un communiqué, « de la légèreté avec laquelle le Syndicat national des journalistes consensait une série d'arguments totalement faux concernant les conditions de cessation de parution de ce journal ».

La direction générale du journal précise que « toutes les informations sur l'exploitation du titre Agence nouvelle et sur la gravité de la situation de cette publication, essentiellement due à une diminution constante de la diffusion depuis 1972 et à une baisse brutale des recettes globales en 1976, ont été données aux représentants du personnel ».

La direction affirme enfin que c'est seulement après avoir tenté de trouver toutes solutions, même extérieures, qu'il a été décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 23 décembre dernier de mettre fin à la publication de l'Agence nouvelle.

Pour sa part, le personnel du quotidien disparu rend public le texte qui aurait, selon lui, dû être publié vendredi 7 janvier dans le dernier numéro du journal. Sous le titre « Pour qui sonne le glas », les auteurs de cet article affirment que « l'arrêt de mort a été prononcé et ratifié le 23 décembre par l'assemblée générale des actionnaires, mais que personne n'était officiellement au courant et surtout pas les salariés de l'entreprise, considérés comme quantité négligeable ».

« Vous persistez à penser, ajoutent-ils, que cette disparition aurait pu être évitée... »

LOUIS WIZNITZER.

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

● Le taux d'accidents dans l'arm

DÉFENSE

MALGRÉ LES PRESSIONS DE PLUSIEURS CONSTRUCTEURS D'OUTRE-ATLANTIQUE

Le service des garde-côtes américain commande quarante et un avions de surveillance maritime au groupe privé Dassault-Breguet

L'amiral Owen W. Siler, qui commande le service des garde-côtes américain, a décidé de commander au groupe privé Dassault-Breguet quarante et un avions bi-réacteurs de surveillance maritime Falcon-20 G, pour un montant de 295 millions de dollars (environ 1 025 millions de francs). Cette décision a été approuvée, le mercredi 5 janvier, par le ministre amé-

C'est en mars dernier que six constructeurs américains — parmi lesquels les sociétés Rockwell International, Grumman et Lockheed — et un constructeur ouest-allemand, ainsi que le groupe Dassault-Breguet, ont répondu à un appel d'offres lancé par le service des garde-côtes américain pour l'achat d'un avion de surveillance maritime à moyenne distance qui devait remplacer des appareils Grumman Albatros en service.

Rattaché depuis 1966 au ministère des transports, mais créé pratiquement par un acte du Congrès en août 1970 à la demande de l'administration du Trésor, le service des garde-côtes américain est une véritable quatrième armée, totalisant près de deux cent quatre-vingt navires et cent quatre-vingt avions ou hélicoptères, pour le contrôle des eaux territoriales, la surveillance des pêches, la lutte contre la pollution, la protection des installations pétrolières off shore et les relevés météorologiques.

An terme d'une compétition de plusieurs mois (le Monde du 21 juillet et 6 novembre 1976), le service des garde-côtes américain a retenu l'offre de Dassault-Breguet. Les spécifications exigées, selon des informations de source américaine, les propositions américaines et ouest-allemandes se répartissaient entre 264 et 282 millions de dollars, selon les types d'avions. Les concurrents américains étaient, en particulier, les sociétés Cessna, Gates Learjet, et ont alors décidé d'associer leurs efforts (le Monde du 25 novembre 1976) pour tenter de bloquer l'achat éventuel de Falcon 20 commandé au General Accounting Office — l'équivalent de la Cour des comptes — d'étudier de près les modalités du contrat et au Congrès américain d'obtenir un report de sa décision auprès du service des garde-côtes. Une séance d'audition (hearing) prévue au Sénat a toutefois été annulée.

A Washington, l'amiral Siler, le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

le taux d'accidents dans l'arm

ricain des transports, M. William Coleman, après l'examen des résultats d'une compétition entre huit fournisseurs éventuels, dont six américains.

Selon le constructeur français, le premier exemplaire de Falcon-20 G sera livré dans trente mois et les autres à la cadence d'un avion par mois.

De la série des bi-réacteurs d'affaires et de liaison Falcon-20 (ou Mystère-20) déjà vendus, ferme, à trois moteurs, six exemplaires, dont deux cent vingt-trois aux Etats-Unis, et cent six options. Du Falcon-20 a été tirée une version plus petite, le Falcon-10, servie à cent neuf exemplaires, dont quatre-vingt-dix aux Etats-Unis. Au total, la famille des Falcon bi-réacteurs a été commandée à ce jour, à cinq cent sept exemplaires, dont 98 % pour l'exportation.

Pour les besoins du service des garde-côtes américain, le Falcon-20 G se différencie du Falcon-20 par le fait qu'il est équipé de deux réacteurs américains Garrett, au lieu de deux réacteurs américains General Electric, ce qui lui donne un rayon d'action de 2 000 km environ et des performances améliorées en patrouille, à l'atterrissage et au décollage pour une vitesse de croisière de 10 %. Enfin, une grande partie des équipements électroniques de bord est américaine, pour environ 36,4 % de la composition de l'avion.

Des missiles norvégiens sur les patrouilleurs rapides commandés par la Grèce aux chantiers de Cherbourg

La marine grecque n'équipera pas les patrouilleurs rapides qu'elle vient de commander aux chantiers de Cherbourg (le Monde du 24 décembre) de missiles français Exocet, comme on pouvait s'y attendre. Les missiles choisis par les marins grecs sont des missiles surface-surface norvégiens Penguin, destinés à endommager ou à détruire des bâtiments de surface adverses et concurrents du missile surface-surface Exocet, conçu par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS).

En 1970 et, en 1975, la Grèce a commandé aux chantiers mécaniques de Normandie huit patrouilleurs rapides lance-missiles, du modèle Combattante 2 et Combattante 3, c'est-à-dire des vedettes de 250 et 400 tonnes capables de lancer quatre missiles surface-surface MM.39 Exocet et deux torpilles filoguidées. La nouvelle commande conclue il y a une semaine environ porte sur huit canonniers rapides de 250 tonnes dont les deux premiers, construits à Cherbourg, seront livrables durant l'été de 1978 et dont les quatre autres exemplaires seront assemblés, sous licence, dans un chantier de l'armement Nikeos près d'Athènes.

La marine grecque est un client de l'armement norvégien, auquel elle a acheté, notamment, des vedettes lance-torpilles. Si sa portée est inférieure à celle de

l'Exocet, le missile Penguin est vraisemblablement moins cher. Mais cette considération ne semble pas être la raison qui a incité la marine grecque à doter ses nouvelles vedettes de Cherbourg de missiles norvégiens.

D'autant que la Grèce a été le premier client en décembre 1968 — du missile Exocet de la SNIAS, avant même la marine française. Depuis, treize Etats étrangers ont imité l'exemple d'Athènes. L'antériorité de la Grèce peut précisément expliquer la décision d'acheter un missile norvégien si, comme l'ont souvent prétendu des Grecs, c'est la marine hellénique qui a dû « essayer les pilotes » avant la mise au point définitive, puis le perfectionnement par la SNIAS de son missile surface-surface Exocet.

Une certaine déception et des considérations financières sont probablement à l'origine du choix de la Grèce en faveur du missile Penguin.

A la SNIAS, on paraît préoccupé par l'attitude grecque. Car d'autres marchés sont en discussion, à commencer par l'acquisition d'un missile air-surface, l'AM.39, dérivé de l'Exocet. Pour ses hélicoptères Alouette et ses hydravions, Athènes a commandé des missiles air-surface AS.15 à la SNIAS, qui souhaiterait pouvoir les remplacer un jour par le missile AM.39 jugé plus moderne.

La neuvième liste des unités ayant combattu en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1953 et le 31 juillet 1962 est publiée au Bulletin officiel chronologique des armées daté du 3 janvier, annoncée vendredi le secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Il s'agit de la première liste d'unités retenue pour ce qui concerne la marine nationale (demi-brigade de fusiliers marins).

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants se rendra en visite officielle dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique du 9 au 12 janvier.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants se rendra en visite officielle dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique du 9 au 12 janvier.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants se rendra en visite officielle dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique du 9 au 12 janvier.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants se rendra en visite officielle dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique du 9 au 12 janvier.

مركزنا من الأصل

Le Monde aujourd'hui

LE CHIEN

Comment s'en débarrasser ?

COUCHER sur le sol, à l'entrée de l'immeuble, il dort, ou plutôt fait semblant, car il ne frissonne pas ainsi dans le sommeil. Il a surgi au lendemain des fêtes, à l'heure où les boues ramassent les dernières bouteilles de champagne. Peut-être l'aurait-il ramassé lui aussi s'il avait été mort, mais avec un vivant tout est plus difficile. Comment l'empêcher d'aller sous nos yeux une misère qui a l'allure d'un défi ou d'un rappel à l'ordre ? Inutile de détourner la tête, on le voit, on ne voit que lui, sa présence bouche le passage.

En vain, la concierge a-t-elle tenté de chasser l'indésirable. Il ne craint ni le balai ni les menaces. Le toucher ? Vous n'y pensez pas ! Il a l'air méchant et malade. Et d'ailleurs, il a vomit, c'est un corollaire !

« Si on lui offrait la cave »

« On ne peut pourtant pas l'abandonner, dit la dame du quatrième. Il risque de crever de froid. Si on lui offrait la cave ? »

— Pas question ! proteste le monsieur du second. Il démolirait tout.

— Donnons-lui au moins une vieille couverture.

— Si vous en avez une à jeter, car, après, elle sera irremplaçable.

— Et les fèces ? suggère quelqu'un. Pourquoi ne viendrait-il pas le chercher ? A quoi servent-ils ?

— Je leur ai téléphoné, répond la concierge. Mais ils disent qu'ils n'ont pas le temps. Il faudrait que je le leur amène, oui, que je le porte jusqu'au commissariat, nous vous rendez-vous compte !

La dame du quatrième se penche sur l'objet de scandale et l'invite à gagner le garage voisin où règne un semblant de chaleur.

« Prenez-le chez vous pendant que vous y êtes, ricane le monsieur du second. On installera dans votre voiture, ils seront jolis vos coussins ! »

— Je ne suis pas une sainte, soupire la dame.

Cependant, gêné par l'attention qu'il suscite, l'intéressé se redresse cahin-caha, promène sur l'entourage un regard sans espoir et s'éloigne, plantant l'échelle sous la pluie.

« Un instant », s'écrit la dame soulevée de remords.

Mais le monsieur la sermonne :

« Laissez-le donc. Personne ne peut rien pour lui. C'est triste, je vous l'accorde, mais il y a de très malheureux... »

— Bien sûr, approuve la concierge en s'apprêtant à nettoyer le porche. Vous n'allez pas pleurer sur un chien.

GABRIELLE ROLIN.

L'amour fou

Marie, aime-le !

L'AUTRE soir, écoutez cette histoire, le rideau allait se lever sur Le roi se meurt, au Théâtre national de l'Odéon. De l'orchestre au poulailler, la salle était comble, et, dans cette foule de spectateurs, il y avait de tout, des bourgeois, des étudiants, des employés, des snobs et des pauvres, des jeunes et des vieux, et, bien sûr, des Japonais à l'effrit de la culture occidentale. Vous connaissez ce bruissement d'une salle de théâtre, qui est le signe d'un succès et, pour l'acteur

Vu de Bretagne

Les maisons mortes

L'HIVER est la saison des maisons mortes. C'est un playable spectacle que celui que l'on voit derrière les résidents secondaires, à peine éteints les feux de l'été. Il est particulièrement affligeant sur ce littoral cornouaillais où des milliers de maisons sont fermées aux cris de la mer, où les splendeurs de décembre s'écroulent contre l'abandon et le désespoir. Les trop nombreux chiens méchants eux-mêmes s'en sont allés.

Maisons néantisées, maisons cent fois plus hivernales que la plus humble chaumière...

Par quelle aberration du vocabulaire a-t-on pu appeler « maisons closes » les maisons du bruit et du plaisir ? Celles-ci sont plus closes que les caravans goudrons, plus fermées que les citadelles assiégées. Aller à Port-Manech l'hiver, c'est voir le Désert des Tartares, raffra Dino Buzzati !

Je l'aime les maisons. Et j'aime qu'on me demande de les faire revivre. Parents et amis ne s'en privent pas. Sur leur recommandation, j'ai donc tourné l'huile de deux d'entre elles.

Voici celle de Trégunc. Je repère, d'un simple coup d'œil, que trois ardoises ont volé sous les coups des dernières rafales. J'introduis la clé dans la serrure. C'est dur ! Comme elles sont méchantes, ces ardoises. J'insiste... Après bien des grincements grincheux, la porte s'ouvre... Ça va ! Les lits ont quelque chose de flasques, mais les buffets luisent dans la pénombre. Les photos de famille ont cet air désolé des gens dans la demie de leur âge, sans l'oubli ancestral des temps révolus. Les jours réels, on dirait qu'ils veulent vivre d'un coup dans la fulguration brève de la lumière enfin livrée. Choses inanimées ? Nullement ! Les choses ont agonie. Et puis voici la cuisine — et là, c'est la navrance de trois oiseaux morts. Comment diable sont-ils descendus dans la demeure ? La pièce ne contient pas de cheminée, les fenêtres et les persiennes sont fermées. Je n'approfondis pas le mystère ; les alibis du pinson et des deux moineaux, je les prends dans mes mains, et c'est léger, léger. Et les yeux ? Ils sont tout noirs, morts. Seules les griffes semblent étirées encore dans une sorte de vivacité nerveuse, la branche d'un arbre imaginaire. Voilà... En somme, rien à signaler, rien qu'une vie mourante dans le silence de l'abandon. Je réajuste la porte. J'écris ce soit à la propriété que se maison va bien. Et je salue que je mentirai, parce qu'elle ne vit pas.

Quelques kilomètres, et voici la maison de Saint-Philibert. Juste derrière la chapelle. Dans un creux végétal, total l'inspection rapide : tiens, le chemin creux, on l'a défoncé ! Un bull plus loin, de son corps jaune, laisse tomber sa queue de rouille dans les hautes herbes. Les arbres ? Ils devraient être plantés en octobre... Ça sont-ils donc ? Non, nul jardinier n'est venu, ici, la tannée a eu de notables respects. Seul un arbuste s'est brisé. Seule une ardoise, côté nord, s'est décrochée de la toiture. Rien...

Et le jardin adorable, le voici d'un vert agressif, tout gorgé d'eau. C'était si sec, ce dernier été ! Mais les cyprès se dressent, les lauriers, protégant la maison du pêcheur de leur écran sombre, émettant une plainte nostalgique sous la brise qui vient de la mer toute proche, présente, si présente ! Mais qu'est-ce qui manque dans ces quelques mètres carrés délimités par les bois ? Ah oui, c'est vrai : manquent les mésentres bisous, qui, dans la toutte du mois d'août, ici, cherchaient l'ombre... Elles sont parties. Peut-être chantant-elles en quelque patio sévillan, où bien là-bas, dans le Maroc que j'ai tant aimé. O Sud perdu...

Cette maison-là, je n'en ai pas visité l'intérieur, j'en ai visité la clé. Comme si, inconsciemment, innocemment, il me suffisait d'en visiter une seule. Comme si, dans l'année passée, il m'était trop pénible de penser aux soleils éteints, aux rités de ceux et de celles qui sont parties, comme si je voulais nier l'hiver dans les maisons amies, ces maisons mortes au bout de la Bretagne où je vis jusqu'au bout des ouragans, des pluies et des Noëls...

J'ai fermé la petite barrière verte de la maison. Et dans la cheminée défoncée, je me suis senti très seul, gardien des royaumes aux-aussi tragiques, passants, trépassants...

XAVIER GRALL

ÉTRENNES

La solitude ? Un mythe !

LA solitude dans la ville ? Un mythe ! En tout cas, on doute fort qu'elle existe en ces temps de fêtes.

Lundi vers huit heures du soir, coup de sonnette. Le facteur termine sa tournée et réclame ses étrennes. Il est souriant et rondouillet. Je ne résiste pas au plaisir de lui donner 10 F en pensant à tous les télégrammes et paquets qu'il m'apporte avec ce même sourire. Il me tend un calendrier 1977 et, bien que le nombre de pages ait diminué de moitié au cours de l'année, je le remercie.

Mardi matin, coup de sonnette. Une ravissante étudiante armée d'une vingtaine de plateaux chinois débite sans reprendre son souffle : « Je fais partie de la troupe de jeunes de théâtre de Choisy-sur-Marne. Nous allons construire un théâtre... »

Bien que d'accord sur le principe de cette construction, je lui explique que je n'apprécie pas ce type de plateaux. Elle prend la poudre d'escampette sans discuter mes goûts.

Mercredi, coup de sonnette. Une vieille dame myope qui frôle l'obséquiosité me présente une multitude de calendriers et de cartes de vœux « pour les aveugles et les grands infirmes ». Je me déteste d'un billet de 10 F, seul moyen que j'ai de manifester ma sensibilité à ce problème.

Jeudi, coup de sonnette. Le redevant du gaz et de l'électricité avance d'un pas ferme vers mon compteur. Cette intervention à l'avant-garde ne pas se monnayer dans l'immédiat puisque je paye par chèque.

L'après-midi, coup de sonnette. C'est le remouleur. Pas pour les étrennes celui-là ! Il veut du travail et je lui donne mes vieux couteaux qu'il ramène deux heures plus tard : 30 F. Vendredi en fin d'après-midi, coup de sonnette. Une adolescente en gris récite un monologue sous la surveillance d'une autre femme grise :

« Nous sommes les témoins de Jéhovah et nous venons vous apporter la lumière. »

— Je suis juive.

— Ça ne fait rien. C'est même mieux. On pourra dialoguer sur les Saintes Ecritures. »

Elles me persuadent de recevoir les saints témoignages de leur « tour de garde ». J'accepte avec d'autant plus de ferveur qu'elles ne coûtent que 60 centimes les deux exemplaires. Je tends 1 franc. L'une des visiteuses me rend consciencieusement la monnaie. Ces deux-là m'ont presque fait faire des économies.

Samedi soir, coup de sonnette. Deux éboueurs en tenue de combat me tendent un minuscule calendrier. Que faire ? J'en suis au troisième et pourtant, voici trois ans qu'ils viennent méthodiquement me poubelles. Je leur remets 10 F, par esprit de justice.

Bref, le dimanche, épuisée, je me tourne vers l'amie qui partage ma chambre et propose :

« Qu'est-ce que tu en penses ? Si on faisait imprimer un calendrier pour les maîtres auxiliaires au chômage et qu'on lesast du porte-porte nous aussi, ça arrangerait bien notre fin de mois ? »

— Ouais, s'exclame-t-elle. Après tout, à chaque malheur son jour de calendrier !

JANE HERVÉ

ANTOINETTE BOURSEILLER

Au fil de la semaine

LES machines électroniques, l'appareil informatique, l'ordinateur surtout, nous enserrent et nous encaissent chaque jour plus étroitement et dévalent très vite ce qui nous reste de liberté. Cela, on l'a dit cent et mille fois. Cependant, il n'est guère de jour où une nouvelle contrainte, un projet supplémentaire, un questionnaire et un fichier de plus ne viennent resserrer encore les mailles du filet où nous nous débattons comme des poissons prises au piège. C'est que, dans ce domaine, les dénonciations et les mises en garde apparaissent comme relativement abstraites, presque théoriques. On voit bien les avantages et les mérites de ces machines, les simplifications et les gains de temps qu'elles permettent. Leurs défauts, leurs dangers, les conséquences parfois dramatiques des erreurs commises par leurs utilisateurs, sont beaucoup moins évidents ; et l'on se dit qu'après tout c'est sans doute le prix qu'il faut payer pour le progrès. Quant aux protestations contre l'abus du renseignement, l'excès de centralisation, l'utilisation trop extensive et systématique de ces moyens techniques, elles donnent à penser que, s'il est bon d'apercevoir à temps les écueils afin de pouvoir les éviter, ces accusations semblent à tout le moins prématurées et relèvent du procès d'intention.

Or il n'en est rien. Trois documents reçus ces derniers temps au « Monde » illustrent bien, sous trois aspects fort différents, les risques et les périls qui pèsent déjà sur notre vie quotidienne. Les trois lecteurs du journal qui nous les ont adressés — un cadre en chômage, un étudiant appelé sous les drapeaux, un notaire de banlieue — ne se connaissent pas et ne se sont pas donné le mot. Mais c'est chaque semaine, ou presque, que, dans notre courrier, de tels exemples concrets pourraient être relevés.

La lettre du chômeur, qui a perdu son emploi de cadre commercial dans une société industrielle et, depuis, cherche en vain du travail, est accompagnée d'une petite liasse de photocopies. Licencié le 3 avril 1976, qui était un samedi, il s'est rendu le lundi 5 au bureau local de l'Agence de l'emploi. On lui a indiqué, toutes formalités accomplies, que l'ASSEDIC lui verserait 83,10 F par jour, à peu près 2 500 F par mois, « ce qui, écrit-il, est tout à fait convenable, insuffisant pour vivre à cinq personnes, suffisant pour survivre ».

Seulement voilà : une employée a fait une erreur et l'a radié au lieu de l'inscrire. Il l'a appris un mois plus tard, quand il est venu voir pourquoi on ne le payait pas. L'employée s'est confondue en excuses et a fait tout son possible pour rattraper cette bourde. Cent dix jours après son inscription au chômage, le 19 juillet, enfin un chèque. Déception : il est calculé sur soixante jours d'indemnité et non quatre-vingt-dix. Passons sur les péripéties diverses qui ont suivi : au début de décembre, les conséquences des deux erreurs initiales n'étaient pas encore tout à fait effacées. Rien à dire : l'administration est lente si l'ordinateur est rapide.

Rien à dire non plus du Gaz de France : le premier employé qui est venu, ayant appris que l'abonnement était coupé, n'a pas coupé le gaz. Le second, le lendemain, par pudeur, n'a pas sonné. Mais il a coupé. Les frais de coupure ne se montent heureusement qu'à 85,75 F.

Le téléphone, lui, a coûté en frais de coupure 46,80 F la première fois, 156 F la seconde. Les agents chargés de suspendre les lignes travaillent impeccablement : pas d'attente, aucun retard. Cela fait au moins un service qui marche aux P.T.T. et qui est probablement rentable.

Faute d'avoir payé l'assurance de la voiture, puisque, pour économiser les frais d'essence, elle ne roule plus, il a fallu acquitter, outre la prime semestrielle, quelque 230 F de frais d'huissier. Et ainsi de suite.

« Ne pas avoir d'argent, cela coûte cher, conclut notre correspondant. Mais comment en vouloir à l'ordinateur ? Ça n'est qu'une machine, programmée par un homme qui avait peut-être des ennuis de santé. »

Ces
merveilleuses
machines

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Le second document a été adressé, peu avant son incorporation pour le service militaire, à un étudiant, appelé du contingent. C'est une fiche de renseignements « à remplir de façon complète et précise ». Elle émane de l'unité que doit rejoindre le futur soldat. Il est indiqué que « ces renseignements seront demandés dans les quinze jours suivant l'incorporation » et qu'il y a donc intérêt à les réunir à l'avance. Quand on examine le questionnaire, on ne doute pas en effet qu'un certain délai soit nécessaire.

La première partie porte sur des renseignements d'identité : numéro d'identification de Français (Sécurité sociale ou INSEE), numéro de carte d'identité nationale, date de délivrance, autorité d'origine, etc. Rien de plus normal.

Deuxième partie : « Renseignements concernant les parents » de l'appelé. Nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, domicile, profession et adresse de l'employeur du père et de la mère... Admettons : cela peut être utile.

Troisième partie : « Renseignements concernant les frères et sœurs ». Pour chacun d'eux aussi, outre l'identité complète, la profession, le nom et l'adresse de leur employeur. Pour quel faire ? Ce n'est pas fini. L'appelé doit indiquer ses domiciles successifs des dix dernières années, ses emplois successifs des quinze dernières années (on a envie d'ajouter « si » : s'il a vingt ans, quel était donc son employeur à l'âge de cinq ans ?). S'il est naturalisé, il doit fournir tous les détails à ce sujet, y compris sa dernière adresse dans son pays d'origine. Et s'il est marié, il y a une sixième et dernière partie à remplir, qui n'est pas la plus courte. Outre l'identité de son épouse, il faudra en effet indiquer ses domiciles et ses emplois successifs des dix dernières années, l'identité complète et l'adresse de ses parents ainsi que, pour elle aussi, de tous ses frères et sœurs, et, pour chacun d'eux encore, les professions, noms et adresses de leurs employeurs. Voilà, après la famille, toute la belle-famille passée au crible.

Et mise en fiches, évidemment. Car à qui fera-t-on croire que cet étrange questionnaire n'est inspiré que par la sollicitude du colonel, père du régiment, envers chacun de ses hommes ? Sans doute la fiche ira-t-elle nourrir, dans quelque mystérieux service, un ordinateur qui permettra de procéder à toutes sortes de recoupements pour mieux déceler les subversifs.

Le troisième document, envoyé par un notaire de banlieue, est une simple circulaire commerciale, à en-tête d'une firme qui se nomme de façon un peu vague « Promotions et qualité ». En voici l'essentiel :

« Nous vous proposons de posséder le moyen caché, absolument indécrotable, de conserver les traces permanentes de tous vos entretiens professionnels ou privés. »

« Sa base : un luxueux attaché-case, d'une marque mondialement connue, distribuée à des millions d'exemplaires et donc parfaitement balisée. »

« Ce « porte-documents » (qui peut d'ailleurs être utilisé comme tel) muni d'un double fond indétectable, est équipé d'un appareillage électronique ultra-moderne, extrêmement sophistiqué. »

Il permet l'enregistrement parfait que vous désirez obtenir à partir du signal sonore le plus faible (voix, objet déplacé).

Naturellement, sa mise en route peut également se commander manuellement grâce à un interrupteur miniaturisé caché dans la poignée.

« Vous imaginez facilement l'utilisation extrêmement variée d'un tel dispositif... »

Et lui ! On imagine « facilement l'utilisation extrêmement variée » d'un « si précieux auxiliaire », comme dit pudiquement encore la circulaire. Décidément, l'électronique est bien comme la langue pour Esopo : à la fois la meilleure et la pire des choses.

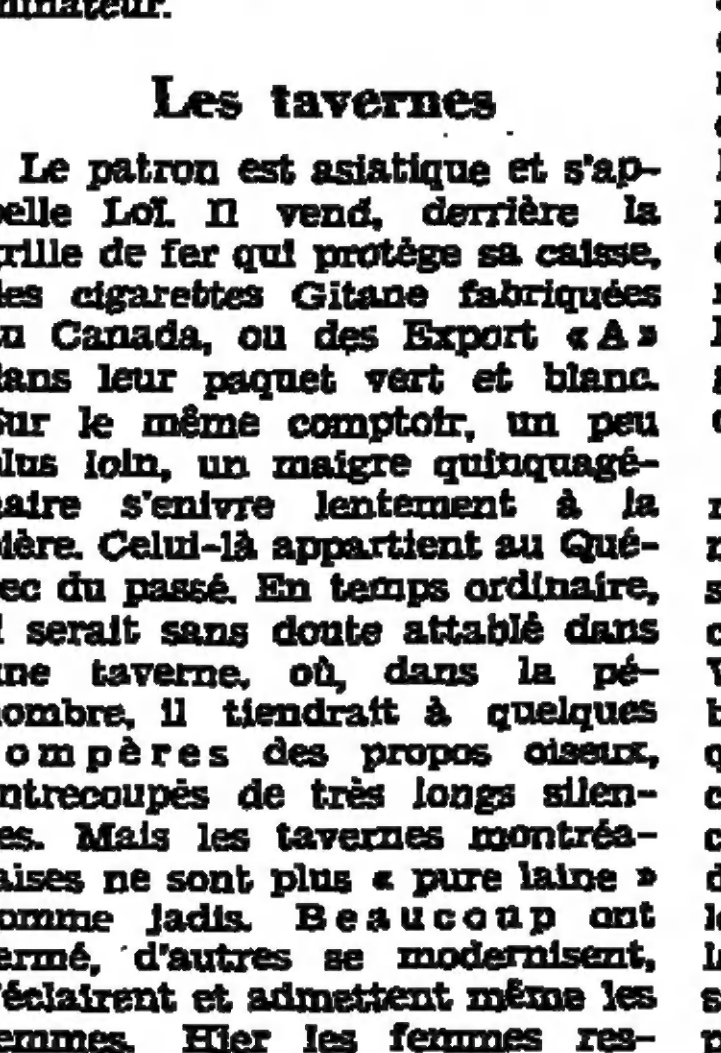
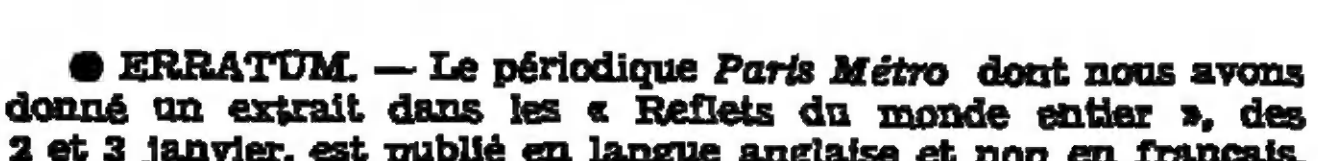
— *Lettre de Fès* —

Entre la lassitude et la modernité

PAESE SERA

Selon le journal, cette forme de publicité, qui avait le plus fort taux d'écoute de toutes les émissions télévisées, « a contribué à détruire l'italie de la misère ». Pour le journal, le plus grand mérite de ces spots publicitaires « vivants, qui retiennent l'attention et sont explicites » se situe au niveau du langage. Et PAESE SEGA rappelle qu'en 1961 quasiment 3 millions et demi d'Italiens étaient encore analphabètes. Si aujourd'hui « l'italien est devenu la langue commune de la péninsule, c'est surtout grâce à « Carosello » ».

» La ville dispose actuellement de vingt toilettes publiques ; la plupart d'entre elles ont été construites il y a plusieurs années et n'ont pas été entretenues. Certaines ont été occupées par des vendeurs. Le W.C. de Cooper Road a été converti en centre d'auto-écoles et en frêprie. Une boutique d'appareils de radio a été ouverte dans celui de Hall Road. ».



famille. Le chauffeur central
 existe pas souvent, et le feu
 une hantise permanente. On
 régulièrement dans les jour-
 sans une chambre par un poêle
 il stéint, a finalement rejeté à
 rue une douzaine de ces besou-
 qui paient leur vie par la
 à la table vivante, sous la cano-
 de Noël surmontée elle-
 d'une lanterne chinoise, la
 tation est d'une incroyable
 et d'un d'abord
 Wilmar, un jeune Allemand
 brés rousses (ça ne s'invente pas)
 va veut offrir de la bière à tous
 qui l'entourent. Wilmar est
 l'espagnol, et
 s'appelle Andi, « depuis la
 22 » (celle qui fait du français
 langues officielles du Québec),
 l'entendre incompréhensible Andi

[illegible]

128 F 355 F 523 F 690 F

ETRANGER
(par messageries)

— BELGIQUE — LUXEMBOURG
230 F 230 F

125 F 320 F 335 F 440 F

II — TUNISIE

1263 F 365 F 445 F 590 F

Par voie aérienne
Tâché sur demande.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre au chèque
leur demande.

Changements d'adresse, dé-
placements, décès (des ex-
cessés ou plus), non abon-
nement, etc., doivent leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Une dernière bande
est envoyée à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
payer tous les mandats par
virements d'imprimé.

1. James Earl Ray
 2. John Edgar Hoover
 3. John F. Kennedy
 4. John F. Kennedy
 5. John F. Kennedy
 6. John F. Kennedy
 7. John F. Kennedy
 8. John F. Kennedy
 9. John F. Kennedy
 10. John F. Kennedy
 11. John F. Kennedy
 12. John F. Kennedy
 13. John F. Kennedy
 14. John F. Kennedy
 15. John F. Kennedy
 16. John F. Kennedy
 17. John F. Kennedy
 18. John F. Kennedy
 19. John F. Kennedy
 20. John F. Kennedy
 21. John F. Kennedy
 22. John F. Kennedy
 23. John F. Kennedy
 24. John F. Kennedy
 25. John F. Kennedy
 26. John F. Kennedy
 27. John F. Kennedy
 28. John F. Kennedy
 29. John F. Kennedy
 30. John F. Kennedy
 31. John F. Kennedy
 32. John F. Kennedy
 33. John F. Kennedy
 34. John F. Kennedy
 35. John F. Kennedy
 36. John F. Kennedy
 37. John F. Kennedy
 38. John F. Kennedy
 39. John F. Kennedy
 40. John F. Kennedy
 41. John F. Kennedy
 42. John F. Kennedy
 43. John F. Kennedy
 44. John F. Kennedy
 45. John F. Kennedy
 46. John F. Kennedy
 47. John F. Kennedy
 48. John F. Kennedy
 49. John F. Kennedy
 50. John F. Kennedy
 51. John F. Kennedy
 52. John F. Kennedy
 53. John F. Kennedy
 54. John F. Kennedy
 55. John F. Kennedy
 56. John F. Kennedy
 57. John F. Kennedy
 58. John F. Kennedy
 59. John F. Kennedy
 60. John F. Kennedy
 61. John F. Kennedy
 62. John F. Kennedy
 63. John F. Kennedy
 64. John F. Kennedy
 65. John F. Kennedy
 66. John F. Kennedy
 67. John F. Kennedy
 68. John F. Kennedy
 69. John F. Kennedy
 70. John F. Kennedy
 71. John F. Kennedy
 72. John F. Kennedy
 73. John F. Kennedy
 74. John F. Kennedy
 75. John F. Kennedy
 76. John F. Kennedy
 77. John F. Kennedy
 78. John F. Kennedy
 79. John F. Kennedy
 80. John F. Kennedy
 81. John F. Kennedy
 82. John F. Kennedy
 83. John F. Kennedy
 84. John F. Kennedy
 85. John F. Kennedy
 86. John F. Kennedy
 87. John F. Kennedy
 88. John F. Kennedy
 89. John F. Kennedy
 90. John F. Kennedy
 91. John F. Kennedy
 92. John F. Kennedy
 93. John F. Kennedy
 94. John F. Kennedy
 95. John F. Kennedy
 96. John F. Kennedy
 97. John F. Kennedy
 98. John F. Kennedy
 99. John F. Kennedy
 100. John F. Kennedy

1. Die Aufgabe der
 2. der Organisation
 3. der Organisation
 4. der Organisation
 5. der Organisation
 6. der Organisation
 7. der Organisation
 8. der Organisation
 9. der Organisation
 10. der Organisation

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

LE MONDE

AUJOURD'HUI

LE MONDE — 9-10 janvier 1977 — Page 9

RADIO-TELEVISION

Depuis deux ans, les nouvelles sociétés sont en place...

« Il n'y aura pas de trou dans l'antenne »

ANNIVERSAIRE

TRISTE second anniversaire pour la nouvelle télévision. Des réalisateurs en grève, des programmes de moins en moins originaux. Le ton des promesses devient modeste. On n'annonce plus le changement, mais des améliorations. Les négociations, disons plutôt le dialogue de sourds, avec les artistes-interprètes, révèlent d'étonnantes blocages. M. Edeline, P-D.G. de la S.F.P., désigné par le gouvernement comme médiateur dans le conflit, parle d'abandonner, mais ce n'est pas possible, alors il est reparti pour le premier ministre, celui-ci réitère les recommandations présentées en faveur de la création, manifestement on tourne en rond.

comme dans la fiction, jugé trop coûteux, n'est plus un champ où se rencontrent les styles, les goûts, les tendances artistiques, mais un marché où se négocient des produits internationaux sans surprise, à des tarifs qui suivent la fluctuation des monnaies. A part le mercredi soir sur TF1, par exemple, il n'y a plus de créneau régulier où on soit assuré de trouver une œuvre originale de fiction.

Service public ? au sens large...

Les téléspectateurs sont en droit de se demander à quel coût leur redonne lorsqu'on leur propose une structure de programmes calquée sur des modèles privés anglo-saxons, avec les mêmes défauts, et les mêmes éductions : des films, des téléfilms qui ressemblent à des films, et des coups d'éclat, dont la portée dépasse heureusement le tapage publicitaire, ainsi les débats sur l'aveu et sur la Section spéciale. Truffes de publicités, vidéos d'actualité, les soirées télévisées ne répondent plus au concept de « service public » qu'avait eu M. Edeline. De la même manière que les programmes d'Europe 1 et de R.T.L. Mais ces dernières entreprises sont des entreprises commerciales. Nul doute que les responsables de la télévision, au gouvernement, dans les chaînes, ne désirent mieux faire.

Mais quelle catastrophe serait susceptible de les faire passer à l'acte ? En 1975, il s'agissait d'écarter un passif imaginaire, celui de l'O.R.T.F. : on venait en 1976. On n'a rien vu. En 1977, il s'agit sans doute pas de se lancer dans des entreprises de longue haleine : les mandats des dirigeants arrivent à terme. On peut simplement espérer qu'ils veulent finir en beauté. Ce serait la meilleure manière de se faire regretter. Ou de rester.

MARTIN EVEN.

RÉÇUS successivement par Jean-Pierre Elkabbach, les présidents des trois sociétés de programmes ont répondu aux questions de divers journalistes spécialisés, au micro de France-Inter. Leurs questions ont d'abord porté sur le conflit avec les artistes-interprètes, sur ses conséquences et son issue possible. Ainsi, tout naturellement, les responsables des chaînes de télévision ont été conduits à parler de leurs projets pour 1977, dernière année de leurs mandats respectifs. Ils ont évoqué ce qu'était ou plutôt ce que devrait être selon eux la télévision. Tous se sont attachés sur les moyens à mettre en œuvre pour faire une meilleure part à cette « création » recommandée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

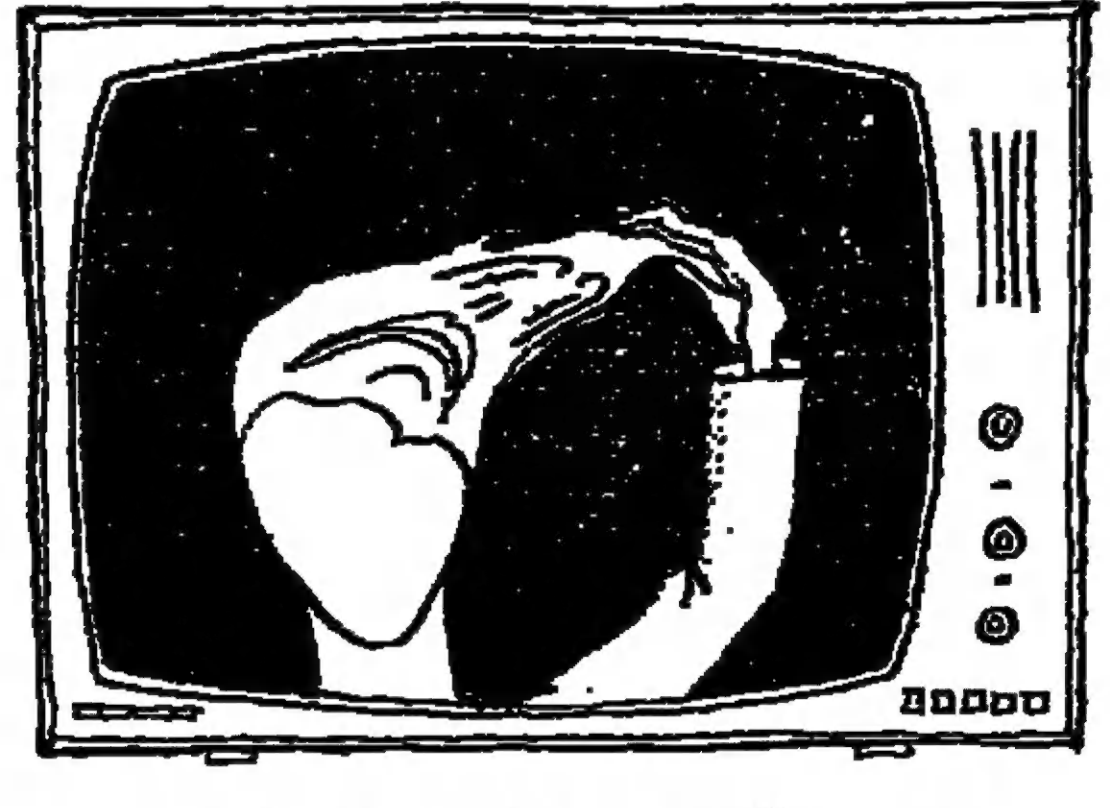
Ils ont déploré en particulier le manque de coordination, tout en faisant état des difficultés découlant d'une vraie coordination — les sondages étant à la clé, sinon la clé, de ce débat. La grève, qui dure depuis le 18 novembre, est pour M. Cazeneuve « extrêmement gênante », « très désagréable », tandis que M. Julian se trouve « le premier puni » et « essaye d'assumer ». Et il reconnaît la médiocrité des programmes diffusés le soir de Noël et du Jour de l'an, les émissions en direct prévues pour ces jours de fête ayant été plus qu'incertaines. Mais il n'était pas question de diffuser des travaux enregistrés. Selon M. Contamine, le conflit atteint moins directement FR3, qui fabrique un nombre inférieur d'émissions spécifiques. Mais le président de la chaîne spécialisée dans la fiction ne « comprend pas qu'on reproche aux sociétés de programmes de ne pas faire de créations : elles ne demandent que cela (...) mais tout cela se traduit par de l'argent. Ce sont les fonds qui manquent le plus ».

Sur les moyens de sortir du conflit, les présidents n'ont guère

répondu. « Il n'y aura pas de trou dans l'antenne », a dit M. Cazeneuve : « Nous avons des films de cinéma en réserve pour trois ans », a affirmé M. Julian, qui pourtant s'est réuni avec MM. Contamine et Cazeneuve le jeudi 6 janvier pour étudier la possibilité de faire en commun des émissions (sur les émissions de l'après-midi en particulier), de trouver de nouvelles ressources, de remplacer les feuilletons américains par des rediffusions françaises. « Dans la mesure où le fait de lancer des productions françaises est synonyme de qualité », a cependant noté M. Cazeneuve, pour qui la qualité égale création.

« Le reste serait vaines promesses ! »

Paradoxalement, FR 3, en cette fin d'année, peut se vanter d'avoir consacré une bonne part à la création et le président de cette chaîne spéciale, et régionale, a pu faire état de projets bien définis pour 1977. Déjà une production « dramatique » originale s'intercale entre les films cinématographiques une fois par semaine. C'est « Cinéma 16 ». Mais FR 3 portera son effort de 1977 sur les programmes des week-ends, avec une heure complète de télévision d'expression régionale le samedi après-midi (un « Samedi entre nous » pour chacune des onze régions). Le jeudi soir, le journal de 22 heures de la troisième chaîne sera étoffé par un dossier, le dimanche après-midi, FR 3 diffusera « Espace musical » en collaboration avec Radio-France. Des émissions de fiction supplémentaires (dramatiques historiques en particulier) sont prévues. Et, tandis que TF 1 et A 2 retransmettront simultanément le Tournoi des cinq nations, M. Contamine se propose de rediffuser certaines émissions de « Cinéma 16 ». Car, selon lui, « la seule réponse au manque de coor-



La grève des comédiens, vue par Bonnaïff.

dination, ou à l'impossibilité de celle-ci, c'est... la rediffusion ». Si la concurrence est pour M. Jean Cazeneuve un stimulant bénéfique, elle a ses revers et entraîne des risques de doublons. M. Cazeneuve, faisant fi des sondages, proposera sur TF1, le mardi, à une heure de grande écoute, une émission ethnographique sur l'Amazonie. Pour M. Julian, « la coordination ne peut avoir d'effet et de commencement qu'en fonction du cahier des charges » et, a-t-il dit, si deux films passent le lundi soir sur TF1 et FR3, A 2 ne peut que diffuser « quelque chose qui ne soit pas trop concurrentiel, qui ne souffre pas trop... ». Ceci par simple respect des auteurs qui travaillent : « Je dois savoir les gens dont j'ai le charge », a ajouté l'ancien éditeur.

M. Julian souhaite que les sondages deviennent « moins noctifs, moins sots ». Pour lui, le public, si on ne lui donne que des films, « serait content », « Mais, a-t-il dit, ce que je veux faire n'a rien à voir avec ce que je fais. Nous sommes à l'intérieur d'un système. Le problème n'est pas un manque d'argent, ce n'est pas aux sociétés nationales de télévision de donner le mauvais exemple en versant des salaires supérieurs... ».

M. Julian prévoit pour 1977 « des améliorations de programmes et de créations », ceci dans les limites fixées « au plan de l'Etat ». Mais il s'engage à repérer ces améliorations auprès des comédiens. « Le reste serait vaines promesses », a-t-il conclu.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Non au télécinéma

par JACQUES SICLIER

DU dimanche 19 décembre 1976 au dimanche 2 janvier 1977, pendant la période dite « des fêtes », les trois sociétés de télévision ont diffusé 38 films de long métrage (dont 18 français), qui se répartissent comme suit : 10 sur TF1 (dont 4 en soirée), 16 sur A 2 (dont 4 en soirée), 12 sur FR 3 (tous en soirée).

FR 3, qui est, de par son cahier des charges, « la chaîne du cinéma », n'a augmenté son contingent habituel que d'un film diffusé le vendredi 31 décembre à 0 h. 20. TF 1 a ajouté trois films certains après-midi. Antenne 2, qui n'avait pas utilisé, au cours de l'année, le contingent auquel elle a droit, a organisé pendant les deux semaines, du lundi au vendredi, un ciné-club à 16 h. 45 (une bonne heure d'écoute), ce qui l'a donc amenée à un nombre de films supérieur à celui de FR 3.

Quant aux comédiens, qu'on ne saurait trop soutenir dans leur combat, ils réclament justement, avec l'assurance d'un volume annuel de travail, la garantie raisonnable d'œuvres de création. L'abandon des films achetés à l'industrie cinématographique et des téléfilms venus de l'étranger est en train de tuer la télévision en grignotant le terrain où s'exercent les qualités professionnelles, non seulement des acteurs, mais encore de la plupart des réalisateurs et techniciens qui avaient choisi dans l'enthousiasme d'être des téléastes, de tout inventer au fil des années.

Vive le cinéma donc ! Dans ces trente-huit films « tout public » — qui furent signalés dans nos programmes au moment de leur diffusion — il y en avait très peu de médiocres par rapport à une forte majorité d'œuvres de qualité artistique et commerciale. Si l'on ajoute à cela les téléfilms américains (feuilletons ou non) et les deux productions spéciales « Le Jeune Homme et le Lion », réalisées par Jean Tonnochy (TF 1) et « Les Beaux Messieurs de Bois-Doré », réalisés par Bernard Borderie (A 2), téléfilms français à épisodes, les programmes de fin d'année de la télévision française ont été placés sous le signe du spectacle cinématographique. Si bien que, pendant deux semaines, nos trois sociétés de télévision nous ont offert des programmes analogues à ceux de Télé-Monte-Carlo et de Télé-Luxembourg, chaînes périphériques privées.

Films de cinéma, téléfilms étrangers, sont des produits déjà amontés ailleurs et dont l'achat des droits de diffusion, on le sait, revient beaucoup moins cher que la production d'émissions dramatiques. Ce sont aussi, surtout les films, des produits qui plaisent aux spectateurs et donnent de bons sondages. Tout est là. Les chaînes, maintenant concurrentielles, ne recherchent plus que la facilité, nous donnent pour « créations », des tribunes et des débats ou des émissions en direct, et ne songent qu'à la gestion et aux indices d'écoute. Elles hésitent à passer des commandes de produits télévisuels à la S.F.P. (Société française de production), dont les tarifs sont élevés.

Et qu'importe si les films en cinémascope sont massacrés au petit écran, si les films en couleurs sont encore vus par beaucoup de téléspectateurs en noir et blanc. Le cinéma sert à masquer les difficultés, ou les tares, de systèmes établis après l'éclatement de l'O.R.T.F. Le public suit. Il aime le spectacle et les films, ce qui est, tout compte fait, le meilleur. Du même coup, ce public délaisse les salles, surtout en province, où le choix des films est limité (il faut au moins « King Kong » ou « Barry Lyndon » pour qu'on sorte de chez soi), ce qui contribue à aggraver la crise du cinéma français.

Trente-huit films en deux semaines à la télévision, c'est trop, beaucoup trop. Une dizaine de films par semaine (dont quatre à cinq pour FR 3), dans la situation « normale », c'est encore trop. Il devient urgent de remédier à cela.

A part le « Chanteur » inachevé d'Avery (seul grand création présent cette année et d'ailleurs solide de la grève), aucune production de prestige n'en

POINT DE VUE

RECONSTITUER L'O.R.T.F.

par PIERRE ANDREU (*)

M ROBERT BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, répondant à M. Le Tao, qui, se faisant l'interprète du sentiment général, avait demandé la création d'un « organisme coordinateur » entre les sept sociétés nées de l'éclatement, de la mort de l'O.R.T.F., a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il n'en était pas question, car ce serait « reconnaître l'O.R.T.F. » et que tout marchait très bien comme cela. On comprend très bien l'extrême difficulté que M. Boulin, porte-parole du gouvernement et de M. Giscard d'Estaing, a eue à reconnaître, à reconnaître que tout ne va pas très bien dans le fonctionnement des sept organismes et dans les programmes des trois télévisions, car ce serait, en même temps, donner tort à notre président de la République et avouer que l'un des premiers « gagistes » de M. Giscard d'Estaing, la fameuse réforme de l'O.R.T.F., imposée par lui en juillet 1974, a fait long feu. Pour bien comprendre tout cela, il faut revenir six, sept ans en arrière.

A la fin des années 60, il était devenu évident qu'il y avait des choses à changer dans le fonctionnement et dans le statut de l'O.R.T.F., qui, avec ses deux chaînes de télévision en pleine expansion, avait beaucoup grandi depuis 1960. Mais personne ne contestait alors les résultats obtenus, la qualité des programmes et le rayonnement de l'Office à l'étranger était extrême, je pouvais moi-même le constater tous les jours dans les pays arabes. M. Lucien Paye, universitaire éminent, diplomate remarquable, fut chargé par le gouvernement de mener une grande enquête auprès de toutes les personnes qualifiées en matière de radio et de télévision et d'étudier les réformes qu'il pouvait être souhaitable d'apporter à l'Office. Son enquête aboutit en 1970 à la publication d'un gros et remarquable rapport. Le « rapport Paye » concluait que, de toute manière, une politique de décentralisation, d'assouplissement des structures, devait être menée, mais ne préconisait aucunement, même dans son hypothèse la plus extrême, la disparition de l'Office. Lucien Paye, lui-même, penchait pour un système de type holding où une « société mère commune » aurait coïté un certain nombre de « sociétés filiales ».

La loi de juillet 1972, premier pas d'une transformation de l'Office, en créant sept règles (une règle de radiodiffusion, une règle de la première chaîne de télévision, une règle de la deuxième chaîne de télévision, une règle de diffusion et, en principe, trois règles pour les moyens de production vidéo, vidéo-mobilière et films pour la télévision) est sortie de là. En même temps, Arthur Conte était nommé directeur général de l'Office.

On peut dire aujourd'hui qu'avec Arthur Conte et toute la mascarade absurde que ce politicien de second plan a entretenu complaisamment autour de lui une année capitale, empoisonnée de plus par tous les relents de la publicité clandestine, a été alors perdue. De ces possi-

bilités nouvelles de gestion on ne sut rien tirer, si ce n'est publier des tonnes de papier (règlement, instructions 31, 32, 33, etc.) — les règles, sans substance réelle, apparaissaient plus comme un os jeté aux « réformateurs » que comme une saine tentative d'aller de l'avant — tandis qu'au contraire les syndicats, ne riant pas de ces incertitudes qui pesaient sur l'Office, commençaient à organiser cette guerre de harcèlement dont les motivations devaient devenir de plus en plus obscures pour le public. A l'automne 1973, Arthur Conte fut débauché. Nommé pour trois ans, son éviction était évidemment scandaleuse — il n'avait pas voulu, au dernier moment, être l'agent des basses œuvres de Philippe Malaud contre France-Culture, — mais sa direction de l'O.R.T.F., toute en attente de voix et de soutien, avait été, sur tous les plans, parfaitement négative. C'est alors que survint M. Marceau Long, et c'est ici que ce court récit devient vraiment édifiant.

M. Marceau Long est l'homme qui, placé à la tête de l'Office pour appliquer la loi de 1972, a accepté de faire le contraire de ce pour quoi il avait été nommé. Chargé de réformer, de décentraliser, il a accepté, quand le pouvoir a changé, en haut fonctionnaire zélé, de démanteler l'Office, d'en discipliner la destruction. En décembre 1973, il déclarait à l'A.F.P. : « Je veux réaffirmer ma volonté de préserver l'unité de l'Office. La décentralisation n'est qu'une forme de l'organisation du service public... Aucun des schémas que j'étudie ne comporte de risque de démantèlement de l'Office... ».

Les syndicats doivent être convaincus que ce n'est pas l'unité de l'Office qui est en cause mais son organisation trop centralisée ce qui était viable avec une chaîne de télévision ne l'est plus avec trois chaînes et des dizaines de stations en province et outre-mer.

C'est pourquoi il faut, d'une part, des structures centralisées et communes et, d'autre part, des structures décentralisées, le tout constituant l'O.R.T.F.

Et, à propos de la télévision, M. Marceau Long précisait : « Il ne s'agit pas de créer trois télévisions fonctionnant parallèlement en concurrence sauvage, mais d'avoir trois programmes et une seule politique des programmes... ».

Tout apparaît donc assez clair au début de 1974 : l'Office, puissance machine administrative, doit se transformer, mais, pour M. Marceau Long et le gouvernement, il n'est nullement question de s'en débarrasser. Six mois plus tard, tout est changé. L'Office, accusé de tous les maux, bête malade, gigantesque, dépensière, etc., doit être supprimé, vite, vite et sans délai. Qu'avait-il bien pu se passer durant ces six mois ? Un président de la République était mort et un autre lui avait succédé.

L'O.R.T.F. — on ne le sait généralement pas — a manqué être sauvé. Il aurait suffi que Georges

Pompidou vécût deux mois de plus. Le projet de réforme de l'O.R.T.F., dans le sens de la loi de 1972 et des déclarations publiques de M. Marceau Long, c'est-à-dire la création d'un certain nombre d'établissements publics « spécialisés », cofinancés par un puissant centre de coordination, avait été définitivement approuvé par l'avant-dernier conseil des ministres, présidé par G. Pompidou. M. Marceau Long avait été chargé de préparer pour le 1^{er} mai l'ensemble des décrets d'application. Entre-temps, Georges Pompidou mourut. En quelques semaines, tout ce qui avait été longuement et difficilement fait fut défilé.

Les temps annoncés par M. Marceau Long en septembre 1974 sont arrivés. Ils sont simplement arrivés peut-être un peu plus vite qu'il ne pensait. M. Boulin disait à M. Le Tao : « Si vous créez un « organisme coordinateur », vous allez « reconnaître » l'O.R.T.F. ».

Et bien, reconstituons l'O.R.T.F., et le plus tôt sera le mieux.

(*) Ancien responsable de bureau de l'O.E.T.P. pour le Proche-Orient.

ALAIN-MARIE CARRON

Le Monde

Service de presse

ABONNEMENTS

3000 GROS

FRANCE - DOM. - ÉTR.

100 F. 100 F. 100 F.

TOUS PAYS FRANÇAIS

PAY. VOUS NORMAUX

100 F. 100 F. 100 F.

ÉTRANGER

(CET ABONNEMENT)

1. BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

100 F. 100 F. 100 F.

II. - TUNISIE

100 F. 100 F. 100 F.

III. - ALGERIE

100 F. 100 F. 100 F.

IV. - MAROC

100 F. 100 F. 100 F.

V. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

VI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

VII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

VIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

IX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

X. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

XI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

XII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

XIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

XIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

XV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

XVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

XVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

XVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

XIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

XX. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

XXI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

XXIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

XXIV. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXV. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXVI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

XXVII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXVIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

XXIX. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

XXX. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

XXXI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXXII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

XXXIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

XXXIV. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

XXXV. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

XXXVI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

XXXVII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

XXXVIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

XXXIX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

XL. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

XLI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

XLII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

XLIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

XLIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

XLV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

XLVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

XLVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

XLVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

XLIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

L. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LIV. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LV. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LVI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LVII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LVIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LIX. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LX. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXIV. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXV. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXVI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXVII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXVIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXIX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXX. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXX. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXIV. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXV. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXVI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXVII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXVIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXIX. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXX. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXIV. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXV. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXVI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXVII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXVIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXIX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXX. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXX. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXIV. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXV. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXVI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXVII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXVIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXIX. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXX. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXIV. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXV. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXVI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXVII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXVIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXIX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXX. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXX. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXIV. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXV. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXVI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXVII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXVIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXIX. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXX. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXIV. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXV. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXVI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXVII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXVIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXIX. - SYRIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXX. - JORDANIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXI. - IRAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXII. - TURQUIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXIII. - ÉTATS-UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXIV. - CANADA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXV. - MEXIQUE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXVI. - COLOMBIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXVII. - VENEZUELE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXVIII. - CUBA

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXIX. - ÉCARTÉ

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXX. - ÉMIRATS ARABES UNIS

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXXI. - SAOUDIE ARABIE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXXII. - ÉGYPTE

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXXIII. - LIBAN

100 F. 100 F. 100 F.

LXXXXXXXXXXXXIV. - SYRI

RADIO-TELEVISION

Libres opinions

ET SI L'ON PARLAIT FRANÇAIS EN FRANCE ?

par JEAN THEVENOT

Journaliste, homme de radio, auteur de « Hé ! la France, ton français tout le camp ! » Jean Thévenot présente un autre aspect de la nouvelle télévision.

Le 31 décembre. Veille du premier jour d'application généralisée de la loi linguistique visant à rétablir le français dans les principaux secteurs où il a été démissionné.

Comme tant d'hébraïques que le plan Barre a dissuadé de sortir de chez eux, je regarde la télévision.

La télévision française.

20 h. 30. — TF 1 : Gala de l'Union. Le gala des incidents, dont on avait assuré qu'en tout cas il valait mieux ne pas en parler, est une bonne émission.

Oui, une excellente émission américaine, pour téléspectateurs américains.

A l'exception de trois ou quatre séquences de très bref dialogue avec des artistes français rentrant dans leur loge, tout le propos tenu, toutes les annonces faites à l'image (pardon : lui) étaient en anglais. Sauf une, à insérer au crédit d'éclat de l'Américain chargé d'annoncer Claire Motte.

Même Jean-Pierre Aumont crut bon de s'exprimer en anglais. Politesse à l'égard des hôtes américains, me dirait-on. Ces hôtes dont la chronique — sans parler de celle des bijoux de Mme Françoise Giroud — rapporta qu'ils avaient été plutôt gais ! Et les téléspectateurs français alors, point d'égards pour eux ?

Du moins aurait-on pu faire de cette étrange émission comme d'un film : la sous-titrer ou la doubler.

Chronomètre en tête, sinon en main, je peux affirmer que moins du tiers des propos et annonces en anglais ont été lus, du moins, plus exactement, résumés en français par une voix hors champ (pardon : off).

Pendant cette heure et demi-là, il fallait savoir l'anglais pour profiter totalement du spectacle.

22 h. 20. — Après la joyeuse histoire du Cachalot, qui aura été le bon moment de la soirée, spectacle (pardon : show) Jerry Lewis.

Cette fois, 99,99 % d'anglais, le 0,01 % étant fait des « Merci, merci beaucoup » de Jerry Lewis adressés au public de l'Olympia.

Car cette émission de grand soir de révélation n'était que la diffusion longue-ment diffusée (et sans un mot de commentaire en français) d'un enregistrement réalisé en ce temple parisien des variétés. C'est-à-dire qu'en l'occurrence on n'est pas une fois, mais deux, mais de multiples fois qu'il aura fallu à un public — à des publics français — savoir l'anglais pour être auditeur à part entière.

Ici, on me dira que Jerry Lewis, pour 50 %, c'est de la grimace, laquelle est universelle. Certes, mais restent les 49,99 %.

Près de moi, à Paris, des Alsaciens, suivent mon itinéraire télévisuel : « Ah ! si au moins on était en Alsace, on regarderait l'Allemagne ! ».

Ce qu'on peut-être fait les Alsaciens en Alsace.

23 h. 15. — Je passe à Antenne 2. Deux dames chantent en anglais. C'est le show Judy Garland — Liza Minnelli.

N'étant pas assez bête pour contester leur talent et pour ne pas apprécier la rencontre dans une même image de la mère, disparue, et de la fille, je regarde un moment. Puis je vais me coucher, de peur d'entendre du coup de coup de minuit, un de nos messieurs P.-D. G. promettre aux Français une bonne télévision française.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret présente une édition à 19 h. 45) ; vers 23 h. TF 1 dernière. Pour les jeunes : « Les Infos », de Claude Pernaut (le mercredi, 12 h. 30).

A 2 : 10 h. et 12 h. 15 (jusqu'au 2 janvier) ; 13 h. (les samedis et dimanches), le journal de Jean Louis ; 14 h. 30. « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches) le journal d'Hélène Vidé ; 20 h. Le journal de Daniel Bédikian, Didier Lecat et Patrick Poivre d'Arvor ; vers 23 h. Dernière édition.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55. « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche) 9 h. 15. A. Bille

ABREVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les abréviations (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir. ou aux articles de première page de l'encart. (a) indique des émissions sortant de l'ordinaire. (b) les programmes en cours et à venir diffusés sur les chaînes de contenu ; (c) les rediffusions ; (d) les émissions de radio en stéréo ; (e) les émissions de TF 1 relayées en province par FR 2.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le Monde de l'éducation n° 34, daté (janvier 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

Écouter, voir

LA LEÇON DE MUSIQUE :

MICHEL PORTAL. — Dimanche 9 janvier, TF 1, 22 h.

Pour tous ceux qui n'ont pas le loisir d'assister, le 14 janvier à Paris, à la création par Michel Portal du « Concert » de René Koeberling, voici, dans l'excellent studio de Miroslav Klavir, et en liaison avec France-Musique, une visite organisée de l'univers de la clavier, en compagnie de l'un des « grands » du genre, marginal illustre, interprète privilégié des « Domaines » de Pierre Boulez, époux de l'ensemble de free jazz « Portal unit », bon musicien, bon improvisateur, membre émérite de formations de chambre, dont la discographie va de Brahms à Stockhausen. A découvrir au cours de cette émission, voisinant avec la Sonate en fa mineur, de Brahms, Dédoulement, de Vinko Globokar, pour clarinette et deux tubas à pédale.

ESSAI : GÉNÉALOGIE DE LA MUSIQUE, PAR JACQUES ATTALI. — A partir du mardi 11 janvier, France-Musique, 22 h. 30.

C'est en préparant, pour France-Musique, une étude en forme de conférences sur les caractéristiques propres au « produit-musique » et à la condition du musicien selon les états de société, les forces économiques et le pouvoir politique que l'économiste Jacques Attali a eu l'idée de réunir ses réflexions dans un ouvrage, *Brûlé*, qui vient de paraître aux Presses universitaires de France. On pourrait cependant croire que sa démarche fut inverse, tant l'auteur se sent conduit à une « lecture » de textes, illustrée d'exemples musicaux. Le niveau zéro de la recherche radiophonique, donc. Ce qui n'empêche rien à l'intérêt du propos, sans doute le plus neuf qui ait été tenu, depuis Adorno, sur le rôle en société du sonore organisé.

Et quelle brillante défense a posteriori de la réforme de France-Musique que cette pensée polymorphe qui intègre dans sa progression particulière — ontologique et non historique — toutes les musiques, de toutes les époques et de toutes les origines.

TELEFILM : QUAND L'AMOUR VIENT. — Mercredi 12 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Les grands sentiments à l'échelle d'une ferme bretonne quand l'horizon se borne à l'église, la mairie et l'école. Paul, justement, aime l'institutrice. Pour ne pas être en reste, son frère également qu'on désigne, également célibataire, répond à une annonce matrimoniale. Rien d'héroïque, dans

cette chronique parassasse qu'interprètent, sans promesses (elles ne seraient pas de mise), Paul Cruchet, Michel Robin, Geneviève Malch. Mais un ton qui rappelle une réalisation antérieure et plutôt réussie d'Hervé Baslé, les *Prétendants* de Madame Berrou.

RETRANSMISSION THÉÂTRALE : LE BALADIN DU MONDE OCCIDENTAL. — Jeudi 13 janvier, TF 1, 21 h. 45.

Un jeune homme se réfugie dans un village, il gagne l'admiration de tous et de toutes en racontant qu'il a tué son père. Les vapeurs du whisky et celles des brouillards venaient de l'Océan font naître des farfadets dans la tête des Irlandais.

Le spectacle de Brigitte Jacques montre ces superbes affabulateurs prêts à quitter leur terre pauvre et catholique pour les Américains et trompent leur attente en inventant cet avatar truqué de la passion du Christ, l'histoire de ce garçon qui ne parvient pas à tuer son père et que son père finit par tuer. Sur cette pièce, Bernard Rothstein-Sobel, metteur en scène de théâtre lui aussi, a conçu un espace, celui d'un écran où se lisent la théâtralité et les idées, et où il n'est pas question de suivre les répliques comme au football.

SCIENCES : VOYAGE DANS LE COSMOS. — Vendredi 14 janvier, FR 3, 21 h. 30.

Lorsque les hommes sauront ce qu'est la Terre, lorsqu'ils connaîtront la modeste situation de leur planète dans l'infini, ils ne seront plus aussi fous, et vivront en paix, disait Camille Flammarion, qui consacra une grande part de sa vie de son énergie à l'astronomie, publiant ce qu'il est convenu d'appeler des ouvrages de vulgarisation. Ce « Voyage dans le cosmos », une série de six émissions réalisées par Monique Tosello et Jean Lallier, s'inscrit dans la logique du grand précurseur. Le premier numéro est une évocation-portrait de Camille Flammarion. On verra plus tard les nombreux astronomes amateurs, on écouterait les spécialistes, fous des étoiles et des constellations, on s'interrogera sur l'origine du monde, les troubles de Vénus et les caprices de Jupiter. L'émission scientifique est un genre difficile et il est courageux de ne pas oublier cette nouvelle astronomie populaire. C'est d'ordinaire l'affaire des clubs les plus fermés.

SÉRIE : TWO SHERIFS. — Samedi 15 janvier, A 2, 13 h. 45.

Cela tient de la série policière, du

western et du documentaire, et se présente comme « une série de non-fiction », en trois épisodes d'une heure. Ils ont été écrits et réalisés par Jean-Pierre Richard, qui a choisi deux sheriffs, et les a suivis pendant leur campagne, à l'ombre des élections présidentielles aux États-Unis.

Il y a le shérif de Paris (Texas), où la prohibition sévit toujours, celui de Flagstaff (Arizona), dans un comté où se trouve la plus forte concentration d'Indiens. Les émissions sont la chronique (brute, sans commentaire) de leur vie quotidienne, avec quelques portraits saisissants d'Américains moyens.

PHILOSOPHIE : PORTAIT DE NAHUM GOLDMANN. — Dimanche 16 janvier, TF 1, 10 heures.

Nahum Goldmann préside depuis quarante ans le congrès mondial des juifs. Celui que l'on a souvent surnommé « le pape des juifs » a récemment publié le *Paradise fait*, un livre composé de conversations enregistrées en français par Léon Abramovitch (*Le Monde* du 29 décembre). Cet homme qui « n'aime que les hommes hors du commun, et préfère rester seul avec Platon plutôt que de fréquenter le tout venant », cet homme dogmatique, clairvoyant, est aussi un politicien : il parle, et cette émission raconte son intelligence, son humour.

HEXAGONAL : MAURIAC OU L'ENRACINEMENT. — Dimanche 16 janvier, FR 1, 19 heures.

Malagar, Saint-Symphorien, Lange, Saint-Léger, Bazas : les lieux de François Mauriac, au carrefour de la Garonne et des Landes, ces lieux qui emplissent tous ses livres et qui lui ont plus que tout. Paul Pavot, le réalisateur de *Genêt*, est retourné là-bas : Mme François Mauriac, son fils Claude, sa petite-fille Anne Wlassenski, Gédéon Duthuron, président de l'Association des amis de François Mauriac, témoignent, racontent, se souviennent. Des extraits des films tournés à partir de *Thérèse Desqueroix*, du *Sagou* et de *Genêt* s'intercalent en heureux contrepoint. Emmanuelle Riva, Ferni Virioleux et Monique Lejeune, les interprètes, donnent leur sentiment. Seul Mauriac n'est pas là. Dimanche, il avait à lui tout seul, en vérité, une autre présence, une autre épaisseur. Ces impressions d'un automate 76 autour de Malagar sont un peu morbides. La petite Mauriac des « souvenirs » vaut moins que ce qui reste, l'œuvre d'un poète, d'un écrivain.

Les films de la semaine

LES TROIS LANCERS DU BENGAL, de Henry Hathaway. — Dimanche 9 janvier, TF 1, 17 h.

En ce temps-là (1935), on ne mettait pas en cause la politique coloniale britannique lorsqu'on racontait, à Hollywood, les exploits de la grande presse et les milleux industriels un Belmondo, qui rappelle à la fois *Citizen Kane*, d'Orson Welles, et la dynastie des Kennedy, enquêtant sur un accident d'avion comme dans *L'affaire Maitiff*. Ce film brillant et résolument moderne est l'équivalent d'un bon « thriller » américain.

LE GRAND RESTAURANT, de Jacques Bernard. — Dimanche 9 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Une parodie un peu lourde (dans sa deuxième partie) du film précédent (mardi 4 janvier), remontent dans le temps et débarrassent aux États-Unis, où ils sont considérés comme une menace. Un scénariste en mal d'imagination a inversé la situation de la *Planète des singes* pour continuer à en exploiter le succès. Le résultat n'est pas brillant, mais l'on ressent un malaise à la féroce « chasse au singe » de la fin.

LES ÉVADÉS DE LA PLANÈTE DES SINGES, de Don Taylor. — Mardi 11 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Cornelius Zira et Milo, échappés à la catastrophe du film précédent (mardi 4 janvier), remontent dans le temps et débarrassent aux États-Unis, où ils sont considérés comme une menace. Un scénariste en mal d'imagination a inversé la situation de la *Planète des singes* pour continuer à en exploiter le succès. Le résultat n'est pas brillant, mais l'on ressent un malaise à la féroce « chasse au singe » de la fin.

LA VIE D'EMILE ZOLA, de William Dieterle. — Dimanche 9 janvier, FR 3, 22 h. 30.

A cause de son évocation de l'affaire Dreyfus, ce film fut interdit en France jusqu'en 1952. Encore ne fut-il présenté qu'en version originale et avec des coupures. A revoir aujourd'hui pour apprécier le talent de Dieterle — alors cinéaste porte-parole de l'Amérique rosebeltrienne — dans cette reconstitution de la vie du grand romancier naturaliste et du combattant de la vérité et de la justice. Paul Muni est remarquablement Zola de « l'accusé ».

LA BOURSE OU LA VIE, de Jean-Pierre Mocky. — Lundi 10 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Un grand comique français (Fernandel) et un grand comique allemand (Heinz Rühmann) transportant des millions recherchent Jean Poiret pour le lui remettre alors que celui-ci les poursuit tout en croyant qu'ils ont volé l'argent. Chassé-croisé entre Toulouse, Montauban, Limoges et

Paris. Rythme de comédie burlesque.

L'HÉRITIER, de Philippe Labro. — Lundi 10 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Journaliste, écrivain, cinéaste et cinéaste, Philippe Labro lance dans la grande presse et les milleux industriels un Belmondo, qui rappelle à la fois *Citizen Kane*, d'Orson Welles, et la dynastie des Kennedy, enquêtant sur un accident d'avion comme dans *L'affaire Maitiff*. Ce film brillant et résolument moderne est l'équivalent d'un bon « thriller » américain.

LES ÉVADÉS DE LA PLANÈTE DES SINGES, de Don Taylor. — Mardi 11 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Cornelius Zira et Milo, échappés à la catastrophe du film précédent (mardi 4 janvier), remontent dans le temps et débarrassent aux États-Unis, où ils sont considérés comme une menace. Un scénariste en mal d'imagination a inversé la situation de la *Planète des singes* pour continuer à en exploiter le succès. Le résultat n'est pas brillant, mais l'on ressent un malaise à la féroce « chasse au singe » de la fin.

LA VIE D'EMILE ZOLA, de William Dieterle. — Dimanche 9 janvier, FR 3, 22 h. 30.

A cause de son évocation de l'affaire Dreyfus, ce film fut interdit en France jusqu'en 1952. Encore ne fut-il présenté qu'en version originale et avec des coupures. A revoir aujourd'hui pour apprécier le talent de Dieterle — alors cinéaste porte-parole de l'Amérique rosebeltrienne — dans cette reconstitution de la vie du grand romancier naturaliste et du combattant de la vérité et de la justice. Paul Muni est remarquablement Zola de « l'accusé ».

LA BOURSE OU LA VIE, de Jean-Pierre Mocky. — Lundi 10 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Un grand comique français (Fernandel) et un grand comique allemand (Heinz Rühmann) transportant des millions recherchent Jean Poiret pour le lui remettre alors que celui-ci les poursuit tout en croyant qu'ils ont volé l'argent. Chassé-croisé entre Toulouse, Montauban, Limoges et

Paris. Rythme de comédie burlesque.

L'HÉRITIER, de Philippe Labro. — Lundi 10 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Journaliste, écrivain, cinéaste et cinéaste, Philippe Labro lance dans la grande presse et les milleux industriels un Belmondo, qui rappelle à la fois *Citizen Kane*, d'Orson Welles, et la dynastie des Kennedy, enquêtant sur un accident d'avion comme dans *L'affaire Maitiff*. Ce film brillant et résolument moderne est l'équivalent d'un bon « thriller » américain.

passions humaines dans l'univers du quotidien. Partagé entre son métier de capitaine de remorqueur, sa tendresse pour sa femme malade (Madeleine Renaud) et sa nouvelle vie sentimentale avec Michèle Morgan, la femme apportée par la tempête, Jean Gabin échappait ici à la mythologie des films de Duvivier et Carné, et vivait, très simplement, un « drame humain ».

LE VINGT-QUATRE HEURES DE LA VIE D'UNE FEMME, de Dominique Desnoes. — Vendredi 14 janvier, TF 1, 14 h. 25.

Danielle Darrieux, femme délicate, meurtrie par une aventure sordide, erre, comme une héroïne d'Ophélie dans des palaces 1900 et le décor mélancolique de Bellagio, sur le lac de Côme. Une « vision » d'un roman célèbre de Stefan Zweig par un réalisateur qui fait du raffinement esthétique un art des sentiments. Méritait mieux, après avoir attendu trois ans une diffusion, que cette programmation un vendredi après-midi. Mais les droits venaient à expiration.

LANCÉLOT DU LAC, de Robert Bresson. — Vendredi 14 janvier, A 2, 22 h. 50.

Un film pensé, porté par Bresson pendant vingt ans. Le fin des chevaliers de la Table Ronde, l'amour humain et l'amour mystique, la quête métaphysique. Enfermés dans de lourdes armures, les acteurs sont réduits à des yeux, à des visages. Dédaignant tout effet spectaculaire — ce qui n'empêche pas la violence des combats — Bresson part d'une réalité dépeuplée pour aboutir au symbole. Images et bruits sont comme les motifs d'une partition musicale. Dans ce film hiératique, quasi téralgique, s'exprime la quintessence du cinématographe selon Bresson. C'est l'aboutissement de ses recherches esthétiques, thématiques et stylistiques.

LES SEINS DE GLACE, de Georges Lautner. — Dimanche 16 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Adaptation « française »

d'un roman de Richard Matheson dont Georges Lautner, malgré de louables efforts pour créer un climat d'angoisse, n'a pas retrouvé la ténacité atmosphérique. Reste le mystère de Mireille Darc, contre lequel se cogne Claude Brasseur, dont le personnage vient au premier plan de l'histoire.

AVENTURES EN BIRMANIE, de Raoul Walsh. — Dimanche 16 janvier, FR 3, 22 h. 30.

La réalité de la guerre (contre les Japonais) dans un film qui, malgré ses acteurs et le mythe d'Errol Flynn, ne se présente pas comme une fiction hollywoodienne. Faits et gestes des combattants, violence et cruauté des affrontements, on croirait parfois assister à la projection d'une bande d'actualités. On appréciera, une fois de plus, l'œuvre de ce maître, cette mise en scène « documentaire ».

A BOUT DE SOUFFLE, de Jean-Luc Godard. — Lundi 17 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Quand la « nouvelle vague » prend d'assaut le cinéma de papa, Godard, insolent, agressif, était aux premières lignes. Manifeste esthétique — et anarchiste — ce film, tourné comme un reportage, mené à toute allure, sans construction dramatique ni scènes de transition, avec de faux raccords et des fautes volontaires de « grammaire », rappelle, aujourd'hui, la naissance du cinéma de Godard et celle de la vedette Belmondo.

LA NUIT DES GÉNÉRAUX, d'Antoine Livadi. — Lundi 17 janvier, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de Hans Helmut Kirst sur le fond de l'apocalypse de la deuxième guerre mondiale, un chef de la police militaire allemande cherche à démasquer un général nazi maniaque sexuel et tueur de prostituées, un suspense hollywoodien parfaitement conduit. On peut se laisser entraîner dans les méandres policiers, militaires et psychanalytiques de l'intrigue.

Samedi 8 janvier

Dimanche 9 janvier

Lundi 10 janvier

Mardi 11 janvier

Mercredi 12 janvier

Petites ondes - Grand

مكتبة من الأصل

RADIO-TELEVISION

Jeudi 13 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Emissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 14 h. (III). Emissions pédagogiques : Les vingt-quatre heures de la vie d'une femme ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Emission consacrée aux formations politiques : L'opposition ; 20 h. 30. Feuilleton : La famille Cigale, de G. Sire et J. Pignol ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besançon.

Les nouvelles économiques, avec M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, et M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. ; 22 h. 25. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Accordéons en balade ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame... ; 15 h. (R.). Série : Les rues de San Francisco ; 18 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35. Le

palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La télé. ; 20 h. 30 (R.). Retransmission théâtrale : Le Baladin du monde occidental, de J. Millington Synge. Mise en scène B. Jacques. Réal. B. Rothstein. Avec Ch. Rist, J.-P. Collin, M. Beaune, B. Jacques.

La mort de Robert Boyer (le « Juste ») : un symbole de révolte contre le pouvoir établi et de solidarité avec les traditions antiques, comme « le » de la pensée française, éternel écrivain, « baladin du monde occidental ». La retransmission télévisuelle d'un spectacle.

22 h. 10. Variétés : Vous avez dit bizarre.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : L'Association Economique et Humanisme ; 20 h. Les jeux ; 20 h. 30 (R.). (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Remarques » de J. Grémillon (1940) avec J. Gabin, M. Mureau, M. Renaud, F. Ledoux, J. Marchat. (N.).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : « Intrigues et lueurs de l'ère japonaise » par H. Tournier ; 8 h. 30. Armand Lunel ; 8 h. 50. En danger pays ; 9 h. 7. La matrice de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2 (R.). Célèbres. suivi de Travail musical, par C. Lelercq ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des arts : 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Maître d'honneur », de C. Faraggi ; 14 h. 45. Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture. Deux heures pour comprendre le Japon ; 17 h. 8. Les Français s'interrogent ; 17 h. 15. Heures de pointe ; 18 h. 2. Un rôle, des voix ; 18 h. 30 (R.). Poésie ; 19 h. 45. Histoire d'un paysan avant la révolution, d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 19 h. 30. Poésie interrompue ; 20 h. (R.). Nouveau répertoire dramatique de France-Culture : « Le Ciel ouvert » d'Yves Heurte ; 22 h. 20. Entrées avec J.-P. Richard ; 22 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; 10 h. 45. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles. Nouvelles auditions (A. Casanova, A. Moens, K. Makino, D. Kleier) ; 15 h. 22. Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J. P. Marty, avec N. Loh, « Ophélie », « Ophélie », « Ophélie » (Liszt), « Capriccio sur le nom de Schubert » (N. Loh), « Symphonie n° 2 » (Schubert), 17 h. Echanges internationaux : « Sonate pour violon et basso continuo en sol mineur » (G. Tartini) ; 17 h. 15. Nouveaux talents, première diffusion : le pianiste bulgare Anton Dikov ; 18 h. 2. Écoute, magazine musical ; 19 h. Jazz Time ; 19 h. 40. La chanson d'histoire, par G. Condé... « Retournons à l'ancien et à ce sera un progrès » (Monteverdi, Mozart, Bellini, Berlioz, Verdi) ; 20 h. 20 (R.). Été de Carthage 1976... Chœur d'hommes de l'Opéra de Vienne et Orchestre philharmonique de Vienne, dir. K. Böhm : « Messe en mi bémol majeur D 959 » (Schubert), avec P. Schreier, ténor, W. Krenn, ténor, M. Berry, basse, et les Petits Chanteurs de Vienne ; 21 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens ; 22 h. 30 (R.). Généalogie de la musique... « Petites histoires de la condition des musiciens » (Moyen Âge et Renaissance, C. Messiaen, Bach, Haendel, Berlioz) ; 0 h. 5. Non accrédité. Radiastar ; 1 h. Cornélius la Mandragore et Béla le Golem... G. Ligeti.

Vendredi 14 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Emissions régionales ; 14 h. 5 (III). Emission pédagogique : La vie d'une femme ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Journal des médias et des mal-entendus ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame... ; 15 h. (R.). Série : Les rues de San Francisco ; 18 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35. Le

palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La télé. ; 20 h. 30 (R.). Retransmission théâtrale : Le Baladin du monde occidental, de J. Millington Synge. Mise en scène B. Jacques. Réal. B. Rothstein. Avec Ch. Rist, J.-P. Collin, M. Beaune, B. Jacques.

La mort de Robert Boyer (le « Juste ») : un symbole de révolte contre le pouvoir établi et de solidarité avec les traditions antiques, comme « le » de la pensée française, éternel écrivain, « baladin du monde occidental ». La retransmission télévisuelle d'un spectacle.

22 h. 10. Variétés : Vous avez dit bizarre.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

En 1915, une femme du monde rencontre dans un cabaret, au bord d'un lac, un jeune homme à la dérive, le suivit du suicide et vit, avec lui, un amour sans lendemain.

17 h. 25 (III). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : La lune papa ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 18 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Téléfilm américain : Les survivants de la forêt perdue ; 21 h. 25. L'Amérique qui vit une fille de famille à son domestique qui, devenu son ami, cherche à en tirer profit.

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

LE STATUT MARXISTE

DANS un ouvrage, aussi clair et précis que passionnant, Labica expose la genèse du marxisme de 1841 à 1848 et met en pleine lumière, sans le privilégier, le rôle d'Engels, si souvent méconnu. Le problème central est celui du statut marxiste de la philosophie : c'est autour d'elle que se noue tout le débat, c'est par sa disparition qu'il se dénoue.

Jusqu'en septembre 1845 Marx et Engels ont cheminé à part, mais, si leur itinéraire est différent, il est parallèle. Après leur rencontre à Paris, ils cheminent ensemble, totalement unis, même si Marx est plus « théoricien » et Engels plus « militant ». Pour tous deux, en 1845-1846, la philosophie est une question qui commande tout : la question de la philosophie pour le marxisme est qu'en est-il dans le marxisme ? — est résolue. Cette question résulte de la situation en Europe. Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, les bourgeois ont généralement cessé de véhiculer le processus révolutionnaire, les prolétaires assurent le relais. Mais le processus varie dans les divers pays, et c'est de cette situation que Marx et Engels vont partir.

Les trois pays les plus civilisés offrent trois « modèles » différents et constituant ce qu'on a appelé une « triade » : l'Allemagne, la France et l'Angleterre. L'Allemagne, qui forme treize-vingt États, compense son retard pratique par une avance théorique : elle s'est émancipée spirituellement grâce à la Réforme d'abord, à Hegel ensuite et à ceux qui l'ont suivi tout en la critiquant, comme Feuerbach, Schlegel et autres. La France a émancipé les mœurs et pas seulement les esprits : la révolution de 1789 inaugure une triade nouvelle politique et, depuis Leroux, le terme de socialisme est devenu commun. L'Angleterre fait une sorte de synthèse entre l'Allemagne idéaliste et la France matérialiste : chez elle l'opposition du paupérisme et de l'aristocratie de l'argent est à son sommet et produit déjà un certain développement du prolétariat.

Dès 1843, Engels disait que ces trois pays ont découvert la nécessité d'une révolution complète des rapports sociaux, et que les Allemands sont arrivés à cette conclusion philosophiquement, les Français politiquement et les Anglais philosophiquement et les Anglais philosophiquement et les Anglais philosophiquement.

Le statut marxiste de la philosophie, par Georges Labica, éd. Complexe (Bruxelles), coll. « Dialectique », distribution Presses universitaires de France, 328 p.

giale pratiquement. Lénine dira plus tard que le marxisme est la synthèse de la philosophie allemande, du socialisme français et de l'économie anglaise. En tout cas, c'est bien d'abord la relation et l'unité de ces trois modèles qui cherchent Marx et Engels. L'idée directrice, très délicate, sera celle de l'union de la théorie et de la pratique : dès 1845, Engels envisageait une alliance entre « les philosophes pour penser » et « les ouvriers pour combattre avec nous », et Marx a assez dit que la révolution devait naître de ceux qui pensent parce qu'ils souffrent et des ouvriers — et de ceux qui souffrent parce qu'ils pensent — les philosophes.

De cette recherche désormais commune, c'est Marx qui sera le penseur. Engels et lui avaient eu, séparément, le même itinéraire, où la lecture de Hegel a joué un grand rôle : lorsqu'il a découvert Marx, Engels a trouvé en lui la philosophie « structurée ». Puis, né en Allemagne, c'est de la philosophie allemande qu'il doit partir — de la philosophie hégélienne, objet de multiples critiques. La grande idée de Hegel est celle de l'histoire, d'une histoire logique qui a un sens et met fin aux constructions arbitraires. Mais cette histoire reste une histoire « en idée ». La critique marxiste découvre que la philosophie n'est que l'anticipation d'une réalité qui n'existe pas encore, d'une réalité à venir qui ne sera plus abstraite mais concrète. Mais est ainsi arrivé à l'union de la philosophie et du prolétariat : la fonction pratique, dans la dégradation de la bourgeoisie, ne peut être que celle des prolétaires.

En analysant et la philosophie allemande et la critique, encore théorique, qu'elle fait d'elle-même, Marx et Engels aboutissent à une véritable « sortie » par rapport à cette philosophie, mais elle reste encore une sortie dans la philosophie, et non de la philosophie. Tout le travail reste à accomplir sur ces deux notions, désormais liées, de philosophie et de prolétariat.

Marx et Engels, dès lors, veulent régler leurs comptes avec leur « conscience philosophique d'autrefois ». En 1845, Engels propose à Marx de « sacrifier l'intérêt théorique à l'efficacité pra-

tique ». Mais le « docteur Marx », sans refuser l'action, sans qu'il doit mener jusqu'au bout l'analyse critique qu'il a entreprise, et c'est ce qu'il va faire des *Manuscrits de 1844* à l'*Idéologie allemande*, de 1846 (en collaboration avec Engels), en passant notamment par les *Thèses sur Feuerbach*, où il ne s'agit plus d'interpréter le monde, mais de le transformer. Il n'a pas encore vu jusqu'à quel point la découverte de l'essence du prolétariat touche aux fondements de la philosophie et les mène à « philosophie et prolétariat » se substituer à « économie et prolétariat ». Engels sur-tout veut étudier et critiquer l'économie. En mars 1845, après son voyage en Angleterre, il montre que l'économie libérale aboutit à la division capital-travail, elle-même issue de la propriété privée.

Dans sa *Situation de la classe ouvrière en Angleterre*, il insiste sur la « concurrence » généralisée, les bourgeois s'affrontant pour la fixation du salaire maximum, les prolétaires se battent pour le minimum. Mais dans ses *Thèses sur Feuerbach*, Marx dégage la véritable idée directrice : elles saluent la terre promise par son nom, l'histoire, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux, la *praxis révolutionnaire*. Le livre capital, enfin, l'*Idéologie allemande*, fait le procès de la philosophie et limite le « parler philosophique » : la philosophie apparaît comme un procès de confiscation de l'existence véritable. Trois idées commandent l'ouvrage : la critique de la philosophie y est radicale — sa nature idéologique est démasquée, l'objet, enfin, d'un matérialisme non plus théorique mais pratique est mis au jour : c'est l'histoire.

L'histoire dégage ce que cachait la philosophie : la société bourgeoise, seul objet réel, matériel et daté, irréductible aux concepts, qui au contraire les explique, donne « la clé de leur intelligibilité quant à leur nature, statut et fonction ». La distinction de l'état et de la société civile est particulièrement éclairante : dans l'état, l'homme est le membre imaginaire d'une souveraineté chimérique ; dans la société civile, il n'est qu'un moyen qui devient le jouet de puissances

étrangères. L'état politique est spirituel, la philosophie le ciel des chrétiens, la société matérielle comme la terre des hommes. Le prolétariat français est le prolétariat comme le prolétariat anglais est l'économiste du prolétariat européen. La division du travail passe au premier plan. Elle est principe de contradiction, opposant activité intellectuelle et manuelle, jouissance et travail, production et consommation.

La base de la société est nettement dégelée : le mode de production et la forme des relations étroitement liées entre eux. C'est ce mode et cette forme que transformera la suppression de la division du travail et de la propriété privée, quelle suppose. Cette révolution est la condition fondamentale de la réappropriation des forces productives qui rendra l'individu à lui-même et lui permettra sa pleine réalisation. En cela, bien qu'elle lui soit opposée en bien des points, l'interprétation de Labica rejoint celle de Michel Henry (qu'il ne pouvait connaître) : le but du marxisme est la mutation de l'individu divisé en « individu total ».

La référence au socialisme français et à l'économie anglaise n'a donc pas été suffisante. L'exemple de Proudhon le prouve surabondamment : bourgeois et peuple à la fois, c'est-à-dire type même du « petit bourgeois », baloté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme. Il cherche à faire pour l'économie ce que Hegel a fait pour la religion et le droit : il fait des catégories économiques des « idées éternelles », il n'écrit pas une histoire profane — histoire des hommes — mais une histoire sacrée — histoire des idées. De même, Stirner prêche toutes choses par leur bout philosophique, réduisant l'histoire à l'histoire de la philosophie.

En 1847, Engels, dans ses *Principes du communisme*, déplace toutes les questions sur leur terrain propre, celui du matérialisme historique : la société bourgeoise est directement objet de science. En 1847 encore, il résume tout l'aquies dans une lettre à Karl Heinrich, où il montre que le communisme n'est pas une doctrine mais un mouvement, qu'il ne part pas de principes mais de faits : les communistes ne présupposent pas telle ou telle philosophie, ils s'approprient la philosophie, ils s'ap-

précient sur la connaissance scientifique de toute l'histoire passée et de ses résultats effectifs dans les pays civilisés. Il ne reste plus qu'à écrire le *Manifeste*.

Les trois sources d'où l'on était parti : philosophie allemande, socialisme français, économie anglaise, n'existent plus. C'est la philosophie qui les a contaminées. Mais au moins ont-elles donné naissance à un unique cours d'eau : la science de l'histoire. Pour Marx, désormais, il n'y a plus que deux sciences, la science de la nature, la science de l'homme ou l'histoire. On peut même parler d'une science unique, science de l'homme au fond, puisque, avec l'homme, l'évolution est devenue histoire, la nature étant entièrement liée au devenir humain. Cette science, suivant l'analyse de Labica, donne son sens à toute philosophie, fût-ce à une philosophie dite scientifique. Le titre de l'ouvrage — statut marxiste de la philosophie — implique sa démonstration : pour un marxiste, pas de philosophie.

LIVRES REÇUS

— *Critique de l'idéologie contemporaine*, essais de théorie dialectique, par Galvano Della Voie, traduit de l'italien par Pierre Mathias, PUF, 1976, 34 p.

— *Entre le néo-libéralisme et le néo-marxisme*, recherche philosophique d'une troisième voie, par Arthur Dia, traduit de l'allemand par Morand Kleder, Beauchesne, 1976, 39 p.

— *Les Etapes de la pensée sociologique*, par Raymond Aron, Sept idées, claires et documentées, sur les fondateurs : Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville et sur la genèse de la sociologie moderne — Durkheim, Parson, Weber. A sa naissance, la recherche sociologique est inséparable des conceptions philosophiques et d'un idéal politique, Gallimard, 1976, coll. « Tel », 29 p.

— *L'Invention des différences*, leçon inaugurale au Collège de France, par Paul Veyne. En histoire, comme en philosophie, n'est-il pas plus important de poser des questions que d'y répondre, d'avoir des idées que de connaître des vérités ? Le Seuil, 1976, 18 p.

— *Au-delà de Nietzsche*, par Pierre Lancel. A partir d'une excellente analyse critique de Nietzsche, l'auteur montre comment pourrait se construire dans le sillage de sa pensée une « société individualisante ». Ed. « La septième aurore », 1976, (B.P. 253.75024 Paris CEDEX).

Noël

LITANIES SECRÈTES

L'EGLISE en rougit peut-être dans ses sacristies, ou en sourit — j'en suis sûr — sous le complot de ses derniers chanoines : la pléiade populaire n'a pas encore été totalement exorcisée du cœur des gens simples. Pourtant depuis une quinzaine d'années on a eu, à l'occasion de Noël, des statues baroques — point toutes belles, si s'en faut — des saints proches du peuple.

On ne salue donc plus sainte Rita au bas d'une chapelle, ni non plus sainte Thérèse. Dans le Nord du moins, des fidèles continuent de lui honorer à la fin de chaque année. Oh ? Dans les occasions d'un grand quotidien régional, l'occasion ? La souscription de cet-à-là lance depuis trente ans, en décembre, et dont le produit — quelque 600 000 F, bon ou mal — est destiné, on s'en doute, au Noël des déshérités.

Ainsi, chaque jour durant six ou huit semaines, le journal publie-t-il la longue liste de ceux et celles qui versent leur don : quelques francs ou parfois un chèque bien rond. Souvent l'obole est anonyme ; plus souvent encore elle est accompagnée d'une petite phrase, humble et timide. Naguère on disait prière.

Pour la guérison des pieds de notre fille, s'il te plaît... Pour que sainte Rita protège ses enfants, demande cet-à-là. Et d'autres : « Pour que nous gardions la santé... » « Notre Dame du foyer, aide-nous... » « Pour le bonheur d'un jeune foyer... » « En l'honneur de sainte Rita, pour la guérison de mon frère et de sa femme... » « En l'honneur de Notre-Dame de la Sainte Trinité... » « Cet humble don d'une mainmise pour demander à Dieu par l'intercession... » « En remerciement à sainte Thérèse et à sainte Rita... » « Pour une famille qui souhaiterait voir leur fille (J) marcher un jour... » « Pour un peu de joie... »

Une longue litane de suppliques ; celles-ci ont été relevées parmi d'autres, dans un seul numéro du journal. Elles suffisent à composer un tome supplémentaire de ces « Prières secrètes des Français d'aujourd'hui » que fit publier, il y a peu de temps, un dominicain doublé d'un sociologue.

ALPHONSE THIÉRIER.

DIMINUTIFS

Minus, mini, mineur...

ANNONCES comme une révolution des mœurs, la minijupe n'a fait qu'une mini-carrière. Il y a belle lurette que les minimequins malgros et les grétoitantes minettes ont abandonné leurs tutus aux majorettes de dix ans, ou aux minères habitues à recueillir les laissez-pour-compte des modes adolescentes. Aujourd'hui, le gadget qui menaçait la déchéance industrielle textile a disparu des garde-robes, et les vendeurs professionnels hésitent à l'offrir aux plus désargentées de leurs clientes. Mais, détaché du nom jupe, le préfixe mini a poursuivi sa marche, enchaînant d'abord le discours publicitaire, puis la presse orale et écrite, avant de s'insinuer dans l'usage quotidien.

Voyez l'économie. De mini-cries en mini-regrets, de mini-hautes en mini-prix, les mini-voitures supent notre mince pouvoir d'achat. Qu'importe : la mini-informatique progresse, un mini-ordinateur vous permettra de mieux gérer votre mini-entreprise, et, à défaut, pour votre mini-budget, vous vous contenteriez d'une mini-calculatrice de poche. Cultivez un mini-jardin-fenêtre, installez un mini-atelier de bricolage avec son mini-outillage polyvalent, jouez au minigolf, assistez à de mini-spectacles, écoutez vos mini-cassettes, et votre transition mini-à mini sera de toutes vos mini-annonces de week-end pour faire de mini-croisières, de mini-séjours à la neige, de mini-circuits en minibus. Songez à votre santé, à votre ligne ; prenez de mini-pilules, de mini-vaccins, suivez de mini-cours, ayez un mini-séjour de beauté à domicile, préparez-vous de mini-repas grâce aux menus mini-caloriques.

Le minimum d'attention

La mode des diminutifs n'a pas manqué de préoccuper. Ronsard ne chantait-il pas son amant le ronsardelette, Mignonnelette, doucellette... ?

Mais la supériorité du mini passe-partout sur les finales en et ou éte n'est pas niée. Avant

Travail

ET LA VALORISATION DE L'INTELLECTUEL

TOUT de suite, une précision. Nul ne saurait trouver ici une quelconque critique à l'égard de mon frère le travailleur manuel. Et je ne puis qu'apprécier les initiatives qui tentent à la valoriser. Cela dit, je reviens à mon tour. La condition d'intellectuel n'est pas ce que l'on pense. Parmi les « manuels », il en est de riches — mon plombier n'est pas misérable — mais je n'ai pas remarqué que tous les possesseurs de yacht soient très intellectuels. Ah ! ce manichéisme. D'un côté, le manuel impécunieux, de l'autre, l'intellectuel opulent.

Un joli graphique comparait les revenus, pour quarante heures, d'un O.S. et d'un professeur. La disproportion est évidente. Toutefois, une statistique mérite le sérieux, et il conviendrait de ne pas oublier que le nombre d'heures de travail sont deux nombres différents. La présence effective sur le chantier — s'appelle-t-il chaire — n'est pas le

seul élément du train de travail commandant le train de vie. A côté des trois ou cinq heures de cours (quand ce n'est pas dix heures pour les assistants qui font un travail double pour un salaire qui est loin de l'être), il y a les inévitables consacrées à la préparation, aux corrections, à la recherche, à la quête d'une place à la bibliothèque ! Et nous passerons sur les frais qu'entraîne la préparation d'une thèse.

Mais du moins, cet intellectuel n'est-il pas un valeur reconnue, échelonnée, sûre, jouit-il d'une certaine considération, est-il admis comme indispensable à la société. Qu'en est-il des autres ? Je veux dire de ceux dont l'intellect n'est pas stimulé, dont le labeur ne saurait être reconnu ni par l'entreprise privée, ni par l'administration, ni par le secteur tertiaire. Combien de travailleurs du cerveau n'ont pas le quart du SMIC ? Et pas davantage la considération de leurs contemporains ? Combien de peintres, sculpteurs, écrivains, pour lesquels il est toujours assez de prévoir un 0,50 %.

A défaut de vivre

Pourtant, à défaut de vivre, ils existent ! Et ils ne sont pas tous ce que l'hagiographie présente. Ils ne sont pas tous flâneurs aux terrasses, abonnés au farniente mondain, « coquetés » impénitents. Il y a les laborieux que les gouvernements combient des seules bonnes paroles, qu'aucun syndicat ne prendra au sérieux, que l'opinion regarde avec le gentil mépris accordé aux clochards sympathiques, qui ne peuvent s'offrir les vacances du garagiste du coin. Les laborieux qui ne font pas de bruit, qui s'usent la vie, et l'intellect, pour autre... rien, ou ce que la postérité admirera, qu'on porte ! Les laborieux ignorés des échelles de valeur, mais qui contribuent à ce que les hommes ne laissent pas seulement de leur passage du béton et des armes sophistiquées.

Cela ne vaut pas une exposition, mais peut-être d'être dit, une fois.

Economie de chauffage

jusqu'à 25% avec le SURVITRAGE

- * Isolation des bruits jusqu'à 95 %
- * Dégrèvement fiscal.
- * Crédit durée 6 ans.
- * Posé par nos spécialistes sur toute menuiserie (Alu ou bois).
- * Efficace, économique.

Tél: 828.63.04 SODIC-FRANCE LE SPECIALISTE DE L'ISOLATION THERMIQUE ET PHONIQUE 144, rue de Javel-75015 PARIS

Information gratuite M. Adresse: Tél:

PRESSE

On est nourri...

LORSQUE j'ai débuté dans la profession, un vieux confrère m'a confié : « Pour réussir dans le journalisme, il faut un bon carnet d'adresses et un bon estomac ». La première proposition exprimait une évidence. Et je suis allé vérifier tout souvent le bien-fondé de la seconde.

J'en ai fait un repas dans un cercle célèbre et sèlect du faubourg Saint-Germain. Un dirigeant de la gauche répond à l'invitation des journalistes agricoles, sinon à leurs questions. Les maîtres d'hôtel l'ont ciré de leurs bords comme des boulets. Suit une viande blanche, desséchée, accompagnée de pommes grasses. Les fromages sont minables. Et du « petit » bordelais, mieux vaut ne rien en dire pour ne pas peiner les Girondins.

Le même jour, dîner dans un restaurant flambant pour un journaliste. Les journalistes de l'information rencontrent un membre du gouvernement et le gratin de l'industrie alimentaire. Allocations gentilles, congratulations rétrogrades, réponses évasives aux interrogations. Le champagne est agréable, mais fût-il tout se gâte : pâté de foie industriel, blancs d'Albano et de Bourgogne entassés, coquilles Saint-Jacques amputées, arrosées et châteaument du-pape légers, gigot triste et froids d'artichauts plateaux. J'ai battu en retraite avant la bombe glacée, les mignardises et l'armagnac.

Vendredi, déjeuner dans un grand hôtel de la rive gauche. L'hôte-major d'une grande organisation agricole, accompagné de son président, présente le rapport de son récent congrès. Poisson en sauce et blanc de l'Entre-deux-Mers bien frappé. Entrecoûte de bœuf à la broche, pommes au lard et bourguignon. Ce serait très facile d'être méchant si cela n'était pas coté trop cher à une organisation professionnelle qui n'est pas riche. Heureusement, vendredi soir, j'ai bien — très bien — dîné chez un ami.

Pourquoi roter à faire manger les gens lorsqu'il suffirait de leur parler ? Pourquoi leur infliger ces redoutables cuisines quand, de surcroît, on s'adresse à des journalistes agricoles ?

ALAIN GIRAUDO.

SOCIÉTÉ

ROLAND BARTHES AU COLLÈGE DE FRANCE

Portrait du sémiologue en artiste

Roland Barthes a prononcé vendredi 7 janvier sa leçon inaugurale au Collège de France, où lui a été confiée une chaire de « sémiologie littéraire ».

Professeur à l'Ecole pratique des hautes études, auteur de nombreux essais dont : « Mythologies », « Sur Racine », « Plaisir du texte », « Barthes par lui-même », Roland Barthes exerce sur la jeune littérature une fascination en partie liée à son refus des systèmes et de tous les pouvoirs.

Voici de larges extraits de sa leçon, bien à l'image de sa démarche, à la fois appuyée sur les sciences du langage et rebelle aux dogmes, andoyante, soucieuse de savoir, de son bon plaisir, bref : artiste.

A PRES les politesses d'usage et des allusions à ses anciens du collège, Michelet, Valéry, Merleau-Ponty, Benveniste, et à son collègue Foucault, Roland Barthes se frotte d'enseigner dans une institution sans « pouvoir ». Il s'en explique : « Et, pourtant, si le pouvoir était pluriel, comme les démons ? Mon nom est Légion », pourrait-il dire : partout, de tous côtés, des chefs, des appareils, massifs ou minuscules, des groupes d'oppression ou de pression ; partout des voix « autorisées » qui s'autorisent à faire entendre le discours du tout-pouvoir : le discours de l'arrangement.

Nous devrions alors que le pouvoir est présent dans les mécanismes les plus fins de l'échange

DEVANT
« LE POUVOIR »
INTELLECTUEL
AU GRAND
COMPLET

Si elle confirmait la tradition mondaine des leçons inaugurales, l'assistance fait sentir un peu le conférencier, selon qui le Collège de France est « hors pouvoir » et les écrivains, n'étant plus « dépositaires des valeurs supérieures », ne peuvent plus « faire parade ».

Outre Mme Lucie Faure et les académiciens Leprince-Ringuet, Lévi-Strauss et Fédéric Masurel, on remarque, en effet, MM. Benoit, Chatelet, Deguy, Delcros, Dori, Foucault, Greimas, Miller, Robbe-Grillet, Sollers, et, part le docteur Lacan, tout ce qui se situe à la pointe du savoir en vogue et constitue, le problème étant, un « pouvoir intellectuel » de fait.

Assis à leurs pieds ou hors du sanctuaire, des centaines d'étudiants goûtent la privation historique d'avoir été les premiers à apprécier la « précieuse ambiguïté » d'une science changée en « oubli » et en « savoir ».

social : non seulement dans l'Etat, les classes, les groupes, mais encore dans les modes, les opinions courantes, les spectacles, les jeux, les sports, les informations, les relations familiales et privées, et jusque dans les poussées libérales qui essaient de le contester.

Toute langue
est fasciste

Certains attendent de nous, intellectuels, que nous nous agitions à toute occasion contre le pouvoir ; mais notre vraie guerre est ailleurs : elle est contre les pouvoirs, et ce n'est pas là un combat facile ; pluriel dans l'espace social, le pouvoir est, symétriquement, perpétuel dans le temps historique : chassé, extirpé, il réapparaît là ; il ne dépérit jamais : faites une révolution pour le détruire, il va aussitôt revivre, rebourgeonner dans le nouvel état des choses. La raison de cette endurance et de cette ambiguïté, c'est que le pouvoir est le parasite d'un organisme trans-social, lié à l'histoire entière de l'homme, et non pas seulement à son histoire politique, historique. Cet objet en quoi s'inscrit le pouvoir, de toute éternité humaine, c'est le langage — ou pour être plus précis, son expression obligée, la langue.

Le langage est une législation, la langue en est le code. Nous ne voyons pas le pouvoir qui est dans la langue, parce nous oublions que toute langue est un classement, et que tout classement est oppressif : ordo veut dire à la fois répartition et commination. Jakobson l'a moins par ce qu'il permet de dire que par ce qu'il oblige à dire. Dans notre langue française, ce sont là des exemples grossiers, je suis astreint à me poser d'abord en sujet, avant d'énoncer l'action qui ne sera plus des lors que mon attribut ; ce que je fais n'est que la conséquence et la commination de ce que je suis ; de la même manière, je suis obligé de toujours choisir entre le masculin et le féminin, le neutre ou le complexe me sont interdits ; de même encore, je suis obligé de marquer mon rapport à l'autre en recourant soit au tu, soit au vous ; le suspense affectif ou social n'est refusé. Ainsi, par sa structure même, la langue implique une relation fatale d'aliénation.

Parler, et à plus forte raison discourir, ce n'est pas communiquer, comme on le répète trop souvent, c'est assujettir : toute la langue est une rectification généralisée. (...) La langue, comme performance de tout langage, n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement fasciste ; car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire. (...)

Nous, qui ne sommes ni des chevaliers de la foi ni des surhommes, il ne nous reste, si je puis dire, qu'à tricher avec la langue, qu'à tricher avec la langue. Cette tricherie salutaire, cette esquive, ce leurre magnifique, qui permet d'entendre la langue hors pouvoir, dans la splendeur d'une révolution permanente du langage, je l'appelle pour ma part : *littérature*.

Question de savoir

J'entends par *littérature* non un corps ou une suite d'œuvres ni même un secteur de commerce ou d'enseignement, mais le graphe complexe des traces d'une pratique : la pratique d'écrire. Je vise donc en elle, essentiellement, le texte, c'est-à-dire le tissu des signifiants qui constitue l'œuvre, parce que le texte est l'affaiblissement même de la langue, et que c'est à l'intérieur de la langue que la langue doit être combattue, dévoyée ; non par le message dont elle est l'instrument, mais par le jeu des mots dont elle est le théâtre.

Je puis donc dire indifféremment : littérature, écriture ou texte. Les forces de liberté qui sont dans la littérature ne dépendent

pas de la personne civile, de l'engagement politique de l'écrivain, qui, après tout, n'est qu'un « monsieur » parmi d'autres, ni même du contenu doctrinal de son œuvre, mais du travail de déplacement qu'il exerce sur la langue : de ce point de vue, Céline est tout aussi important que Hugo, Chateaubriand que Zola. (...)

Le paradigme que je propose ici ne suit pas le partage des fonctions : il ne vise pas à mettre d'un côté les savants, les chercheurs, et de l'autre les écrivains, les essayistes ; il suggère au contraire que l'écriture se retrouve partout où les mots ont de la valeur (savoir et science ont en latin la même étymologie).

Cunzio dit qu'en cuisine il faut « que les choses aient le goût de ce qu'elles sont ». Dans l'ordre du savoir, pour que les choses deviennent ce qu'elles sont, ce qu'elles ont été, il y faut cet ingérence, le sel des mots. C'est ce goût des mots qui fait le savoir profond, fécond. Je sais, par exemple, que beaucoup des propositions de Michelet sont raturées par la science historique ; il n'empêche que Michelet a fondé quelque chose comme l'ethnologie de la France, et que chaque fois qu'un historien déplace le savoir historique, au sens le plus large du terme et quel qu'en soit l'objet, nous trouvons en lui, tout simplement : une écriture.

L'influence de Brecht

La seconde force de la littérature, c'est sa force de représentation. Depuis les temps anciens jusqu'aux tentatives de l'avant-garde, la littérature s'affaire à représenter quelque chose. Quel ? Je dirai brutalement : le réel. Le réel n'est pas représentable, et c'est parce que les hommes veulent sans cesse le représenter par des mots qu'il y a une histoire de la littérature. (...)

On pourrait imaginer une histoire de la littérature, ou, pour mieux dire, des productions de langage, qui serait l'histoire des *expédients* verbaux, souvent très fous, dont les hommes ont usé pour réduire, apprivoiser, nier, ou au contraire assumer ce qui est toujours un défilé, à savoir l'indétermination fondamentale du langage et du réel. Je disais à l'instant, à propos du savoir, que la littérature est catégoriquement réaliste, en ce qu'elle n'a jamais que le réel pour objet de désir, et je dirai maintenant, sans me contredire parce que j'emploie ici le mot dans son acception familière, qu'elle est tout aussi obstinément iréaliste : elle croit sensé le désir de l'impossible. (...)

Après avoir examiné la fonction « utopique » du langage et la nécessité pour l'écrivain de se déplacer, de jouer, au besoin d'« abuser », pour échapper aux « récupérations », Roland Barthes en vient à sa définition « toute personnelle » de la « sémiologie ».

La sémiologie, en ce qui me concerne, est partie d'un mouvement proprement passionnel : il m'a semblé (alentour 1954) qu'une science des signes pouvait activer la critique sociale, et que Barthe, Brecht, Sauter, pouvaient se rejoindre dans ce projet ; il s'agissait en somme de comprendre (ou de décrire) comment une société produit des stéréotypes, c'est-à-dire des combles d'artifices, qu'elle consomme ensuite comme des sens innés, c'est-à-dire des combles de nature. La sémiologie (ma sémiologie, du moins) est née d'une intolérance à ce médianisme de mauvaise foi et de bonne conscience qui caractérise la moralité générale, et que Brecht a appelé, en s'y attaquant, le grand usage. La langue travaillée par le pouvoir : tel a été l'objet de cette première sémiologie.

La sémiologie s'est ensuite déplacée, elle s'est colorée différemment, tout en gardant le même objet, politique — car il n'y en a pas d'autre. Ce déplacement s'est fait parce que la société intellectuelle a changé, ne serait-ce qu'à travers la rupture de mai 1968. D'une part, des travaux contemporains ont modifié et modifient l'image critique du sujet social. D'autre part, il est apparu que dans la mesure où les appareils de contestation se multiplient, le pouvoir, lui-même, comme catégorie discursive, se divise, s'étendait comme une eau qui court partout, chaque groupe oppositionnel devenant à son tour et à sa manière un groupe de pression et entonnant en son propre nom le discours même du pouvoir, le discours universel : une sorte d'excitation morale a saisi les corps politiques, et lors même que l'on revendiquait en faveur de la jeunesse, la sémiologie littéraire serait le voyage qui permet de débarquer dans un paysage libre par désobéissance : ni anges ni dragons ne sont plus là pour le défendre ; le regard peut alors se porter, non sans perversité, sur des choses anciennes et belles, dont le signifié est abstrait, périmé : moment à la fois décadent et prophétique, moment d'apocalypse douce, moment historique de la plus grande jouissance. (...)

La force de l'oubli

De toute façon, la maîtrise littéraire disparaît, l'écrivain ne peut plus faire parade. D'autre part et ensuite, mai 68 a manifesté la crise de l'enseignement : les valeurs anciennes ne se transmettent plus, ne circulent plus, n'impressionnent plus ; la littérature est désacralisée, les institutions sont impuissantes à la protéger et à l'imposer comme le modèle implicite de l'humain. Ce n'est pas, si l'on veut, que la littérature soit détruite ; c'est qu'elle n'est plus gardée ; c'est donc le moment d'y aller. La sémiologie littéraire serait le voyage qui permet de débarquer dans un paysage libre par désobéissance : ni anges ni dragons ne sont plus là pour le défendre ; le regard peut alors se porter, non sans perversité, sur des choses anciennes et belles, dont le signifié est abstrait, périmé : moment à la fois décadent et prophétique, moment d'apocalypse douce, moment historique de la plus grande jouissance. (...)

Mort
du « grand écrivain »

La sémiologie serait, en somme, un artiste (ce mot n'est ici ni glorieux ni dédaigneux : il se réfère seulement à une typologie) : il

joue des signes comme d'un lurre conscient, dont il s'avoue, veut faire savourer et comprendre la fascination. (...)

Ses objets de prédilection, ce sont les textes de l'imaginaire : les récits, les images, les portraits, les expressions, les idiolectes, les passions, les structures, qui jouent à la fois d'une apparence de vraisemblance et d'une incertitude de vérité. J'appellerais volontiers « sémiologie » le cours des opérations le long duquel il est possible — voire escompté — de jouer du signe comme d'un rôle peint, ou encore : d'une fiction.

Cette jouissance du signe imaginaire est aujourd'hui concevable en raison de certaines mutations récentes, qui affectent plus la culture que la société elle-même : une situation nouvelle modifie l'usage que nous pouvons faire des forces de la littérature dont j'ai parlé. D'une part et tout d'abord, depuis la Libération, le mythe du grand écrivain français, dépositaire sacré de toutes les valeurs supérieures, s'effrite, s'extingue et meurt peu à peu avec chacun des derniers survivants de l'entre-deux-guerres ; c'est un nouveau type qui entre sur la scène, dont on ne sait plus — ou pas encore — comment l'appeler : écrivain ? intellectuel ? scripteur ?

De toute façon, la maîtrise

littéraire disparaît, l'écrivain ne peut plus faire parade. D'autre part et ensuite, mai 68 a manifesté la crise de l'enseignement : les valeurs anciennes ne se transmettent plus, ne circulent plus, n'impressionnent plus ; la littérature est désacralisée, les institutions sont impuissantes à la protéger et à l'imposer comme le modèle implicite de l'humain. Ce n'est pas, si l'on veut, que la littérature soit détruite ; c'est qu'elle n'est plus gardée ; c'est donc le moment d'y aller. La sémiologie littéraire serait le voyage qui permet de débarquer dans un paysage libre par désobéissance : ni anges ni dragons ne sont plus là pour le défendre ; le regard peut alors se porter, non sans perversité, sur des choses anciennes et belles, dont le signifié est abstrait, périmé : moment à la fois décadent et prophétique, moment d'apocalypse douce, moment historique de la plus grande jouissance. (...)

Roland Barthes conclut en indiquant la forme qu'il entend donner à son enseignement : « Ce que je souhaiterais pouvoir renouveler, chacune des années qu'il me sera donné d'enseigner ici,

c'est la manière de présenter le cours ou le séminaire, bref de « tenir » un discours sans l'imposer : ce sera là l'enjeu méthodique, la *questio*, le point à débattre. Car ce qui peut être oppressif dans un enseignement, ce n'est pas finalement le savoir ou la culture qu'il véhicule, ce sont les formes discursives à travers lesquelles on les propose. Puisque cet enseignement a pour objet, comme j'ai essayé de le suggérer, le discours pris dans la fatalité de son pouvoir, la méthode ne peut réellement porter que sur les moyens propres à déjouer, à déprendre, ou tout au moins à alléger ce pouvoir.

Et je me persuade de plus en plus, soit en écrivant, soit en enseignant, que l'opération fondamentale de cette méthode de déprise, c'est, si l'on écrit, la fragmentation, et, si l'on expose, la digression, ou, pour le dire d'un mot précieusement ambigu : l'*excurssion*. J'aimerais donc que la parole et l'écoute qui se tresseront ici soient semblables aux allées et venues d'un enfant qui joue autour de sa mère, qui s'en éloigne, puis retourne vers elle pour lui rapporter un caillou, un brin de laine, dessinant de la sorte autour d'un centre paisible toute une aire de jeu, à l'intérieur de laquelle le caillou, la laine, importent finalement moins que le jeu plein de cette qui en est fait. (...)

A cinquante et un ans, Michelet commençait sa *vita nova* : nouvelle œuvre, nouvel amour. Plus âgé que lui (en comprend que ce parallèle est d'affection, non d'infatuation), j'entre moi aussi dans une *vita nova*, marquée aujourd'hui par ce lieu nouveau, cette hospitalité nouvelle. J'entreprends donc de me laisser porter par la force de toute vie vivante : l'oubli. Il est un âge où l'on enseigne ce que l'on sait ; mais il en vient ensuite un autre où l'on enseigne ce que l'on ne sait pas : cela s'appelle *chercher*.

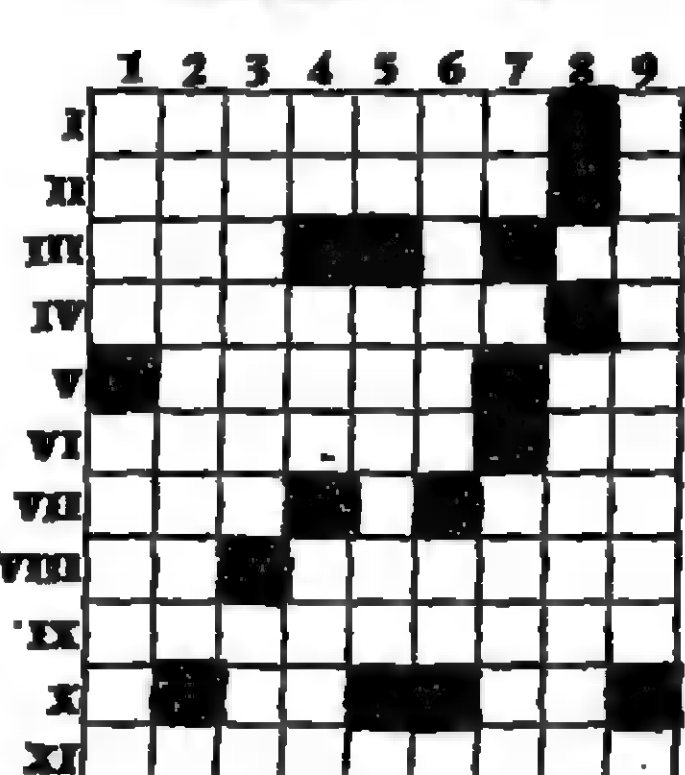
Vient peut-être maintenant l'âge d'une autre expérience : celle de *déapprendre*, de laisser travailler le remanement imprévisible que l'oubli impose à la sédimentation des savoirs, des cultures, des croyances que l'on a traversés. Cette expérience, je crois, un nom illustre et démodé, que j'oserai prendre ici sans complexe, au carrefour même de son sémiologie : *apertitia* : nul pouvoir, un peu de savoir, un peu de sagesse, et le plus de savoir possible.

(Les intertitres sont de la rédaction du Monde.)

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1657



HORIZONTALEMENT

I. Ne reste pas longtemps prescrit. — II. Respecte tout ce qui s'incine, abat tout ce qui lui résiste. — III. A une certaine dose de sang-froid, forme de devoir. — IV. Feras place nette. — V. A moitié rouge. Annonce certaines restrictions. — VI. Cherche la petite bête. — VII. Fin de parodie ; Vénérée par l'Eglise (abréviation). — VIII. Dans l'expression d'un regret ; Se manifeste à nouveau. — IX. Vraiment exagéré. — X. Lettres d'amour ; Permet d'écarter. — XI. Ne saurait être taxée de mauvais goût.

VERTICALEMENT

I. Dans le signalement de l'homme. — II. Les pièces ne sont ni à louer, ni à vendre. — III. Les yeux semblent préservés de toute sensation de froid. — IV. Remplissement d'aise

leur inventeur ; Le fait de le doubler n'ajoute rien à sa valeur. — 4. Accueillit avec froideur (épelle). Dans un certain sens, est idéalement carré ; Evoque une convention célèbre. — 5. Dénigne un terrain. Ont droit à tous les honneurs. — 6. Mettaient en lisse d'antiques assemblées ; Points opposés. — 7. Pronom épelle ; Chasse au paradis. — 8. Pas savoir. — 9. Ne manquent pas de tranchant.

Solution du problème n° 1656

Horizontalement

I. Réclut (cf. « fesse » et « vedette ») ; Aklia. — II. Couteau (cf. « fil ») ; Trlo ; RM (étymologie). — III. Rue ; Niche ; Yni. — IV. RM ; Le ; Thé. — V. Alsé ; Né ; Morse. — VI. NL ; Man. — VII. Uri ; Tailleurs. — VIII. Arras ; Réveur ; Oé. — IX. S.O. ; Macadam ; Nels. — X. Nla ; Iéna ; Eul. — XI. Dé ; Sen ; Nua ; BA. — XII. Re ; Selson ; Pte. — XIII. Pte ; Rouine. — XIV. Ere ; Léon ; Vénére. — XV. Lèche ; Bébel ; U.S.A.

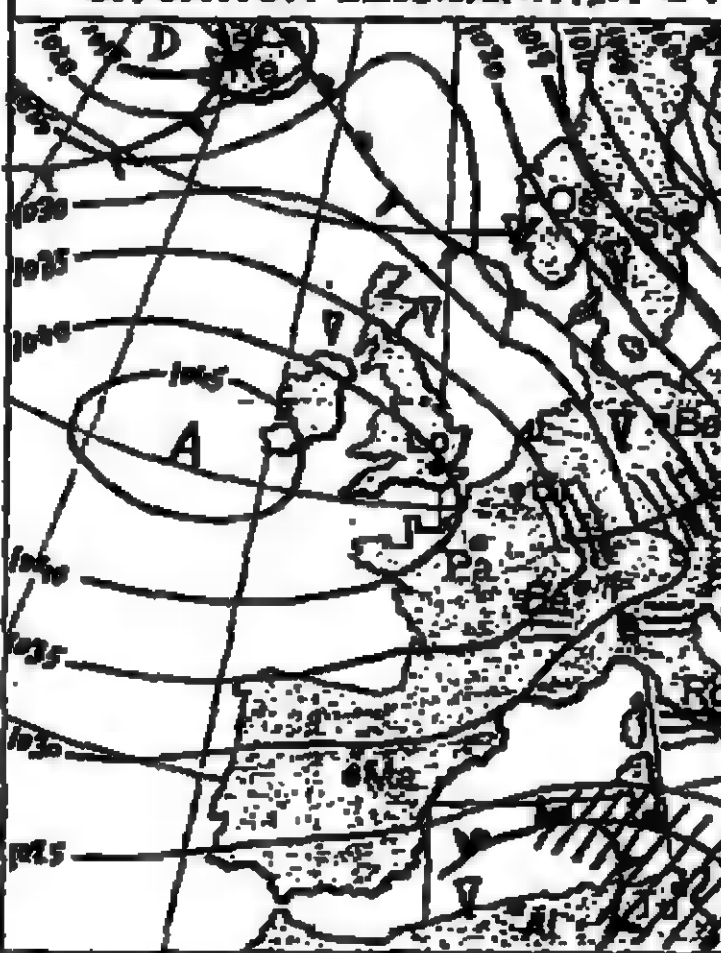
Verticalement

1. Echancure ; Nél. — 2. Outil ; Ronde ; Pa. — 3. Rubés ; Ur ; Le ; Pec. — 4. Et ; T6 ; Rama ; Se. — 5. Ce ; Mias ; Saule. — 6. Janina ; Eire. — 7. Pte ; Entraîne ; Ob. — 8. Clé ; Aède ; Orne. — 9. Thé ; Divan ; No. — 10. Are ; Léman ; Uve. — 11. Xi ; Goul ; Unel. — 12. Tel ; Ene ; né. — 13. Pte ; Et ; Pte. — 14. Lente ; Roturier. — 15. Amies ; Soies ; Ea.

GUY BROUÏ.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 JANV. 77 A 0 h G.M.T.

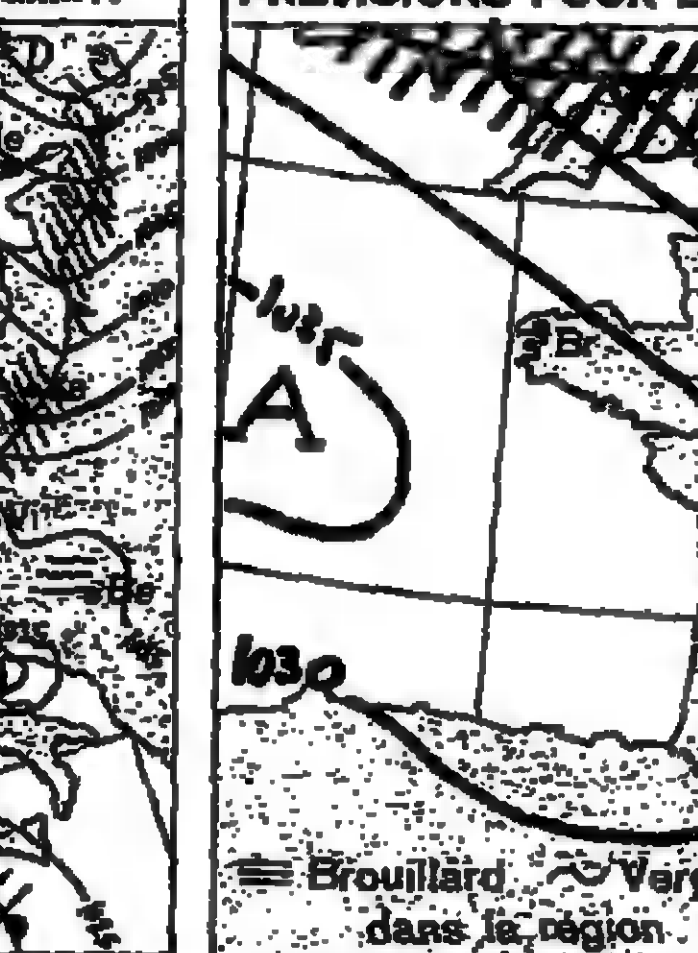


Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 janvier à 12 heures et le dimanche 9 janvier à 12 heures.

Les hautes pressions centrées au sud-ouest de l'Irlande vont s'éloigner progressivement vers l'ouest, et le champ de pression va s'affaiblir sur l'Europe occidentale sous l'influence du contrasté parité qui émerge de l'Atlantique à l'Europe centrale. Dans ce contexte, la perturbation, située samedi matin sur l'Islande, occupera à toucher le nord et le nord-est du pays dans la journée de dimanche.

Ce jour-là, le temps sera beau sur les côtes et les Alpes et les Pyrénées au milieu et haute montagne. Sur le reste de la France, le temps sera, à part des éclaircies locales, assez nuageux par des nuages à aspect brumeux. Des brouillards affecteront surtout le Sud-Ouest et le Massif Central. Avec l'arrivée de la perturbation précitée, quelques photos dévoteront le matin sur le

PRÉVISIONS POUR LE 9 JANV. 77 DÉBUT DE MATINÉE



Nord ; elles atteindront le soir les régions s'étendant de la Manche aux Ardennes et aux Vosges (niveaux à partir de 1 000 à 1 200 mètres). En revanche, l'après-midi, des éclaircies se développeront dans le Sud-Ouest et l'Ouest.

Les vents souffleront au secteur nord-ouest sur la moitié nord-est de la France ; ils deviendront sans force sur les côtes de la Manche orientale et de la mer du Nord. Les températures varieront peu. Quelques faibles gelées matinales seront encore observées du Massif aquitain au Centre-Est. Les maxima du premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 7 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 ; Alajón, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 0 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Brest, 7 et 4 ; Caen, 7 et 0 ; Clermont, 7 et 2 ; Clermont-Ferrand, 1 et 0 ; Dijon, 5 et 1 ; Grenoble, 1 et -2 ; Lille, 3 et 0 ; Lyon, 1 et -1 ; Marseille, 12 et 3 ; Nancy, 2 et 0 ; Nantes, 6 et 1 ; Nice, 14 et 7 ; Paris-La Bourdonnais, 4 et 1 ; Pau, 4 et 1 ; Perpignan, 5 et 2 ; Rennes, 7

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 8 janvier 1977 :

DES DECRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1977. — ● Conférant les rangs et appellation de général de corps d'armée et de général de corps aérien et portant promotion, nomination, affectation et admission dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'harmonisation et à la simplification des formulaires administratifs.

SCIENCES

OUVERTURE A NARBONNE D'UN

CONGRES SUR L'ENSEIGNEMENT

DU FRANÇAIS EN AFRIQUE

ORIENTALE ET AUSTRALIE

Le congrès se tiendra du 10 au 14 janvier 1977 à Narbonne.

Le thème du congrès est : « Le français en Afrique orientale et australe ».

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera présidé par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera ouvert par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

Le congrès sera clos par M. Jean-Pierre Lévêque, directeur de l'enseignement du français en Afrique orientale et australe.

SOCIÉTÉ

LES CONSÉQUENCES DE LA MORT D'UNE FILLETTE HANDICAPÉE

L'Espéridou onze mois après

Saint-André-de-Sangonis (Hérault). — Nadine, douze ou treize ans, nous prend le bras, avec une douce autorité protectrice, pour nous conduire, sous le regard d'un membre du personnel, jusqu'au bureau de M. Raphaël Asegni, nouveau directeur de l'Espéridou. La chose est étonnante, il y a seulement onze mois : cloîtrée à longueur d'année ou presque dans cette petite forteresse, située à Saint-André-de-Sangonis (Hérault), les handicapées mentales, âgées de six ans à des trente ans et au nombre d'une trentaine, étaient soigneusement, farouchement, tenues à l'écart de « toute personne étrangère » (1).

Depuis 1965, le Père René-Emile Fabre, soixante-cinq ans, ancien armurier militaire, régnait en maître absolu, non seulement sur les défilés et arrières profondes dont il avait

la charge et qu'il appelait des « Honors » — HU-NAIS NON Raisonnable, mais aussi sur le personnel de l'établissement, composé en majorité de villageois des environs.

Il a fallu le martyre d'Isabelle Le Menach, treize ans et demi, étouffée par sa camisole de force le 15 février dernier, pour qu'un terme soit enfin mis aux activités du père, aujourd'hui inculpé, d'une part, de coups et blessures volontaires, violences et voies de fait sur mineurs de quinze ans par personne ayant autorité sur elles, et d'autre part, d'homicide involontaire. Incarcéré — pour la première incarcération — du 25 juin au 22 novembre 1976 à la maison d'arrêt de Montpellier, le Père Fabre a été placé sous contrôle judiciaire à Clamart (Hauts-de-Seine) où il réside, avec interdiction de se rendre dans le département de l'Hérault.

De notre envoyé spécial

« Nous peine de tomber dans des es-

ces intermédiaires. » Mais, tout se suit, le recours à la camisole de force, et, naturellement, les brutalités — fillettes fourrées nues à coups de corde à sauter, gifles, traînées par les pieds dans les escaliers, sèches et enfermées, de jour ou de nuit, dans un réduit de quelques mètres carrés — ont été précitées.

« Lorsqu'une pensionnaire est atteinte d'une crise, indique le nouveau responsable de l'Espéridou, nous sommes à trois, souvent à quatre, pour la maîtriser, pour la calmer en lui parlant. » Toutes les activités à la limite de l'obscurantisme et du sadisme ont été évidemment abandonnées.

L'IME de Saint-André-de-Sangonis, qui continue d'être subventionnée à 100 % par la Sécurité sociale, est devenu un établissement mixte : deux jeunes handicapés mentaux y ont été admis. On y a adopté une « pédagogie concrète » : répartis en quatre classes d'évolution progressive (apprentissage, acquisition, apprentissage, — les trente-quatre internes et les deux externes font des stages dans les différents services. Ils apprennent, d'autre part, à manipuler de l'argent, à lire, à gérer, à travailler, à connaître l'essentiel du code de la route, etc. Selon leurs aptitudes, les six adultes, âgés de vingt-deux ans et plus, seront ensuite dirigés vers des C.A.T. (centres d'aide par le travail).

Les démissions du neuropsychiatre

L'Espéridou (en langue d'oc : le lieu où l'on s'épanouit) s'ouvre enfin au monde extérieur : les handicapés ont participé aux dernières vacances et les adultes parviennent très bien à faire des courses, dans le village, deux par deux et sans être accompagnés. On est évidemment très loin du monde hermétique, clos, conçu par le Père Fabre pour des enfants qu'il jugeait « irréductibles » et qui ne devaient pas connaître d'autre vie que celle qu'il leur imposait, sauf à voyager les plus agiles : une centaine en dix ans.

Outre le père, qui était le seul homme en contact permanent avec les défilés et arrières profondes, toute l'équipe « dirigeante » a été changée. Avec M. Asegni, l'encadrement comprend un éducateur spécialisé, deux éducateurs spécialisés et trois moniteurs — éducateurs. Parmi le personnel figurent aussi une monitrice d'enseignement ménager, un psychologue, deux infirmières, etc. Au total, vingt-neuf personnes : ces postes existaient depuis longtemps, mais le Père Fabre, qui s'était fixé un salaire d'environ 10 000 francs, n'employait, au mieux, que des « aides-soignantes ».

La principale « victime » — avec le Père René-Emile Fabre — de ce renouvellement a été le neuropsychiatre attaché à l'Espéridou, le docteur André Savelli, quarante-neuf ans. Le praticien a « démissionné », en juillet, sur le « conseil » de M. Coutant de Sasseval, président de l'Association Christiane-Carmel, régie par la loi de 1901, qui gère l'IME. Officiellement, le docteur Savelli, remplacé aujourd'hui par un psychiatre biterrois, a mis fin à ses fonctions parce qu'il ne pouvait pas assurer, à partir de septembre, huit heures de vacations par semaine au lieu de quatre.

Un rapport officiel, établi par deux experts de la cour d'appel de Montpellier, assure que le médecin psychiatre, qui se rendait tous les lundis après-midi dans l'établissement de Saint-André-de-Sangonis, ne pouvait ignorer les méthodes du Père Fabre, mais qu'il n'avait jamais fait d'observations avant la mort d'Isabelle Le Menach.

Le docteur Savelli a également démissionné, à la rentrée universitaire, de son poste de directeur de l'unité d'enseignement et de recherche, de psychologie de Montpellier. Le 10 mars 1976, il avait été pris à partie par un groupe d'étudiants, qui lui faisaient grief d'avoir couvert les activités du Père Fabre. Le médecin avait porté plainte : un des étudiants, M. Bruno Berville, avait été arrêté, incarcéré et, après quarante et un jours de prison, condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis.

À la rentrée, les trois collègues d'enseignement du conseil de l'U.E.R. démissionnaient à tour de rôle. Le docteur Savelli était contraint d'en faire autant. Au nom de la partie civile,

M. André Ferran, avocat mon-

pellierain des parents d'Isabelle Le Menach, a déposé contre le neuropsychiatre une plainte pour non-assistance à personne en danger. Cette plainte a été convertie, par le parquet du chef-lieu de l'Hérault, en une information contre X, qui n'a pas encore « débouché ».

Homicide involontaire ?

Cette lenteur contraste avec la célérité qui a présidé à la mise en liberté du Père Fabre. Le 22 octobre, une ordonnance de non-lieu en détention avait été signifiée au père, qui avait alors fait appel. À la « surprise », avouée des magistrats instructeurs et même du procureur de la République, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier, présidée par M. Marcel Riqué, a estimé que les faits reprochés à M. Fabre étaient « graves et choquants », mais qu'il n'y avait pas lieu de maintenir l'ancien armurier militaire en détention. Elle précisait, en conclusion : « Faire preuve des états de service élogieux tant dans l'armée que dans la Résistance ».

La libération du Père Fabre, dont l'avocat principal est M. Francis Dumas, n'a pas empêché l'indépendant de Montpellier, n'est pas choquant par principe. Pour M. Ferran, le « scandale » est ailleurs. L'avocat affirme que le mort d'Isabelle n'est pas « un homicide involontaire ». Le rapport d'autopsie a établi que l'adolescente « a succombé manifestement à une asphyxie aiguë, en raison de la camisole de force, trouvée suspendue dans le réfectoire ».

Depuis, l'enquête a précisé que la décision d'enfermer, le dimanche matin 15 février, la fillette dans la camisole de force, a été prise dès le samedi ; que la cellule de contention n'était pas à ses mesures et que la jeune handicapée a été laissée, sans aucune surveillance, pendant plusieurs heures. Elle a aussi démontré que ce n'était pas la première fois qu'Isabelle subissait un tel traitement. M. Ferran juge que ces faits relèvent de l'article 312 (dernier alinéa) du code pénal et donc de la cour d'assises (2). Lors du procès, dont la date n'est pas encore fixée et dans lequel l'UNAF-PEI (Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés) s'est également constituée partie civile. M. Ferran doit invoquer l'incompétence du tribunal correctionnel.

Les parents de la victime, qui ont déjà été reçus par Mme Simone Veil, ministre de la santé, multiplient les démarches en ce sens auprès de la chancellerie, où ils sont écoutés avec attention, mais sans résultat jusqu'à présent.

Cette affaire, disons-le, tend à sombrer dans une indifférence coupable. C'est tout un aspect de l'enfance inadaptée qui est en cause.

Directeur pendant dix ans de l'IME de Saint-André-de-Sangonis, le Père Fabre a révélu une personnalité paradoxale : assure le rapport psychiatrique fait par deux experts, toujours après le 15 février, « l'infraction reprochée est intrinsèquement liée à des anomalies mentales. Sa responsabilité est entière. » La demande de contre-expertise, présentée par le père, a été rejetée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier. Saisie, la Cour de cassation vient de faire savoir qu'il n'y avait pas lieu, pour l'instant, d'y procéder.

L'ancien responsable de l'Espéridou ne désarme pas : il vient de diffuser, assez largement, un bulletin « conçu et réalisé au quatrième mois d'une longue retraite » — c'est-à-dire en prison — et intitulé « Cordillière Saint-Jean-Baptiste, Union spirituelle d'offrande et de partage Honors-familles-amis », dans lequel il expose ses « théories ». Ce bulletin se propose d'être un « écho mensuel ». Libéré, le père prépare activement les numéros suivants. M. Raphaël Asegni vient d'envoyer une lettre-circulaire aux parents des pensionnaires de l'Espéridou pour les mettre en garde.

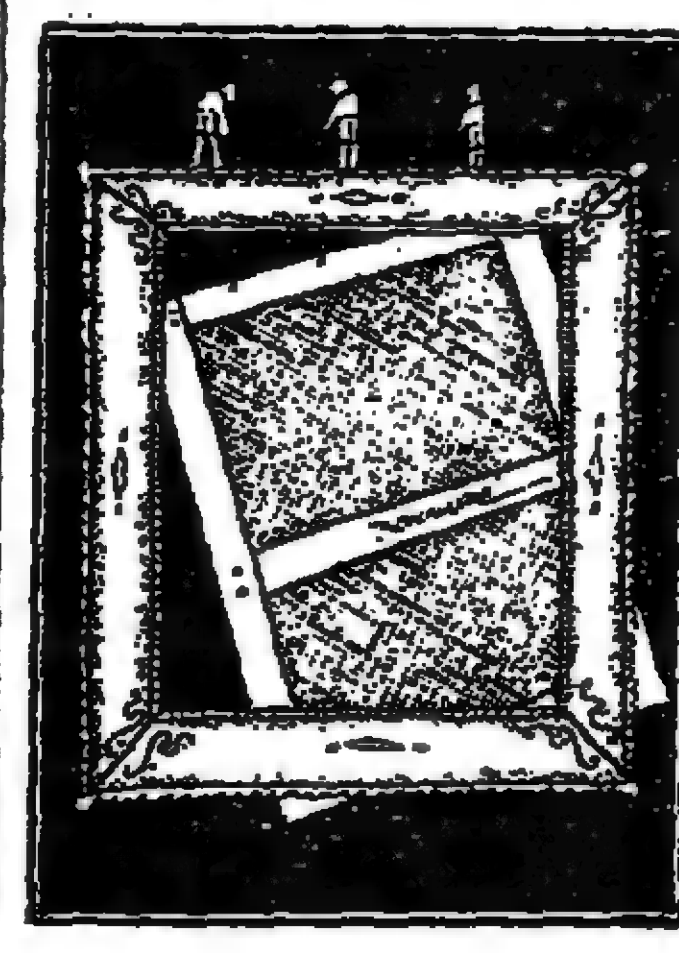
MICHEL CASTAING.

(1) Sur l'ensemble de cette affaire, voir le Monde du 22 novembre 1976, 22-23 février, 23 juin et 30 juillet 1976.

(2) Les démissions ou privations d'habilitations pratiquées ont entraîné la mort, même sans intention de la part des auteurs, de la peine de mort.

ARTS ET SPECTACLES

Culture



L'avant-garde en question

« L'avant-garde, qu'est-ce que c'est ? Un cycle de conférences, organisé au Grand Palais par l'ASDA (Association de soutien à la diffusion de l'art), va tenter de faire le tour de la question. Ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas : son rôle promoteur dans les mouvements d'art ; le mythe d'une avant-garde remuante d'idées, empêchée de tourner en rond, opposée aux valeurs établies, incompréhensible, mais à long terme dans le vrai.

« L'artiste d'avant-garde n'est pas forcément le plus grand ni le meilleur. Il est seulement le premier. L'histoire de l'art, depuis ses origines, fourmille d'exemples de ces artistes qui ont mené à leur aboutissement des « innovations » dues à leurs prédécesseurs, les authentiques « avant-gardistes ». Mais depuis la dix-neuvième siècle, l'avant-garde a amorcé une accélération de son histoire. Elle a vu se développer sa fonction pour ainsi dire obligée qui consiste à remettre en question des idées reçues et à en poser de nouvelles. Depuis le début de ce siècle, à la dénomination d'« artiste d'avant-garde », il faut ajouter celle de « révolutionnaire », « artiste révolutionnaire », toujours présent à l'œuvre des « faibles » et des « éternels recommencements » qui font aujourd'hui partie du langage des institutions. La première conférence de ce cycle s'ouvrira le 11 janvier avec un exposé de M. Francis Haackel, professeur d'histoire de l'art à l'université d'Oxford, sur l'avant-garde au dix-neuvième siècle et le mythe de l'artiste incompris, masqué, qui n'a que le tort d'avoir raison trop tôt. C'est naturellement l'épopée de l'impressionnisme, de la « bourgeoisie à raté » et que les « intellectuels éclairés » ont « découvert ».

« Le 1^{er} février, M. Werner Hofmann, directeur du Kunstmuseum de Hambourg, a analysé le cas ambigu de l'art nouveau, et le 15 février, c'est M. Clément Greenberg qui abordera un thème d'actualité : « La décadence de l'avant-garde aujourd'hui ». C'est un sujet qui se situe à l'intersection de l'art et de la culture, et que l'art nouveau, qui est l'un des promoteurs controversés de l'école des peintures de l'abstraction lyrique américaine dont il avait défendu le caractère innovateur, d'avant-garde donc, par rapport à l'empire établi de l'école de Paris. Enfin, le 8 mars, la conférence de M. Lucien M. Lippard, critique d'art et auteur d'un ouvrage sur le « pop art », sera une interrogation sur l'avant-garde contemporaine et sur son avenir.

★ Conférences en français, au Grand Palais, avenue du Général Eisenhower, porte A, salle 404, à 18 heures précises. Entrée libre.

Ici et là...

Festival « underground » à Nancy.

« Pour la deuxième année consécutive, l'université de Nancy organise un festival du film « underground ». Du 17 au 23 janvier se succéderont des projections, des rencontres et des débats, pour redécouvrir les maîtres du cinéma « différent » et « révéler les nouvelles tendances, les nouvelles thématiques du cinéma, à l'exception des « maîtres », les « jeunes réalisateurs », le « cinéma » et les « luttes des minorités » et « l'art » et « l'érotisme » et « l'underground ».

★ Renseignements : Festival universitaire du film « underground », Université de Nancy, 23, boulevard Albert-1^{er}, 54015 Nancy.

Théâtre

« PARALCHIMIE » au Petit-Odéon

Vous prenez une feuille blanche demi-raisin d'un papier à l'élégance intéressante, par exemple du Caranson lavé 300 grammes, et un crayon noir plutôt gras, disons un Conté Alaska 5 B. Apuyant bien, laissant le moins de ride possible entre les signes, vous recouvrez la feuille d'une première couche de graphite, constituée si vous voulez, de formules mathématiques, équations, différentielles, intégrales.

Vous laissez reposer, puis vous recouvrez ce premier entrelacs d'une seconde couche, philosophique cette fois, dans la lignée Proféromènes à toute métaphysique future de Kant. Reposez. Troisième couche de crayonnages, style Un souvenir d'enfance de Léonard de Vinci de Freud. Quatrième couche à la manière de la règle du jeu de go. Ainsi de suite, à volonté.

Lorsque la surface entière, sous les couches successives d'écriture, n'est plus d'un blanc lustré qu'un fond noir, à fait noir, vous ne résistez pas au bonheur d'écrire par-dessus, noir sur noir, toujours au Conté gras 5 B. une narration simple, d'écoier, pourquoi pas le récit d'une promenade à pied le dimanche à des cotés herbacés où paissent des bovins.

Arrive le moment où vous reposez une fois pour toutes le crayon : ce suffit, vous êtes contents, vous posez la feuille noire au mur, avec un titre dessous.

Vous aurez ainsi un équivalent graphique assez rapproché du travail de Robert Pinget quand il a écrit la pièce en un acte que

présente le Petit-Odéon. Le titre choisi est *Paralchimie*. Le résultat est riche. Car chaque strate de patte de mouche signifiance à sa voix propre, son frémissement, qui jouent en caillotin dans la croûte compacte de textes superposés. Comme l'annonce Yves Gasc, le metteur en scène : « Pas question de changer un mot, dans ce jeu, dans ce riche tissu. D'autant plus que Robert Pinget est un auteur de première force.

Dans le programme, on explique pourquoi : « En prodigieux écriture, Pinget n'a pas son pareil pour faire entendre ce que la parole humaine a d'irremplaçable et de consolant, jusque dans son infirmité. »

Le décor de Matias comprend un crâne féminin laissé sur une marche d'escalier, un corbeau en vol cloqué au plafond, et trois tubes fluorescents rouges. Quatre comédiens du Français se partagent l'articulation phonétique. Michel Aumont, chazoune rusé, dispatche avec souplesse regards entendus, intonations caillottes. Catherine Salviat joue la fraîcheur, Raymond Acquaviva la fraîcheur, et Gérard Groudon figure — un plombier honnête — Jean-Pierre Miquel, responsable du Petit-Odéon, écrit de son côté dans le programme : « La Comédie-Française souhaitait retrouver Pinget. Voici donc un rendez-vous théâtral heureux, pour le plaisir. On ne saurait mieux dire, merci.

MICHEL COURCEL.

★ Petit Odéon, 18 h. 30.

Musique

Un film sur « Katerina Ismailova » de Chostakovitch

Présenté il y a dix ans au Festival de Cannes et jugé alors sévèrement par la critique cinématographique, le film de Mikhail Chapiro sur Katerina Ismailova de Chostakovitch a été projeté récemment devant un public mélomane, à l'occasion d'un appel en quelque sorte — par le Centre musical cinématographique national —.

On en retire une impression déconcertante : les décors naturels, la beauté des paysages russes, pour le moins, les paysages, les espaces du lyrisme musical, mais la mise en scène, à la fois naïve et prétentieuse, n'échappe pas aux défauts de l'opéra traditionnel, transposé avec maladresse, qu'à ceux du cinéma.

Mais l'on sent derrière cette réalisation la présence du compositeur, qui donne sans aucun doute à ses personnages, notamment le chef d'orchestre Constantin Simeonov, une impulsion musicale prodigieuse et une intensité dramatique qui tranchent sur la banalité de la réalisation. On ne doute plus de la cote d'ostéodensité de cette œuvre où Katerina, cette « Lady Macbeth de Mzensk », selon le titre original, qui exaspère son beau-père et son mari, et, au bagne, entraîne sa rivalité dans la mort, est cependant magnifiée par Chostakovitch comme « un rayon de lumière au royaume des ténébreux ». Dans l'univers ignoble de

cette paysannerie brutale, hypocrite et lubrique, elle est l'amour, la protestation de l'humanité, malgré les atrocités où son destin l'entraîne.

Galina Vichnevskaia (présente l'autre soir au musée Guimet et qui a rappelé de précieux souvenirs sur Chostakovitch) donne au personnage sa vraie dimension. Elle joue et chante à la fois son rôle, alors que tous les autres acteurs sont doublés. Si l'on peut sourire de ses mines de « star musicale », un peu gauchistes, elle garde une fraîcheur d'enfant allée à une grande noblesse au milieu de ces turpitudes, à travers même la violence de sa passion pour le misérable Sergueï, qu'elle aime avec dévouement. Elle joue et chante à la fois son rôle, alors que tous les autres acteurs sont doublés. Si l'on peut sourire de ses mines de « star musicale », un peu gauchistes, elle garde une fraîcheur d'enfant allée à une grande noblesse au milieu de ces turpitudes, à travers même la violence de sa passion pour le misérable Sergueï, qu'elle aime avec dévouement.

Ce film précieux pour les mélomanes devrait inciter les metteurs en scène à monter cet opéra, qui, en France, n'a été représenté qu'à Nice (le Monde du 16 avril 1964) et qui est cependant un des chefs-d'œuvre lyriques les plus incontestables de notre siècle.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Les Baladins lyriques ont créé depuis 1975 une cinématique musicale importante (Don Giovanni, Le Fils enchanter, réalisée par P. Guiton ; Les Femmes de Symphonie, les brigands, Armande, de Brockhaus ; Les Contes d'Hoffmann, réalisés par P. Guiton, etc.), qui peut être mise à la disposition des collectivités. (C.M.C.N., 7 rue Nohlet, 93500 Reuil-Malmaison.)

SPORTS

AUTOMOBILISME

Les essais du Grand Prix d'Argentine

HUNT DEVANT DEPIILLER

C'est le Britannique James Hunt (McLaren) qui a réalisé, vendredi 7 janvier, le meilleur temps des essais du Grand Prix d'Argentine, première épreuve comptant pour le Championnat du monde des conducteurs. Hunt a bouclé son tour le plus rapide en 1 min 48 sec. 58, devant le Français Patrick Depailler (Tyrrell), 1 min 49 sec. 18 et l'Irlandais John Watson (Brabham), 1 min 49 sec. 22. L'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) a accompli le cinquième temps (1 min 49 sec. 37) et Jacques Laffite (Ligier) le quatorzième (1 min 51 sec. 53). C'est la toute nouvelle Ligier (JS-07) qui a été engagée dans le Grand Prix d'Argentine. Cuy Ligier limite les possibilités de frein aérien, a choisi d'expédier la JS-07 de préférence à l'ancienne JS-06, de manière à ne pas perdre de temps dans la mise au point, quitte à connaître en Argentine, et peut-être au Brésil (24 janvier), les problèmes inhérents à la mise en service d'une nouvelle voiture. Les essais du Grand Prix d'Argentine, qui ont lieu par une forte chaleur (30°C à l'ombre), ont été marqués par un grand nombre de sorties de route, sans gravité pour les pilotes.

D'un sport à l'autre...

TENNIS. — Les Australiens Ken Rosewall et John Alexander, l'Argentin Roscoe Tanner et l'Américain Guillermo Vilas se sont qualifiés pour les demi-finales des championnats internationaux d'Australie. Rosewall, 41 ans, a quarante-deux ans, a battu, en quart de finale, le tenant du titre, son compatriote Mark Edmondson, âgé de vingt-deux ans.

SKI. — L'Autrichienne Anne Marie Moser-Proell a gagné la descente de Pfronten (R.F.A.), épreuve comptant pour la Coupe du monde, devant la Suissesse Marie-Thérèse Nadig et l'Allemande de l'Ouest Irene Epple. La première Française, Martine Louchet, s'est classée vingt et unième.

LESPRIT DE LA RUE

SURVIVRE de René Ca...

« Survivre » de René Cailliard, éd. Grasset, 1976, 128 pages, 12 francs. Ce livre est une collection de textes, de citations, de fragments de lettres, de journaux, de documents, qui racontent la vie de René Cailliard, un homme qui a vécu à la limite de la survie, dans des conditions extrêmes, dans des lieux inconnus, dans des moments de crise. C'est un livre qui nous fait découvrir un homme qui a su survivre à tout, à la pauvreté, à la maladie, à la solitude, à la mort. C'est un livre qui nous fait découvrir un homme qui a su survivre à tout, à la pauvreté, à la maladie, à la solitude, à la mort.

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SOCIAL

M. Barre : la formation professionnelle est la seule façon d'éliminer le chômage

Le premier ministre, à l'issue de sa visite-surprise au bureau local de l'Agence nationale pour l'emploi de Nanterre (le Monde du 8 janvier), a déclaré avoir été « frappé par la qualité humaine des agents de l'AN.P.E. ». M. Barre a recommandé à plusieurs reprises aux agents avec lesquels il s'est entretenu de ne pas hésiter à faire part de leurs idées acquises sur le terrain.

LE MINISTRE ET LA VIEILLE DAME

Revenant du marché de Nanterre, une vieille dame a engagé la conversation avec M. Barre, devant l'Agence de l'emploi. Comme il n'est pas donné tous les jours de rencontrer un premier ministre, elle n'a pas craint de lui parler de ses impôts : pris de 500 francs cette année, alors qu'elle le retirait de son mari, elle se sentait lésée. Elle a demandé qu'on lui verse 2 000 francs par mois — 1 000 francs par personne.

« C'est aussi la première année où nous étions mal en point », s'est excusé M. Barre. Il a ajouté : « En 1977 les impôts seront « moins lourds » pour les petits revenus. Un peu, cependant, la vieille dame a souligné les difficultés des retraités, lancés en fin de compte cet aversissement : « Nous avons encore confiance en vous, mais pas pour longtemps. » M. Barre s'est borné à répondre : « Nous sommes là pour essayer de mieux résoudre les problèmes. »

M. MAIRE : la situation ne permet pas des appels illusoires à des grèves illimitées.

À l'issue de la réunion du bureau confédéral de la C.F.D.T., le 7 janvier, M. Edmond Maire, secrétaire des C.G.T., a déclaré que le durcissement gouvernemental et patronal s'était encore renforcé, tant sur les salaires que sur l'emploi. On licenciait, dit-il, là où l'on se contentait jusqu'ici de patienter en réduisant les horaires. « La situation ne permet pas des appels illusoires à des grèves illimitées. Employeurs et gouvernements sont en train de jouer leurs dernières cartes, et leur intransigeance est la preuve de leur inquiétude face à l'avenir. Alors, devant cette situation nouvelle, qui entraîne des difficultés d'action, il faut continuer le mur, effrayer la résistance adverse et trouver les moyens qui nous permettront de surmonter l'obstacle. »

La C.F.D.T. est favorable à des actions coordonnées. Fin janvier, dans le secteur public et nationalisé, mais non à une grève de longue durée. Chaque branche devra adapter ses formes d'action sur une longue période.

Avec la C.G.T., a dit encore M. Maire, les rapports « sont moins mauvais parce que nous avons du calme et des nerfs ».

LA BELLE JARDINIERE a rouvert ses portes

Après un arrêt de quatre jours, la Belle Jardinière a rouvert ses portes mardi 7 janvier après l'échec des discussions entre les délégués du personnel et M. Delabarre, représentant la société d'exploitation des magasins B.J. La reprise du travail avait été votée par 49 voix contre 10 (et non contre 21 comme avait été annoncé) (Le Monde du 7 janvier).

Licencié avec l'accord du ministre du travail

UN DÉLÉGUÉ C.F.D.T. EST RÉINTÉGRÉ PAR DÉCISION DE JUSTICE (De notre correspondant.)

Cherbourg. — Mis à pied en mai 1974 par la direction de l'Union industrielle et d'entrepreneurs — un chantier de construction de la zone portuaire de Cherbourg — un ancien délégué syndical de la C.F.D.T. a pu être réintégré dans l'entreprise au début de l'année 1975, après un demi-débat judiciaire qui s'est terminé devant le tribunal administratif de Caen, le 9 novembre dernier.

Embauché comme gratier, M. Bernard Joly avait été désigné, mais sans fonctions, comme délégué syndical à l'issue d'une grève. Mais la direction du chantier contestait cette désignation devant le tribunal administratif. M. Joly dans ses fonctions.

Deux mois plus tard celui-ci était réintégré dans l'entreprise. Mais la direction contestait cette désignation devant le tribunal administratif. M. Joly dans ses fonctions.

En décembre 1974, toutefois, le ministre du travail, M. Durafour, a décidé de réintégrer M. Joly, qui avait été nommé entre temps délégué du personnel. Dans le cadre de l'action entreprise par la C.F.D.T. en faveur de ceux qu'elle a appelés les « licenciés de Durafour », cette centrale syndicale a engagé une seconde action juridique qui vient d'aboutir à la décision du tribunal administratif. Celui-ci a ordonné la réintégration de l'intéressé en motif « que les faits invoqués n'étaient pas prouvés ou mal qualifiés ou insuffisamment graves ». Une indemnité de 1 000 francs a été accordée au plaignant qui, après des négociations conduites par le syndicat, a été repris à un poste différent de celui qu'il occupait précédemment.

La C.F.D.T. a précisé, au cours d'une conférence de presse, que M. Joly était le premier travailleur réintégré parmi la trentaine de délégués syndicaux licenciés sous le ministère de M. Durafour.

GREVE DES DOCKERS A SÈTE. Une grève, déclenchée vendredi 7 janvier par le syndicat C.G.T. des dockers, pour une durée indéterminée, paralyse les activités du port de Sète. Le mouvement a été décidé pour protester contre l'embauche d'une trentaine de travailleurs occasionnels par la direction du port.

AGRICULTURE

La crise du cognac

« J'aimerais rencontrer M. Maffre-Baugé... »

Cognac. — « La crise. Viticulteurs, bouilliers de cru, distillateurs, négociants petits et grands, tout Cognac n'a que ce mot à la bouche. Chuchotée derrière les austères façades de pierre de la sous-préfecture, la rumeur enfle jusqu'à devenir un roulement sourd entre les rangées de ceps tirés à quatre échalas. »

« Je viens de lire le livre de Maffre-Baugé, Vendanges amères. Il évoque bien les problèmes de viticulture, mais ne traite pas les problèmes de négociants. J'aimerais rencontrer son auteur pour savoir ce que les viticulteurs charentais peuvent retirer de son expérience. » Cet homme, qui

reconnait, entre la poire et le fromage, souhaiter prendre des leçons du grand père des vigneron languedociens, n'a rien d'un révolté. Il est président de la chambre d'agriculture et représente les crus de grande et petite Champagne.

Pourquoi ces notables, qui vantent fièrement la prudence, la lenteur, le réfléchi des vigneron régionaux, font-ils référence aux bouillonnements de la colère de leurs collègues méditerranéens au sang chaud ? Pourquoi des viticulteurs qui, autrefois, s'adressaient aux tout-puissants négociants de Cognac, sont-ils descendus dans la rue ?

De notre envoyé spécial

Il y a des siècles de colère dans le regard bleu de Pierre Mercier lorsqu'il parle de son cognac, distillé avec amour depuis des générations, qu'il ne peut plus vendre. Bouillier de cru en grande Champagne, il s'est lancé avec une rage sourde dans la vente directe pour montrer aux « messieurs de Cognac » que son alcool peut se vendre mieux et plus. Ce n'est pas une mince affaire pour un homme qui distribue trois cents bouteilles par mois. Mais toute la famille s'y est mise. Et des voisins l'imitent, de plus en plus nombreux.

Sourires narquois, haussements d'épaules, multiples réserves : c'est tout ce que ces efforts un peu brouillons suggèrent au négociant. « A chacun son métier », dit-on, bien calé dans les bourrelets d'un fauteuil de cuir. Aucun négociant ne croit vraiment que ces tentatives pourront prendre la même ampleur que celles des manipulations champenoises. Personne n'a pour autant très bonne conscience à l'égard des vigneron. Les fondés de pouvoirs des grandes maisons insistent tout, la main sur le cœur, pour souligner « la solidarité nécessaire et obligée du négociant avec la viticulture, afin de sauver la région ».

La crise du cognac n'est le drame classique de la surproduction. Près de 100 000 hectares produisent actuellement du vin blanc pour cette eau-de-vie qui, en vieillissant dans des fûts de chêne, prendra les teintes chaudes chères à Victor Hugo. La progression régulière de la consommation, au rythme de 8 % par an à partir des années 60, a fait craindre aux Charentais de ne pas pouvoir répondre à la demande. Du coup, la superficie du vignoble a doublé en seize ans. Quelque 25 000 hectares ont été encépéés officiellement : ces cinq dernières années, selon certaines estimations, atteindraient 100 000 hectares.

Quant aux rendements, ils ont eux aussi doublé depuis 1960, passant de moins de 5 à près de 10 hectolitres d'alcool pur par hectare. Les experts avaient pensé que 7 hectolitres d'alcool pur seraient un rendement plafond quasiment inévitable. C'était négliger les possibilités d'amélioration des techniques culturales et les effets de la vulgarisation de ces procédés parmi les viticulteurs.

La croissance du vignoble et l'amélioration des rendements ont provoqué un embouteillage de la production : 250 000 hectolitres d'alcool pur en 1960, 420 000 en 1970, plus de 500 000 en 1975. Dans le même temps, les ventes de cognac ont seulement doublé, passant de 200 000 hectolitres en 1960 à 340 000 hectolitres en 1975. Elles se sont stabilisées autour de 300 000 hectolitres. Bref, les stocks ont démesurément gonflé : 610 000 hectolitres en 1960, 2 600 000 hectolitres seize ans plus tard. L'équivalent de sept années de consommation.

L'engorgement de la surproduction n'a cependant pas entraîné un effondrement de cours. Tout au contraire, l'hectolitre d'alcool pur est passé de 1 000 F en 1970 à plus de 2 000 F en 1973, pour dépasser désormais 2 500 francs. Personne n'a intérêt à « casser » les prix. Les stocks, dont la valeur atteint 7 milliards de francs, ont été mis en gage sous diverses formes auprès des banques pour assurer la trésorerie des producteurs et des firmes. Une baisse des cours provoquerait une perte de valeur considérable qui conduirait tout droit Cognac à la faillite.

Le négoce optimiste

Rassé que cette crise n'a pas eu les mêmes conséquences pour les viticulteurs et pour les négociants, les premiers ont vécu une dizaine d'années dans l'euphorie. Puis, d'un coup, en 1974, la moitié de leurs vins et de leurs alcools n'a plus trouvé acquiescence. Pour éviter la catastrophe, ils n'ont été autorisés à commercialiser que 4 hectolitres d'alcool par hectare en 1973, et 4,5 hectolitres en 1974. La différence a été gérée à l'encre, purement et simplement déduite de cette année. En dépit des réserves accumulées, cela met la plupart des exploitations en péril. Car les centres de gestion ont évalué qu'un vignoble est rentable à partir de 6 hectolitres d'alcool par hectare.

Pour les « complais », comme on appelle encore les maisons de commerce, il en est allé différemment. Certes, avec la crise économique

mondiale amorcée en 1974, leurs ventes se sont sensiblement contractées et le financement de leurs stocks en progression rapide a laminé leur trésorerie, mettant en difficulté une dizaine ou une vingtaine de négociants petits et moyens sur les deux cents de la place. Certes, les négociants ont fait un effort à l'égard de la viticulture en prenant l'engagement d'acheter 10 % d'eau-de-vie de plus qu'ils n'en distribuent pour ne pas laisser la charge du stockage au producteur.

Mais la situation paraît redressée dans la plupart des maisons. Rémy Martin prévoit des résultats en progression de 15 %. Un stock de sept ans de consommation n'inquiète pas le spécialiste de la fine champagne dans la mesure où il ne commercialise que des cognacs vieux d'au moins quatre ans et où ce seul pourrait être remporté à cinq ans. Même son de cloche chez Martell : des ventes en progression, des bénéfices améliorés, un stock qui ne représente pas plus de quatre années et demie de consommation, parfaitement adapté au type de produit vendu. En revanche, Hennessy, manifestement engourdi par son prestige passé, doit brader comme il a fait son plus ancien allié Moët avec la champagne — et modifier sa gamme pour ne pas être en rouge. D'autant que dans cette maison les stocks sont beaucoup trop lourds. Toutefois, même dans les maisons moyennes ou petites, on note un retour à un certain optimisme.

Ce qui n'est qu'un instant dans l'histoire de firmes pour la plupart bicentennaires à un aspect beaucoup plus dramatique pour les viticulteurs : ces alcools invendables, ce sont des traites impayées, des impôts en retard, des sommations d'huissier. Comme dans d'autres vignobles on parle de propriétés à vendre pour une bouchée de pain...

Comment en est-on arrivé là ? Chez les négociants, on a tendance à faire porter le chapeau de la crise au ministre de l'Agriculture parce qu'il aurait accordé trop facilement et sans contrôle des droits de palatation. Autre son de cloche chez les viticulteurs : ils accusent le demi-mot l'ancien directeur du bureau du cognac, mis en place après la libération, d'avoir mal informé

ALAIN GIRAUDO.

La Cour des comptes n'installe que huit des neuf nouveaux conseillers-maitres

M. Soupault devra attendre la fin de l'examen de sa gestion à l'INRA

Bruissement des robes dans les long couloirs tapissés de « lissacs » de la Cour des comptes, conversations murmurées, sourires entre deux augustes bibliothèques. La séance solennelle va s'ouvrir dans quelques minutes. Les gardes républicains reculent à la position. M. le premier ministre est attendu à 15 heures. Dans la salle lambrissée, chacun a pris place. Qu'elles sont belles les dentelles étalées comme autant de jalots sur les longs pupitres de bois noir et moiré : dentelles anoniennes que leur histoire a su jaunir. Les chuchotements cessent avec l'entrée des présidents de chambre au col d'hermine. La séance de début d'année est, ce 7 janvier, une cérémonie d'installation pas tout à fait comme les autres.

M. Barre avait, mais avait tenu à être présent. La Cour avait à viser les décrets portant nomination de neuf conseillers-maitres, dont trois nommés au tour extérieur, sur proposition du premier ministre (le Monde du 31 décembre). Le procureur général de la République s'est alors levé. Et il a requis la Cour de surseoir à l'installation de M. Jean-Michel Soupault, ancien gouverneur de la France d'outre-mer.

Discrètes, applaudissements, nouveaux chuchotements, cils d'oeil. De fait, huit conseillers-maitres seulement sont introduits dans la salle, pour jurer et faire les courbettes d'usage. M. Soupault — nommé au tour extérieur — ne jouira que plus tard des honneurs, prérogatives et émoluments auxquels sa promotion lui donne droit. C'est qu'en tant que directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique

ancien directeur de l'enseignement, des études et de la recherche au ministère de l'Agriculture, il s'était comporté, il y a quelques années, en « gestionnaire de fait ». Dans le jargon de la Cour des comptes — qui a statué sur ce cas le 18 novembre — cela veut dire qu'il a managé des fonds publics sans respecter la distinction fondamentale en droit français entre les ordonnateurs de dépenses publiques et les comptables (M. Soupault n'avait pas cette dernière qualité). La Cour lui a donc demandé de donner les justifications appropriées pour régulariser la situation (c'est le cas de deux cents ou trois cents affaires de ce genre chaque année).

Or le justiciable d'un corps ne peut être nommé membre de celui-ci. Si l'arrêt du 18 novembre n'avait pas encore été notifié à M. Soupault, le ministère de l'Économie et des finances, savait, lui, qu'une enquête était ouverte sur sa gestion, le gouvernement en ayant été informé.

Quarante-huit heures avant le conseil des ministres du 29 décembre, il n'était pas encore question de nommer M. Soupault au poste de conseiller-maitre. Ce dernier fut pressenti, en hâte, sans que la Cour des comptes ait été consultée, comme le veut un long usage. Il devra maintenant attendre que la Cour ait jugé ses comptes (selon une procédure accélérée) et-on promit.

La séance de rentrée de la Cour a permis au premier président, M. Désiré Arnaud, de souligner le rôle nouveau de cette institution séculaire chargée, depuis la loi de juin 1975, de vérifier les comptes des entreprises publiques.

A Clermont-Ferrand

Le tribunal administratif annule le refus de Mme Veil de laisser ouvrir une pharmacie mutualiste

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le conflit qui oppose la Fédération nationale de la mutualité française au ministre de la Santé risque de connaître une rebondissement avec la décision du tribunal administratif de Clermont-Ferrand d'annuler le refus de Mme Simone Veil d'autoriser l'ouverture à Clermont-Ferrand d'une pharmacie mutualiste.

Déjà, le 31 mai 1974, le tribunal administratif avait donné gain de cause aux mutualistes, estimant que le refus du ministre était entaché d'excès de pouvoir.

Devant le Conseil d'État, en appel, le ministre de la Santé avait échoué. Les magistrats de la haute juridiction ont estimé en effet que les pharmacies mutualistes échappaient à un régime d'officine privée. La présence de pharmacies mutualistes près de l'emplacement prévu pour implanter la pharmacie mutualiste était donc insuffisante pour motiver une décision de refus.

En droit de ces deux décisions, Mme Veil ne délivra pas pour autant la licence que réclamait l'Union des sociétés mutualistes du Puy-de-Dôme. Une nouvelle

requête adressée le 29 mars 1976 restant sans réponse, les mutualistes portèrent à nouveau l'affaire devant le tribunal administratif. Celui-ci vint de leur donner une nouvelle fois gain de cause, estimant que « le principe de l'autorité de la chose jugée oblige l'autorité administrative à ne pas se prononcer à nouveau sur la même affaire ».

Pour sa part, le ministre de la Santé déclare que le tribunal administratif s'est prononcé sur la forme et non sur le fond. C'est-à-dire que sur la décision de l'ancien délégué syndical à l'Union des sociétés mutualistes, conventionnée par le gouvernement et selon laquelle le ministre de la Santé est fondé à refuser l'autorisation d'ouverture d'une pharmacie mutualiste lorsqu'il existe des conventions de tiers payant conclues entre les sociétés mutualistes et les sociétés pharmaciennes, convention qui permettrait aux adhérents de la mutualité de bénéficier d'avantages égaux à ceux que leur procurerait l'ouverture d'une pharmacie mutualiste.

En décembre 1974, toutefois, le ministre du travail, M. Durafour, a décidé de réintégrer M. Joly, qui avait été nommé entre temps délégué du personnel. Dans le cadre de l'action entreprise par la C.F.D.T. en faveur de ceux qu'elle a appelés les « licenciés de Durafour », cette centrale syndicale a engagé une seconde action juridique qui vient d'aboutir à la décision du tribunal administratif. Celui-ci a ordonné la réintégration de l'intéressé en motif « que les faits invoqués n'étaient pas prouvés ou mal qualifiés ou insuffisamment graves ». Une indemnité de 1 000 francs a été accordée au plaignant qui, après des négociations conduites par le syndicat, a été repris à un poste différent de celui qu'il occupait précédemment.

La C.F.D.T. a précisé, au cours d'une conférence de presse, que M. Joly était le premier travailleur réintégré parmi la trentaine de délégués syndicaux licenciés sous le ministère de M. Durafour.

GREVE DES DOCKERS A SÈTE. Une grève, déclenchée vendredi 7 janvier par le syndicat C.G.T. des dockers, pour une durée indéterminée, paralyse les activités du port de Sète. Le mouvement a été décidé pour protester contre l'embauche d'une trentaine de travailleurs occasionnels par la direction du port.

REPUBLICQUE ALGERIENNE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE SOCIETE NATIONALE DE FABRICATION ET DE MONTAGE DU MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE 4 et 6, boulevard Mohamed-V. — ALGER

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1/77 « Câbles Electriques »

SONELEC

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de câbles électriques.

Les Offres devront être adressées sous pli recommandé en trois exemplaires en langue française ou anglaise à SONELEC - Direction Commerciale, B.P. 87 - Kouba - ALGER - sous double enveloppe extérieure.

L'enveloppe extérieure portera en plus de l'adresse SONELEC - Direction Commerciale, la mention suivante : « Appel d'Offres n° 1/77 », câbles électriques, « A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir le 15 février 77, délai de rigueur.

Les renseignements complémentaires seront fournis aux soumissionnaires par SONELEC, B.P. 87 Kouba.

Tél. : 76-46-36 - 76-45-74/76 - 76-47-76/77

ANDRE DESOIR

LA VIE ÉCONOMIQUE

MONNAIES

LE KWANZA
NOUVELLE MONNAIE
ANGOLAISE

Luanda (A.F.P.). — Le kwanza est la nouvelle unité monétaire de la République populaire d'Angola, à partir du 1^{er} janvier, a annoncé vendredi soir, à Luanda, le ministre angolais des finances, le major Bayu Vieira Dias Mingas. Le kwanza (du nom du principal fleuve du pays) remplacera l'ancien escudo colonial angolais et sera divisé en cent lwei. Dès 7 heures (heure locale), samedi 8 janvier, l'opération d'échange des vieux escudos contre les kwanzas devait commencer. Elle prendra fin lundi 10 janvier, à 18 heures.

La brièveté de l'opération d'échange répond au souci d'éviter l'entrée en Angola des quelque 5 milliards d'escudos sortis du pays depuis le 25 avril 1974 par les colons portugais, puis par des membres du P.M.A. et de l'UNITA. Ces 5 milliards d'escudos représentent, selon le ministre des finances angolais, environ 20 % de la masse monétaire en Angola. Les escudos angolais actuellement en dehors du pays y resteront et partiront dans les musées du capitalisme, a déclaré le major Bayu Mingas.

AFFAIRES

Augmentation de capital sans participation étrangère

Pirelli n'est pas Fiat...

De notre envoyé spécial

Milan. — Les dizaines de journalistes qui s'étaient rendus le vendredi 7 janvier à une conférence de presse alléchante, convoquée avec quelque mystère à Milan par l'un des premiers fabricants mondiaux de pneus et de câbles, sont restés leur âme. M. Leopoldo Pirelli, P.D.G. de la société financière du même nom, ne devait y annoncer qu'une classique augmentation de capital, alors que beaucoup d'observateurs prévoyaient un accord avec un pays pétrolier (le Monde du 8 janvier) semblable à l'opération Fiat-Libye, déviée dans des circonstances analogues le 1^{er} décembre dernier à Turin.

Pirelli S.P.A. engage ses cinquante mille actionnaires à souscrire une augmentation de capital de 50 milliards de lire, soit 300 millions de francs, d'ici au 1^{er} mai 1977 (le capital actuel est de 69,9 milliards de lire). L'opération — cinq nouvelles actions ordinaires pour huit actions anciennes — leur sera facilitée par les prêts de Mediobanca, l'institut bancaire parapolitique, qui avait servi

d'intermédiaire entre Fiat et les Libyens. Cet institut s'engage en outre à souscrire les titres qui ne seraient acquis ni par les actionnaires ni par les possesseurs d'obligations convertibles.

M. Leopoldo Pirelli, cinquante et un ans, l'un des derniers chefs de dynastie industrielle en Lombardie, est très critique à l'égard des syndicats, qui ont conduit les entreprises à supporter un coût de travail excessif, et de l'Etat, qui détourne l'épargne familiale des investissements et oblige les patrons à s'endetter auprès des banques. « Il faut interrompre ce processus de dégénérescence, car, désormais, c'est la survie du système économique qui est en jeu », a-t-il affirmé. M. Pirelli n'entend pas, lui, faire appel à des capitaux étrangers — comme son homologue de Fiat. Voilà pourquoi l'opération financière annoncée le 7 janvier revêt une profonde signification idéologique, car pour M. Pirelli, « les entreprises encore dignes de ce nom peuvent et doivent compter sur l'apport fondamental et irremplaçable de l'épargne de la collectivité, qu'elles contribuent elles-mêmes à former ».

Une question reste sans réponse : qui raffe en Bourse, depuis le printemps, les actions de Pirelli S.P.A., entraînant la hausse du titre, qui entraînent les nombreux les plus d'investisseurs ? Le P.D.G., dont la famille possède à peu près 20 % du capital, veut bien reconnaître que la firme turinoise CEAT a augmenté sa participation qui doit être passée de 8,6 à 11 ou 12 %. Mais, pour le reste, il ne veut voir que des achats de petits porteurs encouragés par les bons résultats financiers, et peut-être l'action de quelques spéculateurs. Une explication qui n'a pas convaincu ceux qui voient se profiler derrière ces achats un groupe important, voire un pays pétrolier.

ROBERT SOLÉ.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● EN ALLEMAGNE FEDERALE le produit national brut a progressé — en termes réels — de 5,6 % en 1976, après avoir reculé de 3,2 % en 1975. Les prix à la consommation ont, quant à eux, augmenté de 4,5 % au lieu de 6 %. Le revenu national a progressé en valeur nominale de 9,2 % (1,2 % pour les revenus des salariés, contre 14,1 % pour ceux du capital). Les investissements productifs ont augmenté de 7 %, après avoir diminué de 1,3 % en 1975 et de 2,1 % en 1974. — (A.F.P.)

● LES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) ont augmenté de 0,5 % en novembre, en hausse de 8,1 % par rapport à novembre 1975. Cependant, souligne l'Organisation, les écarts entre les taux d'inflation des Etats-Unis et du Japon d'une part, et ceux des pays d'Europe d'autre part, demeurent prononcés, et ils le sont plus encore dans les pays d'Europe. Ainsi, les prix en Suisse et en Allemagne ont connu une quasi-stabilité durant le dernier semestre.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04	"Placards encadrés"	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	Double insertion	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	"Placards encadrés"	40,00	46,70
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

villas

ÉTANG-LA-VILLE
(LE-DE-FRANCE, surface habit., 7 p., 2 baign., 10 m. jard., 100 m. p. de la mer, 100 m. de la route de Saint-Nom-la-Bretèche, 19 h 30 à 17 h 30, « Nid d'Algue » route de Saint-Nom-la-Bretèche, Entrée par sente des Jumelles.

COLOMBES
près gare Val de France, 1^{er} princip., 2 baign., gar., dépend., 11 m. de la mer, 100 m. de la route de Saint-Nom-la-Bretèche, 19 h 30 à 17 h 30, « Nid d'Algue » route de Saint-Nom-la-Bretèche, Entrée par sente des Jumelles.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

MAISON-SAINTE-DEVOIS - Sur sous-sol, entrée, cuisine, séjour, 4 chambres, salle de bains, salle de douche, 2 w.c., garage, téléphone, sur 450 m., — 030-56-34.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Un peu de nervosité

En ce début d'année une certaine nervosité s'est manifestée sur les marchés des changes, surtout à la veille du week-end, où les opérateurs semblaient un peu désorientés par l'ampleur — relative — des fluctuations du DOLLAR dont le comportement a été le fait marquant.

Dès le début de la semaine, la monnaie américaine se mettait à évoluer favorablement vis-à-vis des monnaies fortes. Mardi, elle touchait par rapport au DEUTSCHEMARE, son cours le plus bas depuis juin 1975, tombant en dessous de 2,24 DM. A Paris, son cours revenait à 4,93 FRANCS, retrouvant ainsi son niveau du mois de septembre dernier.

Pour expliquer cette baisse rapide et un peu surprenante après les ajustements de fin d'année, les opérateurs avancent deux raisons principales : la dégradation de la balance commerciale américaine et la politique présumée laxiste de M. Carter (encore à l'école). On signalait, en outre, de nombreuses ventes de dollars d'origine commerciale — ce qui, paraît-il, est mauvais signe — les Soviétiques et les Arabes se mettant également de la partie.

Une telle baisse ne faisait pas l'affaire des Allemands et des Suisses, soucieux de ne pas voir leur monnaie se dévaluer encore un peu plus, et les banques centrales de ces deux pays intervenaient assez vivement pour contrebalancer le processus. En conséquence, le DOLLAR amorçait une reprise qui allait se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine, où il retrouvait, à peu de chose près, son cours du vendredi précédent, soit 2,26 DM à Francfort et 4,980 francs à Paris. Cette remontée, favorisée alors par la réduction des taux d'escompte en Belgique et aux Pays-Bas, provoqua des ajustements de position précipités dans une atmosphère plus nerveuse.

La LIVRE STERLING s'est légèrement appréciée par rapport au dollar, l'annonce officielle de l'octroi du prêt de 3,9 milliards de dollars par le Fonds monétaire international qui avait été anticipée, et aussi depuis le début de la semaine, le plan Barre acquiesçant davantage de crédibilité, et la fermeté des déclarations de son auteur, notamment au forum de

l'Expansion, faisant une très forte impression. A cette occasion, le premier ministre a laissé entendre que le FRANC serait défendu non seulement au moyen de l'arme des taux d'intérêt, mais aussi en utilisant des réserves de change. Ce serait un changement de politique assez notable, puisque depuis de longs mois la Banque de France ne lance plus ses réserves dans la bataille. Si la baisse du FRANC par rapport au DOLLAR allège notre facture pétrolière, il importe également, semble-t-il, que la tenue de notre monnaie vis-à-vis du DEUTSCHEMARE soit étroitement contrôlée. Le cours de

et même vis-à-vis du DEUTSCHEMARE, qui, mercredi, franchit en dessous de 2,10 francs. Ce raffermissement permettait à la Banque de France de faire baisser le taux de l'argent à court terme (voir ci-dessous). Puis le FRANC faiblissait un peu jeudi, la rapidité de sa remontée par rapport au DOLLAR inspirant quelques doutes à certains opérateurs étrangers qui ne sont pas encore convaincus de la solidité d'une telle remontée. Vendredi, il rétablissait ses positions en regard des monnaies fortes, notamment du DEUTSCHEMARE, la hausse du DOLLAR s'effectuant, on le

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Front suisse	Front	Front	Front
Londres	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
New-York	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Paris	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Zurich	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Frankfurt	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Bonn	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Amsterdam	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079
Milan	—	1,7030	8,4610	4,1822	4,0380	61,5913	4,2079	4,2079	4,2079

Notes reproduites dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, les prix indiqués ne représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

sauf, par rapport à l'ensemble des monnaies européennes prises en bloc.

Pour l'instant, le phénomène est patent, le FRANC bénéficie d'un préjugé plus favorable, certains caribistes lui accordant même un répit de deux mois, jusqu'aux élections municipales. Manifestement, le climat psychologique a changé depuis le début de la semaine, le plan Barre acquiesçant davantage de crédibilité, et la fermeté des déclarations de son auteur, notamment au forum de

2,10 francs pour 1 deutsche-mark pourrait être considéré, le cas échéant, comme une partie à défendre. Priorité à la monnaie, a réaffirmé M. Barre.

Sur le marché de l'or, après une hausse initiale qui porta le cours de l'once à 138 dollars, l'annonce officielle de la réduction par le Fonds monétaire de leur quotas de métal à ceux des pays membres qui le désiraient a provoqué un fléchissement aux alentours de 133 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du café — Hausse de l'étain

DENREES. — La baisse se poursuit sur les cours du sucre, qui restent en dessous de leur niveau le plus bas depuis trois ans. Le 1^{er} octobre de l'U.S.S.S. serait supérieure de 12 % à la précédente.

Pour la première fois depuis plusieurs mois, une sensible détente s'est produite sur les cours du café. La baisse dépasse 5 % sur les principaux marchés, après une hausse de 300 %, il est vrai, en 1976. La diminution de la consommation mondiale, et la baisse des stocks mondiaux dans certains pays ont

entraîné ces baisses. Le tournant sera des produits de substitution comme (thé, par exemple), pour contribuer à réduire l'impact du sucre. Il paraît toutefois encore prématuré d'affirmer à ce mouvement de baisse se confirmera, mais des spéculations ont été faites sur la possibilité d'une hausse.

MÉTALLS. — Le cuivre a consolidé son avance récente au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal se sont accrus de 3 875 tonnes et atteignent 202 775 tonnes. La production chinoise a atteint 1 million de tonnes en 1976, supérieure de plus de 20 % à celle de 1975.

Sensible progression des cours du plomb à Londres, qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis deux ans et demi. Les producteurs américains ont relevé de 1 cent par livre le prix de leur métal pour le porter à 36,50 cents. La dernière majoration remontait à septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

sement 1976, seraient, selon certaines rumeurs, désormais épuisées, et le directeur du stock régulateur aurait même été procédé à des achats de métal. Le Conseil international de l'étain, réuni à Londres, devrait proposer de six mois l'accord international et s'efforcer de faire revenir sur sa décision la Bolivie.

TEXTILES. — Variations peu importantes des cours de la laine sur les marchés à terme. Les prix de traite se maintiennent à des niveaux élevés au cours des prochaines semaines, et les prix de détail se maintiennent à des niveaux élevés.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

Les cours de l'étain ont dépassé le prix-pivot de l'accord international sur le marché de Singapour. Les réserves du stock régulateur, qui atteignent 1 298 tonnes au 20 septembre 1976.

BOURSES ÉTR.

NEW YORK

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

LONDRES

Hausse massive du prix des légumes au marché de Rungis

Depuis une semaine, le marché de Rungis connaît une flèvre discontinue. Les prix d'un grand nombre de légumes ont subi, entre le 31 décembre et le 7 janvier, des hausses de 10 à 20 pour cent. Les plus fortes augmentations ont touché les oignons (43 %), les carottes (26 à 35 %, selon les variétés), les choux-fleurs (20 à 30 %), les scaroles, 30 % pour les jaunes, 40 % pour les frisées), les choux de Bruxelles (20 %), les endives, les poireaux, les oignons verts. Une semaine après Noël, les prix ont augmenté de 10 à 20 pour cent.

Les experts du ministère de l'économie et des finances, quant à eux, ont affirmé que les prix de

Cette flambée de prix est liée plusieurs facteurs. Elle provient des conséquences — prévisibles — du réajustement des prix de l'énergie. Elle a aussi à voir avec la baisse de la demande. Les producteurs de légumes, en France, ont subi une baisse de la température entraînant une baisse tout aussi sensible des prix. La réglementation actuelle sur le coût de la vie, le poste « légumes » comptant pour 1,8 % dans l'indice de consommation des prix à la consommation, ne leur permet pas de faire sentir sur le coût de la vie, le poste « légumes » comptant pour 1,8 % dans l'indice de consommation des prix à la consommation.

Premiers engagements de modulation sur les prix industriels

La faiblesse des récoltes explique pas la brutalité de la hausse la semaine passée. Celle-ci est liée à la conjonction de plusieurs phénomènes : d'une part, la hausse des prix de gros (ceci est notamment le cas des produits introduits, tandis que les verges et le corailendaux rendaient leur transport plus difficile. D'autre part, les collectifs (écoles notamment) ont repris leurs achats, interrompus pendant les fêtes ; d'autre part, les commerçants ont demandé. Sur ce marché, très sensible et mal organisé, où les intermédiaires nombreux amplifient rapidement toute hausse à la production, il n'en faut pas plus pour provoquer la valse des étiquettes. Les prix de gros ont une marge fixe, en valeur absolue, sur la majorité des produits touchés.

En ce qui concerne les produits de base, les chefs d'entreprises s'engagent à faire un usage responsable et donc modéré de la liberté qu'ils recourent du même objet. Ils démontrent ainsi qu'ils adhèrent à la politique de la hausse des prix. A défaut d'engagement de modération, les prix des produits industriels ne peuvent augmenter sans décision de l'administration. »

La Fédération des industries mécaniques et de transformations de métaux a décidé de ne pas augmenter ses tarifs de plus de 5,9 % (3 % au premier semestre, 2,9 % au second). Pour la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, la hausse sera au maximum de 5,5 % (3 % à partir de mars, 2,5 % à partir d'avril, 1,5 % à partir de mai, 1,5 % à partir de juin, 1,5 % à partir de juillet, 1,5 % à partir d'août, 1,5 % à partir de septembre). Elle ne dépassera pas

**présenti
on sur Antenne 2**

M. Salebert pour Télé-Montevideo et de M. Leroy, dont les fonctions de directeur de la ré-

5,8 % pour l'Union des industries chimiques, 5 % (2,5 % par semestre) pour la Fédération nationale des industries des corps gras (avec la possibilité de tenir compte des variations des cours des matières premières) et 6 % (4 % à partir de la date d'agrément, 2 % à partir de juillet) pour le Syndicat national de la biscuiterie française.

Après avoir été reçu par M. Julien et Bandinet, nous avons rencontré M. Jean-Pierre Eliekkabach, *j'ai vu*...
 « Je suis certain que... »
 « Je suis certain que... »
 « Je suis certain que... »

(De notre correspondant.)

Montréal. — Selon un sondage de l'Institut Gallup du Canada, dont les résultats ont été rendus publics vendredi 7 janvier, 14 % des Canadiens seulement croient que le Québec est vraiment en train de se séparer du Canada, contre 75 % qui estiment qu'il n'y a pas, au Québec, de mouvement popu-

**Les Français souhaitent
le Djibouti**

opinion est partagée par 54 % des Canadiens.

L'enquête a été menée dans les dix provinces du Canada. Les personnes interrogées devaient répondre aux deux questions suivantes: croyez-vous que la majorité du peuple québécois veur se séparer du Canada? Maintenant que le parti québécois a gagné les élections provinciales, le sentiment du 80,9 % de personnes interrogées

du Québec? En l'absence du premier ministre québécois, M. René Lévesque, en vacances, le ministre des affaires intergouvernementales et du commerce extérieur, M. Jean Duceppe, a répondu à nos questions. Il a affirmé que l'emploi du mot « séparatisme » dans la première question appelait nécessairement une réponse négative.

En l'absence d'un autre sondage Gallup publié la veille mon-

tristement que la popularité du parti libéral fédéral du premier ministre canadien, Mr. Trudeau, reste faible chez les conservateurs (conservateurs-conservateurs) recueillent 47 % des intentions de vote des personnes interrogées, contre 33 % en faveur du parti libéral. Le parti du parti libéral, particulièrement sensible au Québec qui était jusqu'ici considéré comme un de ses bastions les plus solides.

ALAIN-MARIE CARRON.

**LES CONTACTS SECRETS
EN FRANCE
ENTRE DES ISRAËLIENS
ET DES DÉLÉGUÉS
DE L'O.L.P.**

Le pays s'agitait.
FAMOUS ZAPLOON

), and the *Journal of the American Medical Association* (JAMA) (1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675,